Montréal compte moins d'un million d'habitants

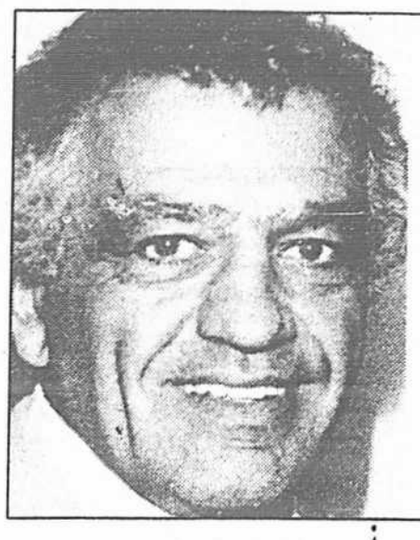
La population de Montréal est tombée sous le chiffre «magique» d'un million d'habitants. Elle se situe à 996,666 habitants, selon une enquête de la CTCUM.

Montréal avait atteint le million d'habitants en 1951 et un sommet de 1.3 million en 1966. Le déclin s'est poursuivi depuis à la suite du développement rapide des banlieues situées hors de l'île de Montréal, où la population a augmenté de 13 pour cent au cours des quatre dernières années.

Comme Montréal, les banlieues membres de la Communauté urbaine (île de Montréal) accusent des baisses de leur population. Le territoire de la CUM a en effet perdu 3.4 pour cent de sa population entre 1974 et 1978.

Le développement rapide des banlieues de plus en plus éloignées du centre de la région métropolitaine provoque, outre le dépeuplement de Montréal, le déclin du centre-ville où les emplois sont en diminution.

— page A 10



La Ste-Flanelle passe sa crise: c'est la grande réconciliation!

«C'est ben nous autres!» s'exclame Réjean TREMBLAY dans sa chronique sur la dernière «crisette» qui a frappé le Canadien. Bernard BRISSET, pour sa part, nous raconte comment s'est faite la grande réconciliation hier.

— page D 1 et D 2

la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

ÉDITION samedi dimanche

MONTRÉAL, SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979,
95e ANNÉE, no 263, 330 PAGES, 15 CAHIERS

75 CENTS
ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI $1.75

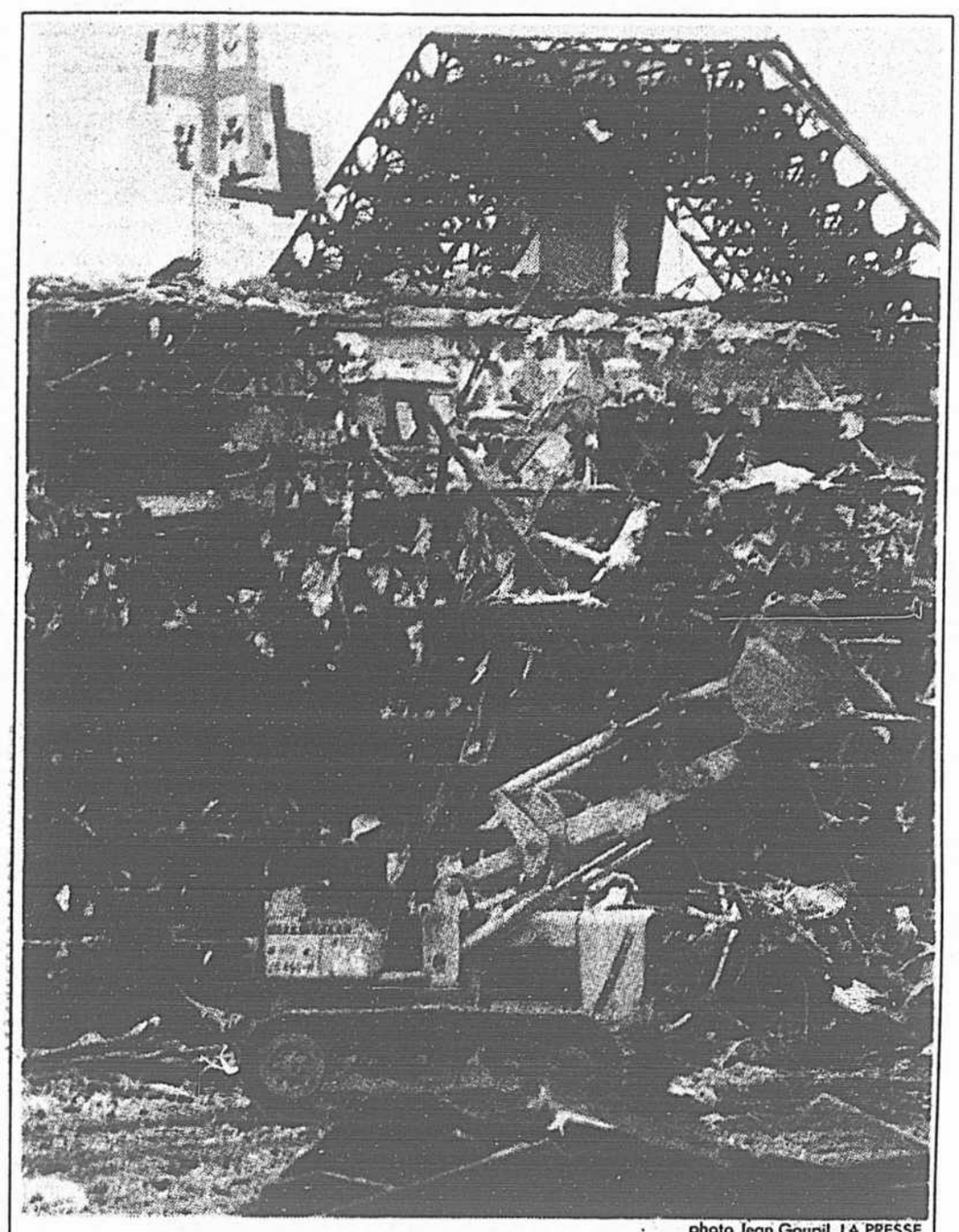


photo Jean Goupil, LA PRESSE

6,200 tonnes d'acier

par Georges LAMON

Le plus grand pavillon thématique d'Expo 67, celui qui avait si bien su évoquer «l'homme à l'oeuvre», sombrera définitivement dans l'oubli à la fin de novembre, comme d'ailleurs bon nombre d'autres pavillons de l'île Notre-Dame. C'est là, diront certains, la rançon du progrès.

Depuis le 30 juillet des employés de l'entreprise de construction et de démolition Universel de Verdun s'affairent à démanteler cette carcasse d'acier de 7,500 tonnes; l'opération devrait se terminer d'ici le 25 novembre.

C'est la sidérurgie québécoise Sidbec-Dosco qui s'est vu adjuger le contrat de démolition du pavillon par la direction de Terre des Hommes à la suite d'appels

— Voir TONNES, page A 2

Tout le Québec se prépare à la grève générale

par Mariane FAVREAU

A quelques jours d'une grève générale décrétée par le Front commun, c'est pratiquement tout le Québec qui est en état d'alerte.

Alors que les nombreuses tables de négociations bourdonnent nuit et jour, les syndicats, forts de leurs votes de grève majoritaires, mettent en branle la machine qui paralysera, à partir de mardi, aussi bien les écoles et cegeps que les hôpitaux, centres d'accueil et de réadaptation. Les quelque 200,000 membres du Front commun CSN-FTQ-CEQ sont déterminés à obtenir satisfaction sur certaines de leurs revendications.

De même, divers groupes non membres du Front commun, comme le Syndicat des fonctionnaires provinciaux, continuent leurs moyens de pression ou leurs grèves sporadiques, paralysant «la machine de l'Etat».

Pendant ce temps, les responsables d'institutions de santé font part de leur désarroi. Jugeant déjà tragique la situation actuelle (qui dure d'ailleurs depuis des semaines), on demande même au ministre des Affaires sociales de suspendre le droit de grève si on ne peut assurer des services essentiels fonctionnels.

Déjà, des hôpitaux commencent à réduire leurs services et envisagent l'évacuation de malades. Certaines listes de services essentiels déposées par les syndicats n'accordent que peu ou pas de syndiqués dans des centres d'accueil ou des hôpitaux. Le Conseil sur le maintien des services essentiels assure toutefois que 87 p.c. des 645 établissements du réseau des Affaires sociales sont en mesure de maintenir les services essentiels.

De son côté, le ministre Denis Lazure fait appel au sens des responsabilités des syndiqués des Affaires sociales pour que les ententes soient respectées. Il veut également rassurer la population à l'effet que le gouvernement est «prêt à intervenir directement pour rétablir les services auxquels a droit la population», si la situation devenait moins rassurante.

Dans l'enseignement, la majorité des écoles primaires et secondaires et des cegeps renverront leurs élèves, mardi, pour un congé indéterminé. Ce qui fera sans doute plaisir aux jeunes mais inquiétera de nombreux parents qui cherchent actuellement des «arrangements» pour ne pas laisser leurs enfants, jeunes et moins jeunes, à la rue.

— Voir GREVE, page A 2

Lévesque a encore bon espoir de l'éviter

par Jacques BOUCHARD

SAINT-JÉRÔME — Le premier ministre René Lévesque a dit hier avoir «vraiment bon espoir» d'éviter la grève générale dans le secteur public.

En conférence de presse, après une brève tournée dans le comté de Prévost en faveur de son candidat Pierre Harvey, le premier ministre a cependant refusé de préciser sur quoi il se basait pour faire une telle affirmation et ainsi redonner une lueur d'espoir à la population.

M. Lévesque reçoit d'heure en heure, par téléphone, un rapport sur l'évolution de la situation dans ces négociations de dernière minute, et en fin de journée il paraissait confiant et assez optimiste.

Les négociations se poursuivent jour et nuit et le gouvernement devrait avoir déposé toutes ses offres au plus tard dimanche. Il entrevoit donc mal comment les dirigeants syndicaux pourraient déclencher une grève générale à la date prévue sans avoir étudié les dernières propositions gouvernementales et en avoir soumis le contenu à leurs membres.

— Voir LEVESQUE, page A 2

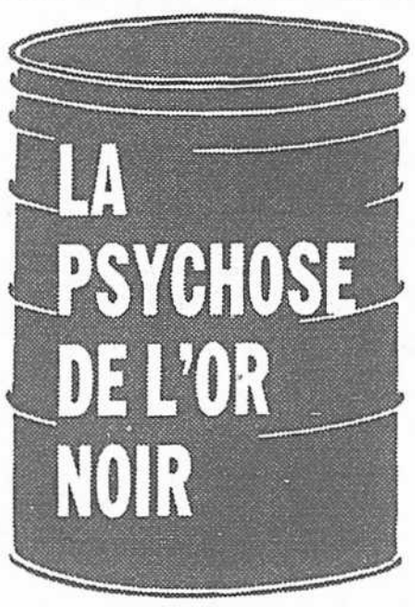
Autres informations en page B 2

ÉDITO

• Un manque de mesure du Front commun

par Vincent PRINCE

—page A 4



Sour le titre «La psychose de l'or noir», LA PRESSE publie à partir d'aujourd'hui une série de cinq articles sur les bouleversements que produisent le pétrole, l'afflux d'argent et les difficultés religieuses au Moyen-Orient, bouleversements qui se répercutent sur les conditions de vie des Occidentaux. Ce reportage de notre collaborateur spécial Robert POULIOT porte les sous-titres suivants:

— Tout le monde semble avoir perdu le contrôle;

— Le pétrole: une arme chiite à double tranchant;

— Les Chiites font trembler les émirs;

— Quand l'OPEP change de visage;

— La prochaine explosion: le GAZ.

— page A 7

La crise iranienne

Appels au calme

La prise d'otages à l'ambassade des USA à Téhéran continue d'éclipser toutes les autres activités politiques à Washington. Elle demeure d'autant plus la préoccupation essentielle des dirigeants américains, qui n'osent pas formuler un espoir de dénouement rapide de ce drame, que la colère grandit dans toutes les villes américaines. Les citoyens américains, face à ce qu'ils considèrent comme une humiliation de leur pays, s'en prennent à tout ce qui est iranien et réclament volontiers l'envoi des «marines» à Téhéran. Cette situation a poussé le président Carter à lancer un véritable appel au calme, relayé d'ailleurs par les parents des otages. Pour l'instant, les espoirs des États-Unis pour trouver une solution à la crise reposent sur les appels lancés par le Conseil de sécurité, par le pape Jean-Paul II et sur des négociations discrètes et difficiles menées en Iran par le canal de l'OLP. Mais l'Iran insiste toujours pour se faire livrer le chah et récupérer son immense fortune.

—page B 1

Carter risque gros

—page A 6

photo Pierre McCann, LA PRESSE

ANTONINE MAILLET
L'écrivain qui a plongé sans honte

Il fallut longtemps à Antonine Maillet pour franchir l'étape consistant, sans pour autant refuser la grammaire du français écrit, à choisir celle du français parlé de l'Acadie, ou plutôt à reconnaître que ce français parlé pouvait être écrit. C'est avec «Les Crasseux», qui commence par un juron énorme, que cette rupture fut consacrée, mais, affirme-t-elle à Réginald MARTEL, c'est grâce à Luc Lacoursière qu'elle a compris qu'un écrivain pouvait sans honte plonger dans les sources de son passé et aller chercher son inspiration dans les racines de son peuple.

— page C1

Discrimination féminine: Kruger et son syndicat sont poursuivis

par Léopold LIZOTTE

Par la toute première procédure du genre au Québec, la Commission des droits de la personne a intenté hier après-midi une poursuite de $38,000 contre une grande entreprise montréalaise et le syndicat de ses employés, à cause de certaines dispositions des conventions collectives signées au cours des sept dernières années, qu'on juge discriminatoires pour les employés féminins de cette compagnie.

Cette réclamation, qui est accompagnée d'une demande d'annulation de clauses et lettres d'ententes qu'on dit illégales, est dirigée à la fois contre la Société des pâtes et papiers Kruger Ltée, de ville La Salle, le Syndicat des employés de Kruger, et la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt.

Elle est prise au nom d'Aline Boudreau et de Lise Lalande, employées par Kruger depuis 1973. Elles se plaignent notamment qu'une lettre d'entente, signée en 1976 par les parties patronale et syndicale, a eu pour effet de créer des catégories d'emploi ne s'appliquant qu'aux femmes, et de leur faire perdre ainsi la reconnaissance de leur ancienneté et des droits pouvant s'y rattacher, concernant notamment les mises à pied, la supplantation (bumping) et le droit d'accéder à d'autres fonctions au sein du personnel.

— Voir KRUGER, page A 2

SOMMAIRE

Arts et Lettres: C 1 à C 23
—Horaires: C 12
Bandes dessinées: • 16
Bricolage: B 6
Bridge: D 12
Carrières et professions: •• 1 à •• 16
Décès, Naissances, etc.: B 4
Échecs: D 12
Économie: A 10 à A 16
—L'économie qui s'écrit: A 14
Éditorial: A 4
Êtes-vous observateur?: F 14
FEUILLETON
Sophia Loren: F 7
Gastronomie: C 27
Grille des mordus: F 11
Horoscope: • 16
Jardinage: B 7
Le monde: B 1
La mode du jour: E 7, F 16
Loisirs et récréation: • 15
Météo: A 2
«Mot-mystère»: • 16
Mots croisés: • 16
Nos amies les bêtes: F 13
Petites annonces: D 15 à D 21, E 1 à E 7, F 7 à F 22
Pleins feux: A 5 à A 8
Quoi faire la semaine prochaine: F 6
Radio et télévision: F 6
Religion: A 21
Restaurants: C 24 à C 28
Sciences: • 17
Sports: D 1 à D 11
—Canne et fusil: D 11
Timbres: D 12
Vacances-voyages: • 1 à • 10
Vivre aujourd'hui: F 1 à F 6
—Monsieur Popote: F 1
—Un foyer pour moi: F 5

LÉVESQUE

SUITE DE LA PAGE A 1

Le premier ministre a affirmé qu'il refusait carrément, et une fois pour toutes, de garantir d'une façon indéterminée, et à très long terme, une indexation des salaires à l'augmentation du coût de la vie, qui est variable selon les années. En contrepartie, il a dit que son gouvernement garantissait le maintien du pouvoir d'achat des syndiqués du secteur public, ce qui n'est pas le cas dans bien des domaines de l'industrie privée. «Avec l'argent des citoyens, on ne peut décemment faire plus», a-t-il ajouté.

Il a répété qu'il trouve particulièrement scandaleux le fait que des personnes aient rejeté les offres gouvernementales en refusant de les soumettre à l'approbation de leurs membres. Ce qu'il a qualifié d'«abus total de la situation et d'un manque terrible de responsabilité».

Il a rappelé qu'il n'était pas celui qui voulait «enlever ou arracher le droit de grève dans l'ensemble du secteur public, mais que la situation actuelle est très grave quand des syndicats déclenchent des grèves n'importe quand et n'importe comment». Il se pourrait donc que «face à ces exagérations et après les abus que les Québécois subissent», qu'un autre gouvernement le fasse, a-t-il dit.

«A un moment donné, aussi bien à vous qu'à nous, ça va nous rebondir dans la face. C'est un risque terrible que prennent les dirigeants syndicaux actuellement», a ajouté le premier ministre qui était visiblement agacé et en colère.

GRÈVE

SUITE DE LA PAGE A 1

Les enseignants de sept syndicats (sur 43) ont refusé la grève, au primaire et secondaire, soit approximativement 8,000 enseignants qui feront la classe normalement, mardi et les jours suivants.

Dans les cégeps, huit institutions ou pavillons trouveront leurs professeurs à leur poste sur les 48 que compte le réseau. Mais comme les institutions d'enseignement comptent également des employés de soutien et des professionnels, il se peut que du piquetage empêche les non-grévistes de vaquer à leurs tâches.

Ce n'est peut-être que coïncidence, mais les enseignants ont refusé de faire grève, au primaire et secondaire, dans deux syndicats dont le territoire se trouve inclus dans les circonscriptions électorales où il y aura élections partielles mercredi.

Quant aux fonctionnaires provinciaux qui perturbent déjà depuis un bon moment divers secteurs d'activité, ils ne semblent pas vouloir faire trêve au cours de la semaine qui vient, ni le gouvernement lever le lock-out qui pèse sur certains d'entre eux.

Si le gouvernement actuel n'en est qu'à sa première épreuve de force avec le Front commun, le public se souvient des grèves générales de 1972 et de 1976. La première s'était terminée par une loi spéciale ordonnant le retour au travail et l'emprisonnement des trois chefs syndicaux.

En fin de journée hier, le Front commun déplorait la lenteur patronale dans les négociations, estimant que tout n'a pas été mis sur la table pour en arriver à un règlement avant la grève.

En attendant une offre salariale, le Front commun rappelle les points principaux d'insatisfaction: la tâche, la notion de poste, l'abolition des contrats à forfait, l'accélération de la procédure de griefs et d'arbitrage.

le carnet américain

JEAN PELLETIER
de notre bureau de Washington

Demain la force?

WASHINGTON — Ali Soltianik est un jeune étudiant iranien qui vit depuis trois ans à Washington. Hier matin avec 1,600 de ses confrères il manifestait devant la Maison-Blanche, réclamant l'expulsion du shah et le démantèlement de la CIA responsable, selon lui, de l'anarchie dans son pays.

Inutile de dire que les Américains ne prisent guère les idées d'Ali Soltianik, un barbu en veston de tweed dernier cri qui dans un anglais des plus correct prêche anglais des plus corrects prêche les idées d'un ayatollah Khomeiny.

«Pourquoi les Etats-Unis donnent-ils asile au shah alors qu'ils sont prêts à poursuivre en justice les criminels nazis réfugiés chez eux?» dit-il à LA PRESSE.

A des badauds qui lui montrent le poing, Soltianik sourit. «We love you, crie-t-il, c'est au système capitaliste américain que nous en voulons, pas au peuple.»

À la question que l'on ne peut faire fi de l'immunité diplomatique sans laquelle les rapports entre nations sombreraient dans l'anarchie la plus totale, Soltianik hausse les épaules: «On se bat comme on peut...»

C'est la première fois dans leur histoire moderne que les Etats-Unis sont les victimes d'un chantage aussi brutal. Ceux qui observaient la manifestation d'hier ne voulaient rien entendre à l'idée de laisser partir le shah. Ils préféreraient l'affrontement et même se priver de pétrole que de capituler.

Mais en ces jours de crise, ce qu'il y a de plus troublant c'est d'entendre des Américains, prospères, bien nourris, propriétaires, vous dire sur un ton scandalisé: «On cède depuis trop longtemps au chantage. Les Russes d'abord, les Cubains, Panama, Khomeiny aujourd'hui, qui sait demain les Portoricains: cela a assez duré.»

Rares sont les politiciens aujourd'hui, Ted Kennedy y compris, qui ne cèdent pas à la tentation de prêcher la doctrine de Teddy Roosevelt: «Parler calmement, un gourdin à la main.»

Même des diplomates canadiens vous disent aujourd'hui que les Américains n'ont plus la politique de leurs moyens, comme si un recours à la force ou à la guerre froide ferait progresser l'humanité. C'est là sans doute la conséquence la plus tragique de cette crise iranienne: elle aura engendré dans le coeur des Américains un engouement pour la force et l'intervention armée et ultimement elle contribuera à ruiner la politique de l'ouverture inaugurée, maladroitement sans doute, mais avec courage par Jimmy Carter.

LA MÉTÉO

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum: 4 Maximum: 9	
Nuageux, quelques averses, vent modéré	Ciel variable

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	−6	−1	Nuageux, chutes de neige	Ciel variable et froid
Outaouais	4	9	Nuageux, quelques averses	Ciel variable
Laurentides	1	6	Nuageux, chutes de neige	Ciel variable
Cantons de l'Est	4	10	Nuageux, quelques averses	Ciel variable
Mauricie	0	5	Nuageux, pluie en matinée	Ciel variable
Québec	1	7	Nuageux, quelques averses	Ciel variable
Lac-Saint-Jean	0	5	Nuageux, pluie en matinée	Ciel variable
Rimouski	0	6	Pluie, vent modéré	Nugeux avec éclaircies
Gaspésie	0	6	Pluie, vent modéré	Nuageux avec éclaircies
Baie-Comeau	−2	5	Pluie, vent modéré	Nuageux avec éclaircies
Sept-Iles	−2	5	Pluie, vent modéré	Nuageux avec éclaircies

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé	Victoria	−2	10
Alberta	Nuageux	Edmonton	−8	0
Saskatchewan	Neige légère	Regina	−18	−6
Manitoba	Neige légère	Winnipeg	−22	−10
Ontario	Nuageux	Toronto	−3	−4
Nouveau-Brunswick	Pluie	Fredericton	5	12
Nouvelle-Écosse	Averses	Halifax	5	13
Ile-du-Prince-Edouard	Averses	Charlottetown	5	12
Terre-Neuve	Ensoleillé	Saint-Jean	10	11

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	7	14	Chicago	0	7	Nlle-Orléans	20	30
Washington	10	19	San Francisco	9	17	Miami	20	29
Boston	6	13						

vers les capitales

Amsterdam	—	9	Londres	—	9	Stockholm	—	3
Athènes	—	19	Le Caire	—	—	Sydney	—	19
Berlin	—	7	Lisbonne	—	17	Tokyo	—	17
Bruxelles	—	9	Madrid	—	13	Tunis	—	23
Casablanca	—	19	Moscou	—	2	Vienne	—	14
Genève	—	12	Paris	—	11	Varsovie	—	5
Hong Kong	—	24	Rome	—	20			

vers les plages

Acapulco	24	34	Bermudes	22	26	Nassau	—	—
Mexico	7	23	Barbade	27	30	Rio de Janeiro	—	—

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400» Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON A DOMICILE: lundi au samedi $1.75; lundi au vendredi $1.25; samedi seulement 0.75

ABONNEMENTS PAYES D'AVANCE

par courrier: Canada	Nombre de semaines 13	26	52
Lundi au samedi	$37.00	$74.00	$148.00
Lundi au vendredi	$24.00	$48.00	$96.00
Samedi seulement	$13.00	$26.00	$52.00

ETATS-UNIS — PAYS ETRANGERS

par courrier:	Nombre de semaines 13	26	52
Lundi au samedi	$55.25	$110.50	$221.00
Lundi au vendredi	$34.45	$68.90	$137.80
Samedi seulement	$20.80	$41.60	$83.20

INFORMATION GENERALE	285-7272
REDACTION	285-7070
PROMOTION	285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383
PETITES ANNONCES (annonces classées)	
Commandes du lundi au vendredi 9h à 17h	285-7111
Pour changer ou annuler du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
GRANDES ANNONCES	
Détaillants	285-7202
National, Télé-Presse, Vacances, voyages	285-7306
Carrières et professions, nominations	285-7320
COMPTABILITE	
Grandes annonces	285-6892
Petites annonces	285-6901

Pour tout genre d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 9h à 19h (Samedi: 8h à 16h) 285-6911

AUJOURD'HUI DANS la presse

lisez les cahiers suivants:

• BONIMART • SIMPSONS
• CASTOR BRICOLEUR
• LA BAIE

TONNES

SUITE DE LA PAGE A 1

d'offres. D'ailleurs, Sidbec-Dosco avait payé $205,000 pour faire démolir la structure et surtout récupérer l'acier encore recyclable.

Selon M. André-Luc Fragano, directeur général adjoint de Terre des Hommes, la direction de l'Association montréalaise d'action culturelle et récréative (AMARC), qui gère Terre des Hommes, fait «une bonne affaire» puisque cette démolition, s'il lui avait fallu en défrayer le coût, lui aurait coûté environ $600,000.

Bien sûr, pour Sidbec-Dosco, il s'agit principalement d'une entreprise de récupération fort rentable puisqu'elle pourra recycler environ 6,200 tonnes d'acier des 7,500 de la structure totale de l'ancien pavillon.

Rappelons que la construction de ce pavillon thématique avait coûté environ $8 millions. Il était constitué d'une structure d'acier entièrement boulonnée et qui avait nécessité un long travail d'assemblage à une équipe d'environ 80 hommes, à raison de sept jours par semaine.

L'emplacement laissé vacant par la disparition du pavillon servira à l'aménagement paysager pour les Floralies internationales de 1980.

Les architectes des Floralies comptent bien conserver certaines pièces de cette structure d'acier pour les intégrer dans un environnement paysager faisant partie de l'aménagement de l'île Notre-Dame.

Déjà les pavillons d'Israël, de la Grèce, de Trinidad et Tobaggo de la Yougoslavie et des provinces maritimes sont tombés sous le pic des démolisseurs. Il restera encore sur l'île Notre-Dame huit pavillons: Canada, France, Québec, Grande-Bretagne, industries, Jamaïque, Nations unies et celui des Chrétiens qui sont en voie de restauration.

KRUGER

SUITE DE LA PAGE A 1

En fait, depuis 1976, elles ont été mises à pied à plusieurs reprises, ce qu'elles n'auraient pas eu à subir si elles avaient été des hommes.

La poursuite énumère toutes les occasions où elles ont ainsi été congédiées temporairement, périodes pendant lesquelles elles étaient disponibles et auraient dû effectivement travailler, n'eut été la discrimination de sexe pratiquée à leur endroit.

En plus des dommages matériels (salaires perdus au fil des années) les deux requérantes réclament $500 chacune pour atteinte continue et grave à leur dignité. Le procureur de la Commission des droits de la personne, Me Robert Senay, souligne que l'enquête de cet organisme terminée, c'est sans succès que l'on a tenté de régler le litige à l'amiable avec les parties intéressées.

Il demande donc que l'employeur et le syndicat soient condamnés solidairement à payer les dommages exigés, et que la cour déclare sans effets les dispositions de la convention attaquée, et toute entente future qui pourrait intervenir sur le même sujet, parce qu'elles comportent effectivement discrimination fondée sur le sexe, au sens de la Charte des droits et libertés de la personne.

La cour, selon la poursuite, devrait également accorder rétroactivement aux deux plaignantes, au 3 octobre 1973, les mêmes droits, avantages, privilèges et obligations accordés aux employés masculins de Kruger.

LA QUOTIDIENNE

tirage d'hier
2 — 5 — 5

LOTO-PERFECTA

Les numéros gagnants sont:
14 — 22 — 27 — 28 — 31 — 32
complémentaire: 11

MINI-LOTO

Le billet numéro 310208 donne $50,000

SEUL?

Rendez-vous est une agence de rencontres professionnelle. Une intervention discrète de notre part vous permettra de nouer des relations avec des gens sérieux. Nous sommes établis à Montréal depuis 1966 et nous servons exclusivement une clientèle distinguée. Pour une brochure ou une consultation gratuite, téléphonez au

282-0058 — 933-3673 (24 heures)

Rendez-vous
1117 ouest, rue Sainte-Catherine, suite 108

SEUL? SEULE?

Ensemble, vous pourriez former un couple heureux.

Ne laissez pas la solitude empoisonner votre vie. AGISSEZ!

Nous deux, une agence sérieuse et efficace vous accueillera avec compréhension et discrétion. Pour un rendez-vous sans obligation:

861-0485

Agence de rencontres Nous deux Inc. 1440, rue Sainte-Catherine o., bureau 512. Du lundi au vendredi, de 13h à 21h.

vivre c'est choisir

À chaque instant de votre existence, vous choisissez. Une voiture, une maison, un travail, vous choisissez. Lorsqu'il s'agit de votre vie affective, présente ou future;

Quel est votre choix?

Laissez-vous au hasard des occasions cette part si importante de votre vie?

alter ego, une agence de rencontres sérieuse, honnête et efficace connaît l'art de la rencontre et saura bien vous diriger vers cette personne que vous recherchez.

Avant de choisir votre partenaire, il est très important de bien choisir votre agence de rencontres. La compatibilité du partenaire dépend directement du sérieux de l'agence que vous choisirez.

Aujourd'hui est le premier jour du reste de votre vie

Pour une entrevue sans obligation de votre part, composez 871-9673 du lundi au vendredi de 13 hre à 21 hre.

alter ego

alter ego limitée
1 Place Ville-Marie
Suite 3235, Montréal, P.Q.

YOGA
pour la détente et la santé
Cours spécial pour les débutants
4 semaines
Commençant le 12 novembre
279-3545
Centre Sivananda Yoga Vedanta

"Il y a eu un incendie chez moi. Est-ce que mon assurance paye les frais d'hôtel pendant les réparations?"

Pour toute question ou tout problème d'assurance automobile ou habitation, consultez votre courtier ou agent, ou téléphonez au BAC.

Montréal
866-9801

à l'extérieur
1-800
361-8220
(sans frais)

allô le BAC

Bureau d'assurance du Canada
Un service d'information pour les consommateurs

la presse

MONTRÉAL,
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979
page A3

Autobus et métro: aucune nouvelle offre du médiateur

Menace de grève sérieuse pour lundi matin

par Michel GIRARD

Pour éviter une nouvelle paralysie du transport en commun prévue pour lundi matin, les chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro de la CTCUM devront revenir sur leur décision de la semaine dernière alors qu'ils avaient rejeté dans une forte proportion les recommandations des conciliateurs nommés par le ministre du Travail, M. Pierre-Marc Johnson.

Le médiateur spécial dans le conflit opposant la CTCUM et la Fraternité des chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro, M. Raymond Désilets, ne déposera pas de nouvelles propositions concernant l'hypothèse de règlement qu'il a formulée la semaine dernière. Lors de l'assemblée générale prévue pour demain soir au CEGEP de Vieux-Montréal, les syndiqués seront donc appelés à se prononcer de nouveau sur les mêmes offres. Un autre rejet de celles-ci serait sitôt accompagné d'un vote donnant le feu vert au déclenchement de la grève.

De l'avis du ministre du Travail, M. Pierre-Marc Johnson, et du président de la CTCUM, M. Lawrence Hanigan, l'hypothèse de règlement soumise par le bureau de médiation du ministère du Travail renferme de nombreuses acquisitions importantes pour les syndiqués, comparativement aux offres antérieures présentées par la CTCUM.

Selon eux, ces gains représentent des pas de géant et répondent en grande partie aux demandes majeures formulées par la Fraternité des chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro pendant la longue période de négociations.

Il est à noter d'ailleurs que les dirigeants de la Fraternité avaient recommandé à leurs membres d'accepter les offres du bureau de médiation, les jugeant satisfaisantes. Mais, au cours d'une assemblée houleuse, les chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro ont décidé, par un vote à main levée, de faire fi de la recommandation de leurs porte-parole en rejetant ces dernières offres.

Le médiateur spécial Raymond Désilets a rencontré cette semaine les parties syndicales et patronales à deux reprises. Ces rencontres avaient essentiellement pour but de clarifier, pour le bénéfice de la Fraternité des chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro, l'ensemble des nouvelles recommandations proposées dans le rapport de médiation de la semaine dernière.

Ainsi, tant à la CTCUM qu'au bureau du ministre du Travail, on espère que les porte-parole de la Fraternité sauront bien expliquer la nature des dernières offres au cours de l'assemblée générale de demain soir.

Dans un télégramme adressé hier au président de la Fraternité, le ministre Pierre-Marc Johnson «ose croire que le rapport du médiateur Raymond Désilets sera traité équitablement et justement (lors de l'assemblée de demain), et que chacun des membres de la Fraternité aura l'occasion de se prononcer individuellement et secrètement sur ce rapport contenant, vous l'admettrez, des acquisitions importantes pour les membres de la Fraternité.»

«Je tiens à vous signaler que l'intervention, par voie de recommandation, de conciliateurs du ministère constitue en soi une procédure particulière qui mérite une attention tout aussi particulière. De telles recommandations font normalement l'objet d'un scrutin secret par les membres de l'unité de négociation concernée», d'ajouter le ministre Johnson afin de convaincre le président de la Fraternité, M. Normand Hamelin, de l'importance d'un vote secret dans le cadre de l'assemblée générale de demain.

Une telle forme de vote permet normalement aux syndiqués de mieux peser les «conséquences» de leur «oui ou non» aux offres et surtout de se sentir plus «libres».

Personne n'ose prédire le résultat du vote des membres de la Fraternité. Mais, chose certaine, tout le monde s'entend pour dire que la menace de débrayage se fait excessivement sérieuse.

Pierre-Marc Johnson

Culture Personnelle
Cuisine des Fêtes
par Henri Bernard
3 COURS
RÉCEPTION COCKTAIL
REPAS DE NOËL
RÉVEILLON
Un par semaine
avec repas et livret
du 27 Nov. au 13 Déc.
PROSPECTUS
843-6481
Institut Culinaire Henri Bernard
2015 de la Montagne
Suite 610, Montreal
Permis d'enseignement

MFA SUPER VENTE
65e ANNIVERSAIRE
Georges Pouliot
FOURRURES INC.
MANUFACTURIER
4435, rue de la Roche
Stationnement gratuit
527-8664
Depuis 1914

Agence «Detec of Canada Ltée»
PIERRE D.-MASSUE
DETECTIVE
«Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec».
Licencié par la Cité de Montréal
• INVESTIGATION
• SURVEILLANCES
• FILATURES
• TOUTES PREUVES POUR LA COUR
• INFIDELITE CONJUGALE
CONFIDENTIEL — DISCRETION ASSUREE
387-8757

MONTREAL 255-8848
RIVE SUD 676-0253
LAVAL 866-5548
DEPUIS 1972
TEMPO-Fab inc.
LE FABRICANT QUI A POPULARISÉ (LE GARAGE) TEMPORAIRE DEPUIS 1971
VENTE LOCATION
820 BOUL. TASCHEREAU, GREENFIELD PARK / 400 OUEST, BOUL. ST-MARTIN, LAVAL

CONDOMINIUM
TOUT UN INVESTISSEMENT!
TAUX D'HYPOTHÈQUE Le Chambord 11%
Le Chantilly 12%
TAUX D'HYPOTHÈQUES 11% et 12% (5 ans)
OCCUPATION MAI 80
"AH! LA BELLE VIE!"
Pour s'y rendre, prenez l'autoroute 13, puis le boul. Samson ou encore l'autoroute des Laurentides puis le boul. Lévesque jusqu'à la Promenade des Îles.
HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au jeudi: 2h p.m. à 9h p.m.. Vendredi fermé. Samedi et dimanche 1h p.m. à 5h p.m.
DOMAINE de l'ILE PATON
4540 Promenade Paton
Île Paton, Qué.
Tél.: 688-8440

CENTRE DE BILLARD FAUCHER
Table de billard non ardoisée 4' x 8'
Caractéristiques:
• Une table pour les debutants
• Barres de bande de 2¼" et baguettes en aluminium poli
• Caisse en Plybend de ⅞"
• Tapis laine/nylon
• Dispositif de retour des billes
• Châssis entièrement en acier
• Pieds de 3", en acier et en forme de socle, avec panneaux en noyer
• Surface de jeu: 44" x 88" dimensions hors-tout 52" x 96"
• Poids 200 livres env.
EQUIPEMENT INCLUS
1 jeu de boules
2 queues
1 triangle
1 craie 1 diable
BAS PRIX FAUCHER $229.95
Choix de plusieurs modèles en montre
Exemple: modèle ardoisé aussi peu que $719.95
★ SPÉCIAL D'OUVERTURE ★
Billes de billard Belge $54.95 l'ens.
Billes de billard Domestique $19.95 l'ens.
Faucher le roi des bas prix
BOUCHERVILLE:
1501, rue Ampere (angle boul. Montarville)
Tel.: 655-3630 ou 527-8001
LAVAL: PONT-VIAU
48, boul. des Laurentides
Tel: 384-0590
Pour appels interurbains sans frais 1-800-361-9226

À 5 MINUTES DU CENTRE-VILLE
LE PANORAMA DE
PYRAMIDE
EST SUPERBE
PLUS DE 60% VENDUS
FINANCEMENT EN PREMIÈRE HYPOTHÈQUE À 10½%
Ce n'est qu'une des raisons qui font que les gens aiment tant demeurer ici.
En voici d'autres: air pur, pas de bruit cause par la circulation automobile et un systeme de securite qui vous permet de partir en voyage sans avoir à vous inquieter pour vos biens.
L'ACHAT D'UN CONDOMINIUM: UN ACHAT REMBOURSABLE
Nous croyons fermement en l'avenir du Québec et sommes conscients de l'impact de l'inflation sur les prix dans le domaine immobilier. C'est pourquoi nous nous engageons à racheter votre appartement-condominium dans un délai de 2 ans après l'investissement initial. Cette offre s'applique uniquement aux condominiums de $60,000 et plus et elle est assujettie aux termes du contrat de rachat.
FAITES VITE! IL NE NOUS RESTE QUE QUELQUES APPARTEMENTS SUR DEUX NIVEAUX AVEC TERRASSES.
PROFITEZ DU RABAIS PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
ILE DES SOEURS
Visite sur rendez-vous seulement: 766-7794
Sur semaine: 13h a 19h.
Fin de semaine: 13h a 17h.

Fiducie du Québec
dépôts garantis
13 1 an
12¼ 2 ans
12½ 3, 4 et 5 ans
• dépôt initial minimum $1,000;
• intérets versés annuellement.
Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôt du Québec
Fiducie du Québec
DG
Les Dépôts Garantis
La Fiducie du Québec... pour un choix de modes d'épargne
La Fiducie du Québec a préparé à votre intention un dépliant sur les Dépôts Garantis. Pour obtenir ce dépliant, venez ou téléphonez-nous.
Fiducie du Québec
Service à la clientèle, Modes d'épargne
Montréal:
1, Complexe Desjardins
(514) 281-8840
De l'extérieur, composez sans frais
1-800-361-6840 (demandez le poste 8840).
Nouvelle succursale de Laval:
Place Val des Arbres, Tour A
1600 est, boulevard Saint-Martin
(514) 668-5223
De l'extérieur, composez sans frais
1-800-361-3905
desjardins

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Un manque de mesure du Front commun

Le recours à la grève illimitée, que le Front commun intersyndical de la fonction publique entend toujours déclencher, mardi prochain, apparaît nettement comme un moyen prématuré et démesuré de faire triompher des demandes dont le caractère essentiel ne saute pas aux yeux, loin de là.

On nous menace, en effet, de paralyser hôpitaux, centres d'accueil, écoles, cegep, etc., pour améliorer des conditions de travail et de rémunération qui sont déjà, et de façon substantielle dans plusieurs cas, supérieures à celles de l'ensemble des contribuables qui auront à payer la note. Les intérêts personnels qu'on veut ainsi promouvoir sont donc sans commune mesure avec les souffrances qu'on menace de faire endurer à une forte proportion de la population.

Cet immense moyen de pression est aussi prématuré en ce qu'il est loin d'être évident que la négociation a atteint une impasse. Cette négociation, le gouvernement l'a conduite avec célérité. On ne saurait accuser ce dernier de s'être laissé traîner les pieds. Il a hâté la présentation de ses offres, et la discussion à toutes les tables a progressé normalement. Il n'y a nulle part, que l'on sache, de blocage systématique.

L'administration Lévesque, si on la compare à la précédente, n'a pas grand reproche à se faire. Elle était, au départ, en demande sur plusieurs points. Elle n'a pas tardé à élaguer et à laisser tomber ce qu'elle jugeait moins important. Sur plusieurs des requêtes majeures des syndicats, elle a mis au point des formules de compromis plus que généreuses.

Les syndicats peuvent-ils en dire autant? Sur combien de questions ont-ils cédé? Qu'ont-ils abandonné en retour des concessions que leur ont faites les négociateurs patronaux?

On a l'impression, malgré soi, que pour les dirigeants syndicaux, il faut amener l'État à capituler à tout prix et sur toute la ligne. Il leur faut faire la preuve qu'ils sont plus forts que le pouvoir politique. Les expériences du passé les ont enhardis.

D'ailleurs, pourquoi ont-ils menacé de mettre toute la province en grève mardi prochain, si ce n'est pour narguer les ministériels à la veille de trois importantes élections partielles? Cela ne s'apparente-t-il pas à des tactiques de harcèlement et de chantage politique?

Il importe sûrement d'appuyer un gouvernement dans des circonstances comme celles-là. Il faut appuyer en particulier le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, qui vient de lancer un pressant appel aux stratèges syndicaux pour qu'ils poursuivent les discussions dans un climat le plus normal possible.

La population ne saurait rester insensible à la présente menace d'un débrayage illimité. La question des hôpitaux, des centres d'accueil, en particulier, ne peut que la préoccuper au plus haut point. Le ministre Denis Lazure a beau s'efforcer de rassurer tout le monde quant au maintien des services essentiels, des craintes sérieuses restent fondées. On me signalait hier, par exemple, que le syndicat des employés d'un centre d'accueil pour soins prolongés et malades chroniques du comté de Maisonneuve avait fait savoir à la direction de l'institution qu'aucun de ses membres n'accepterait de travailler en cas de grève.

Le Conseil sur le maintien des services essentiels ne s'est pas révélé jusqu'ici un chien de garde extrêmement éveillé. On ne peut guère compter sur lui pour s'assurer que les droits des grands malades sont bel et bien respectés.

S'il doit y avoir grève, on doit pouvoir espérer que le gouvernement se montrera extrêmement ferme dans tous les cas où des indices sérieux permettraient de croire que des vies pourraient être en danger par suite de mesquineries syndicales. Nous vivons dans une société civilisée où le bénéfice du doute doit en tout temps être accordé au malade.

Au fait, on a le droit de s'attendre à plus de fermeté à cet égard de la part du gouvernement que ce dernier n'en a fait preuve à l'endroit des fonctionnaires. Le Premier ministre Lévesque a plusieurs fois déclaré, à ce propos, que sa patience était à bout. Pourtant, il a laissé les employés de l'État perturber impunément les rouages de l'administration publique, y compris ceux de la Justice, sans intervenir jusqu'ici.

L'administration Lévesque a fait la preuve de son préjugé favorable envers les travailleurs. Ses offres salariales à ses propres employés en témoignent nettement. Mais le moment est venu de se rendre compte que l'immense majorité des travailleurs se situent en dehors de la fonction publique et qu'ils n'apprécient guère d'être pris en otage, même si cela est le fait de confrères syndiqués.

De toute façon, le sentiment se répand de plus en plus qu'il serait davantage normal d'être gouvernés par les élus du peuple que par des dirigeants syndicaux qui n'ont de comptes à rendre qu'à leurs membres.

Vincent PRINCE

bloc-notes

La France en question

Si le Président Valéry Giscard d'Estaing reçoit la médaille Nansen, décernée par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés au pays qui a le plus fait pour la défense des droits de l'homme et l'accueil aux réfugiés, ce n'est pas une nouvelle. Mais si le Président Giscard d'Estaing est accusé d'avoir bénéficié indûment des largesses de Bokassa Ier, ex-empereur de la République centrafricaine, ça, c'est une nouvelle.

La presse américaine est tellement sélective dans les informations en provenance de France que la prudence est de règle dans l'évaluation de l'importance de chaque nouvelle. Il reste que, depuis trois semaines, la France est secouée par toute une série de scandales politiques ou de faits perçus comme tels et que la presse de ce pays, quotidienne et hebdomadaire, est remplie d'articles indignés ou accusateurs, à la suite de cadeaux qu'aurait reçus le président de la République et, plus encore, à la suite du suicide du ministre du Travail, Robert Boulin. Les curieux trouveront dans **l'Express, le Point, l'Observateur,** en vente à Montréal, des articles très bien documentés sur ces sujets. La question est donc déjà traitée de manière experte par ceux qui sont le plus proches des sources, et le commentaire d'un journaliste canadien ne peut pas apporter un supplément de lumière sur tout cela, au moins en ce qui concerne les faits.

Il reste que la France étant une démocratie, ce qui s'y passe (de l'intéressant et de l'exaltant au moins intéressant) ne peut pas laisser l'observateur indifférent. D'autant moins que s'il existe une «France des scandales», comme l'écrit un confrère, il existe aussi une Angleterre des scandales, une Amérique des scandales, une Allemagne des scandales, pour ne pas parler de quelques autres. Dans presque tous les cas, ce sont des hommes politiques de grand talent qui sont atteints et qui, quelquefois, crèvent.

Aux États-Unis, Nixon, depuis le Watergate, est jugé. Mais les historiens estimeront peut-être que sa politique étrangère fut brillante. En Allemagne fédérale, Willy Brandt a dû renoncer, en pleine force, à une carrière politique remarquable, à la suite d'un scandale. L'Angleterre a perdu en Jeremy Thorpe, l'ancien chef libéral mêlé à une affaire de moeurs, un cerveau politique qui promettait beaucoup. M. Thorpe a été acquitté, mais sa carrière est finie. En France, Robert Boulin, acculé au suicide, à la suite d'une ténébreuse affaire d'achat de terrain, avait l'étoffe d'un premier ministre.

L'affaire Boulin et l'affaire des diamants ont été précédées de bien d'autres «révélations», qui ont successivement atteint l'actuel Premier ministre Raymond Barre, autrefois M. Chaban-Delmas et même feu Georges Pompidou. Mais jamais, au grand jamais, le général de Gaulle.

Les scandales de cet automne, ou ce qui en tient lieu, dénoncent peut-être la fatigue d'un régime. Quand les peuples se font parler de morale, c'est que le sens des grandes orientations est perdu.

La mort tragique du ministre du Travail a accru les tensions entre la classe politique française, déjà excessivement méfiante à l'égard des media, et les journalistes.

Sous toutes les latitudes, les hommes politiques deviennent aisément la proie de coquins habiles à exploiter leur naïveté et, plus encore, leur vanité. On a vu cela dans notre pays.

La presse, de son côté, qui ne pourra jamais renoncer à des devoirs de vigilance, doit se rappeler qu'à mettre toute son énergie à filtrer le moustique elle risque de laisser passer le chameau, comme dit l'Écriture. Si nous tuons tous les démocrates parce qu'ils sont boiteux, il ne nous restera plus un jour qu'à nous expliquer avec des robots.

Guy CORMIER

Droits réservés

COLLABORATION SPÉCIALE

Le Conseil économique à l'heure du réalisme

par Marie-Josée DROUIN

IL Y A QUELQUES JOURS le Conseil économique du Canada publiait son seizième exposé annuel sous le titre *Le fardeau de l'inertie*. Se concentrant, comme l'an dernier, sur les changements structurels que subit l'économie canadienne, cet exposé marque tout de même un changement important dans la pensée du Conseil économique.

L'an dernier le Conseil économique du Canada, tout en enjoignant les Canadiens à «faire place au réalisme et à la raison», recommandait que le gouvernement fédéral adopte des mesures destinées à stimuler l'économie. Soucieux d'atteindre un taux de croissance de 4.5% pour quelques années, le Conseil proposait une réduction de la taxe de vente fédérale, une diminution des impôts sur le revenu des particuliers ou des accords fédéraux-provinciaux en vue d'une réduction des taxes de vente provinciales. De conclure le Conseil en 1978: «de toute façon, il faudra que le gouvernement fédéral instaure des mesures expansionnistes». L'exposé de l'an dernier portait sur des problèmes structurels mais proposait essentiellement des mesures conjoncturelles.

Voilà qu'en 1979, le Conseil est de l'avis que «la politique macro-économique devrait être entièrement axée sur le moyen terme... plutôt qu'à des actions discrétionnaires à court terme visant seulement à effectuer des corrections de parcours mineures». De poursuivre le Conseil dans son dernier exposé, «des efforts à court terme visant à ralentir l'inflation ou à stimuler la croissance risquent de se solder par un échec et de retarder le retour à un climat économique plus sain.» Enfin, le Conseil devient réaliste.

La structure de l'économie canadienne et de l'économie mondiale a changé considérablement depuis dix ans. La population croît plus lentement. Depuis 1973, la productivité de la main-d'oeuvre n'a augmenté qu'à la moitié du rythme maintenu au cours des années soixante. Le taux de participation des femmes sur le marché du travail s'est accru sensiblement. Les jeunes sont de plus en plus nombreux à chercher des emplois.

D'un système de taux de change à parités fixes, nous sommes passés à des taux flottants. La croissance du marché des eurodevises, la création de nouveaux mécanismes, tel le système monétaire européen, ont suscité des changements sur les marchés financiers. Le crédit augmente très rapidement.

Le prix de l'énergie a plus que quintuplé. L'inflation persiste. De nouvelles disparités apparaissent dans les taux de croissance régionaux. La part des industries de service dans la production nationale s'accroît. De nouvelles technologies, par exemple dans l'informatique, de nouveaux matériaux trouvent de nouveaux marchés. Des lois plus nombreuses régissent les activités des entreprises.

L'environnement économique est donc très différent de ce qu'il était au cours des années 60. Autant les années 80 ouvrent la voie à de nouvelles opportunités, autant elles marquent un besoin d'adaptation à une structure économique différente. Autant des mesures fiscales et monétaires prudentes et stables sont nécessaires, autant elles sont insuffisantes, à elles seules, pour assurer une adaptation vigoureuse aux changements profonds dans le climat économique.

L'exposé du Conseil économique attire l'attention sur les distorsions que cause l'inflation. Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, l'inflation tend à fausser les profits des entreprises. Dans un chapitre fort intéressant, le seizième exposé explique et tente de mesurer le phénomène des profits illusoires. Des marges de dépréciation insuffisantes, des profits réalisés sur les stocks, des gains tirés du passif commercial ont réussi à fausser les états financiers de plusieurs entreprises. Fait inquiétant, le Conseil démontre qu'en tenant compte de l'inflation et de profits illusoires, plusieurs entreprises de fabrication ont versé des taux réels très élevés de dividendes, bien souvent à même leur capital.

Ce problème était déjà fort bien connu. Mais le rapport du Conseil vient le confirmer.

De même, le Conseil économique nous rappelle l'importance d'une politique énergétique incitant à la conservation et à l'exploration. Evidemment, la hausse des prix du pétrole en est une condition préalable.

Au cours des années passées, le Conseil avait consacré beaucoup d'efforts à l'étude du marché du travail. Là encore, au-delà de mesures fiscales et monétaires, il y a lieu de restaurer des incitations au travail, de développer des programmes de formation mieux adaptés aux exigences du marché du travail, d'élaborer des programmes assurant une plus grande mobilité des travailleurs, de parfaire les réseaux d'information qui identifient les besoins du marché du travail. Voilà autant de mesures qui s'adressent aux problèmes structurels de l'économie canadienne.

Par ailleurs, on aurait souhaité que le Conseil économique prête plus d'attention au rôle de l'État et aux politiques d'investissement. Le Conseil s'inquiète de la faiblesse des investissements privés et contrairement au passé propose des «mesures axées sur l'augmentation des investissements, l'amélioration de la productivité et la réduction du déficit de nos échanges avec l'étranger, plutôt que sur l'adoption de mesures visant à stimuler les dépenses de consommation des particuliers et des gouvernements». Toutefois, sauf dans sa discussion des effets néfastes de l'inflation, le Conseil est essentiellement muet sur les questions d'investissement.

On aurait souhaité que le Conseil traite des effets de la réglementation sur les décisions d'investissement, sachant bien que depuis plus de deux ans déjà, le gouvernement étudie cette question d'assez près. Aussi délicate soit-elle on aurait voulu que le Conseil se prononce sur la question des relations fédérales-provinciales. Il est évident que l'incertitude qui découle des tiraillements entre le fédéral et les provinces brouillent les règles du jeu et rendent les investisseurs plus hésitants. Ce sont là autant de problèmes structurels et institutionnels dont on devra tenir compte au cours des années 80.

En outre, le Conseil économique débute son exposé en se réjouissant du «climat réconfortant d'unanimité à l'égard des problèmes et des perspectives qui se dessinent devant nous». Mais où est ce consensus? Le gouvernement fédéral n'a pas su obtenir de majorité aux élections. Les tensions fédérales-provinciales persistent et, dans certains cas s'intensifient. Quant aux choix économiques le débat ne fait que s'ouvrir. Même à l'intérieur du gouvernement certains critiquent la politique monétaire restrictive. Les discussions sur le rôle de l'État ne viennent que d'être amorcées. Le consensus n'est pas évident.

De là, le rôle nécessaire du Conseil comme agent d'information, comme éducateur, un rôle que le Conseil assume très bien dans son seizième rapport.

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979

«La nouvelle entente»

Un choc à Ottawa, mais pas de réponse articulée en vue

Paul LONGPRE

de notre bureau d'Ottawa

LE LIVRE BLANC sur la souveraineté-association a fait l'unanimité dans la capitale fédérale: INACCEPTABLE. Il fallait s'y attendre. Mais il n'en a pas moins soulevé un débat virulent entre conservateurs et libéraux à savoir qui, dans ce parlement fédéral, parle au nom du Canada.

On croyait enfin en être sorti. Mais cela nous replonge en pleine campagne électorale. «Who speaks for Canada?», cela a été le thème principal de la campagne de Pierre Trudeau, d'un océan à l'autre. En face de lui, un Joe Clark, têtu, rétorquait que le Canada est en fait «une communauté de communautés» et laissait entendre qu'après une décennie de messianisme fédéral, il était peut-être temps de laisser ces communautés parler pour elles-mêmes et se mettre à leur écoute.

On connaît le résultat: lesdites «communautés», sauf le Québec et quelques autres parcelles, ont fait confiance aux conservateurs de M. Clark mais en lui donnant un mandat minoritaire, comme pour s'assurer qu'une fois aux commandes de la machine fédérale il n'allait pas oublier leur voix. Et nul doute que cette volonté de parler pour soi-même va s'affirmer comme jamais, lundi, lorsque les onze partenaires se retrouveront à Ottawa pour une conférence énergétique convoquée d'urgence par M. Clark.

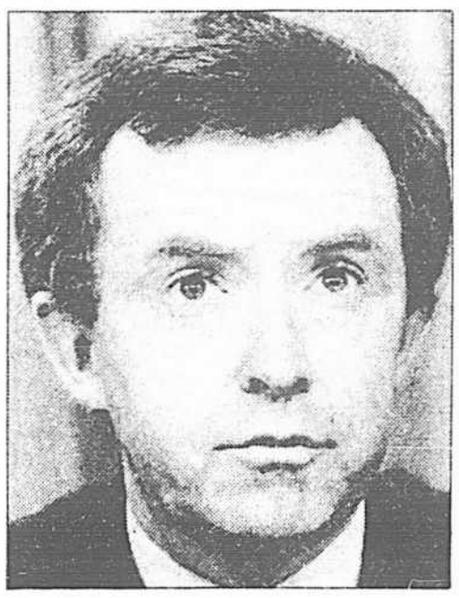
Guérilla libérale

Mais quand il s'agit du Québec et de la bataille référendaire, les libéraux, forts du mandat électoral quasi unanime qu'ils ont reçu des Québécois, exigent que le gouvernement fédéral, l'arbitre des «égoïsmes régionaux», élève la voix. Depuis le dépôt du Livre blanc à l'Assemblée nationale, ils ont pris quotidiennement la moitié de la période des questions, aux Communes, pour forcer le gouvernement Clark à fustiger la thèse péquiste et à partir en campagne avant que les parapluies du OUI et du NON ne viennent circonscrire plus étroitement le débat.

«Nous allons continuer d'insister tant qu'il ne répondra rien», soutient le député Marc Lalonde, celui-là même qui, au lendemain de la victoire péquiste de 1976, se voyait confier une machine bureaucratique tentaculaire pour mener d'Ottawa la contre-offensive fédéraliste au gouvernement Lévesque. Par cette guerre d'usure, les libéraux entendent démontrer aux Canadiens que le «gouvernement de conciliation» de M. Clark n'a pas la poigne qu'il faut pour tenir en main un pays qui est dramatiquement menacé par des forces centrifuges.

Accusé de trahir sa mission de «leader national», M. Clark, imperturbable, s'en tient à une seule réponse: son leadership s'exprimera par l'action et non par les discours, la décennie Trudeau ayant fait la preuve évidente que les palabres et les croisades ne faisaient qu'exacerber les régionalismes canadiens et le souverainisme québécois.

William Jarvis.



Joe Clark.

Ceci dit, M. Clark s'applique plutôt à minimiser l'importance du référendum québécois: «Un OUI ne sera pas la fin du pays et un NON ne réglera pas la question». Pour le reste, il fait confiance au «bon sens» des Québécois et aux troupes fédéralistes de Claude Ryan. A M. Trudeau, qui ne paraît pas à l'aise dans son nouveau rôle de chef de l'Opposition, il conseille de s'activer auprès des Québécois plutôt que de lui chercher des poux.

Et comme pour lui river son clou, le ministre des Relations fédérales-provinciales, M. William Jarvis, laissait couler cette semaine un document fédéral démontrant que l'administration Trudeau a contribué pour une bonne part à la poussée souverainiste québécoise, en ne respectant pas les champs de juridiction et les «particularismes» du Québec. L'enquête avait été commandée par le premier ministre Trudeau, au lendemain de l'accession au pouvoir du PQ et portait sur une centaine de ministères et d'agences fédérales. Que le gouvernement Clark ait permis une telle fuite, malgré l'avantage incontestable que le PQ pourra y trouver, donne une idée de l'exaspération qui est sienne face au harcèlement des libéraux.

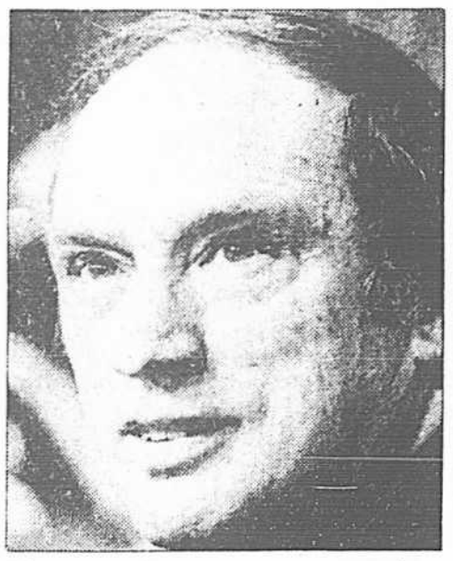
De la surprise à l'indignation

Au-delà des stratégies purement politiques, on ne peut tout de même pas demander aux fédéraux québécois de réagir au Livre blanc avec le calme olympien de l'Albertain Joe Clark.

Assez curieusement, plusieurs se sont montrés surpris (et comme soulagés) par le caractère nettement «indépendantiste» du document. La réputation de machiavélisme de Claude Morin est telle, dans la capitale fédérale, qu'on s'attendait à ce qu'il arrive à réclamer un pays souverain sans dire clairement que cela supposait le droit exclusif de faire des lois, le droit exclusif de lever des impôts et la pleine personnalité internationale.

Plusieurs ont été littéralement ulcérés que le document soit présenté comme émanant du «gouvernement du Québec». Pour un vieux bagarreur comme Jean Marchand, c'est là une imposture. Ce document, dit-il, aurait dû être publié par le Parti québécois, parce que c'est un document tout à fait partisan. On a monté artificiellement un dossier noir du fédéralisme et un échafaudage d'hypothèses en rose sur la souveraineté-association. Il se fait fort de démontrer aux Québécois les avantages qu'ils ont tirés d'une fédération qui restera toujours à parfaire. «Quel que soit le cadre constitutionnel, précise-t-il, il ne sera jamais facile d'être un bloc de six millions de francophones en Amérique. Notre courage, c'est celui de nous battre.»

Marc Lalonde.



Pierre Trudeau.

«Faut faire attention, parce que ça prend aux tripes», laisse tomber le ministre Roch LaSalle qui reste convaincu, après douze années souvent turbulentes à Ottawa, qu'il y a moyen de livrer la bataille et de la gagner sans rompre le lien fédéral.

«La nouvelle entente» du gouvernement Lévesque a créé tout un choc à Ottawa. Cela prendra sans doute du temps (peut-être trop) pour que les réactions dépassent l'indignation et débouchent sur des formules de rechange articulées.

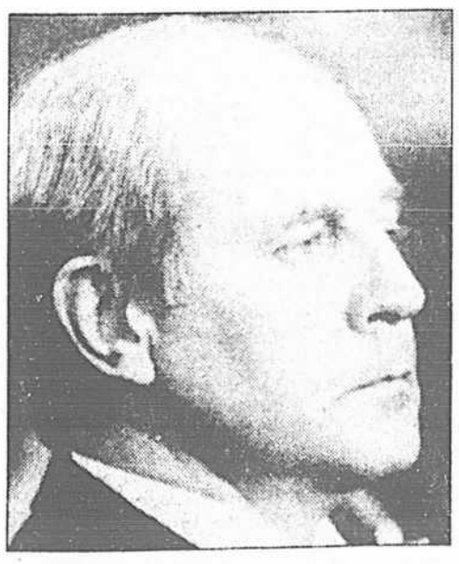
Les premiers ministres provinciaux

Eviter d'accréditer l'association

Marc LAURENDEAU

(collaboration spéciale)

LA RÉACTION des premiers ministres provinciaux au sujet de la souveraineté-association est devenue un élément majeur de l'argumentation des deux parties en cause dans le débat référendaire. Le groupe fédéraliste s'emploie à démonter que les premiers ministres provinciaux ne voudront jamais négocier l'association tandis que le gouvernement péquiste tente d'écarter les commentaires des premiers ministres provinciaux comme non significatifs et essaie d'invoquer plutôt les courants favorables à la négociation qui semblent s'exprimer au sein de la population du Canada anglais. Cette négociation de l'association est-elle aussi inévitable que le prétend le gouvernement péquiste ou aussi inimaginable que l'affirme le camp fédéraliste? Voilà une question à laquelle il es profitable de réfléchir avec toutes les données en main.



John Buchanan.

Le document de M. Claude Ryan, «Choisir le Québec et le Canada», cite abondamment les déclarations des premiers ministres de l'Ouest et de l'Ontario, par lesquelles ils ont proclamé leur refus de négocier. Le Livre blanc sur la «nouvelle entente» rappelle le sondage de Radio-Canada, diffusé en mars 79 et qui établit que 50% (contre 41%) des personnes interrogées dans les neuf provinces anglophones estiment que le Canada anglais devrait négocier avec un Québec qui aurait opté pour la souveraineté-association; le document invoque aussi une enquête menée à l'Université York et révélant que les chefs de file du Canada anglais (cadres d'entreprise, élus municipaux, sous-ministres, chefs syndicaux, universitaires, etc) pensent que le Canada anglais «devrait être prêt à négocier un accord économique si le Québec devenait indépendant».

Des premiers ministres partiellement hostiles

Même s'il est concevable que les premiers ministres provinciaux adoptent éventuellement une attitude conforme à celle de leur électorat, on doit constater que, ces derniers jours, ils se sont montrés particulièrement hostiles au projet énoncé dans le Livre blanc sur la souveraineté-association. Le premier ministre de Nouvelle-Ecosse, M. John Buchanan, a décrit le document comme un bluff dont la finalité secrète est l'indépendance pure et simple.

M. Angus MacLean, premier ministre de l'Ile du Prince-Edouard, a déclaré avoir de sérieux doutes sur la viabilité de la souveraineté-association; il a aussi accusé M. René Lévesque d'essayer d'obtenir de façon trompeuse «le meilleur de deux mondes». A l'Assemblée législative ontarienne, le premier ministre William Davis a prononcé un discours long et très énergique s'opposant au projet souverainiste. Pour leur part, les quatre premiers ministres des provinces de l'Ouest ont dépeint la souveraineté-association comme n'étant «ni dans l'intérêt économique de l'Ouest, ni dans l'intérêt plus large des Canadiens dans leur ensemble».

En fait, les quatre premiers ministres de l'Ouest reprenaient presque textuellement leur communiqué émis le 5 juillet 1977 et dont la substance a été maintes fois répétée depuis, notamment à Prince George en 1979. Leur opposition n'est donc pas nouvelle. Par ailleurs, sous forme de voeux pieux, les chefs des quatre gouvernements des provinces de l'Ouest se disent en faveur de changements constitutionnels mais on doit rappeler ici que le rapport Pépin-Robarts est loin d'avoir reçu un accueil très chaleureux des premiers ministres provinciaux.

Le rapport Pépin-Robarts jugé une perte de temps

M. Sterling Lyon, du Manitoba, s'objectait fermement à la réforme du Sénat, trouvant que l'institution est bonne comme elle est présentement. M. Richard Hatfield, du Nouveau-Brunswick, estimait que la protection des droits des minorités devait relever du fédéral (contrairement aux suggestions du rapport Pépin-Robarts) et que le travail de la commission avait été une pure perte de temps. M. John Buchanan, de Nouvelle-Ecosse, s'opposait fermement à ce que les résultats du référendum québécois (comme le rapport le recommandait) soient reconnus par le reste du Canada. Bref, dès qu'il s'agit de réformes constitutionnelles concrètes et précises, les premiers ministres provinciaux ont des objectifs disparates et arrivent difficilement à trouver un terrain commun. Certaines provinces sont même revenues sur l'entente visant à confier tout le droit familial aux provinces. Le dernier accord unanime des provinces en matière constitutionnelle, on l'a vu dans leur désir de maintenir la monarchie. Ce n'est guère mirobolant comme réforme.

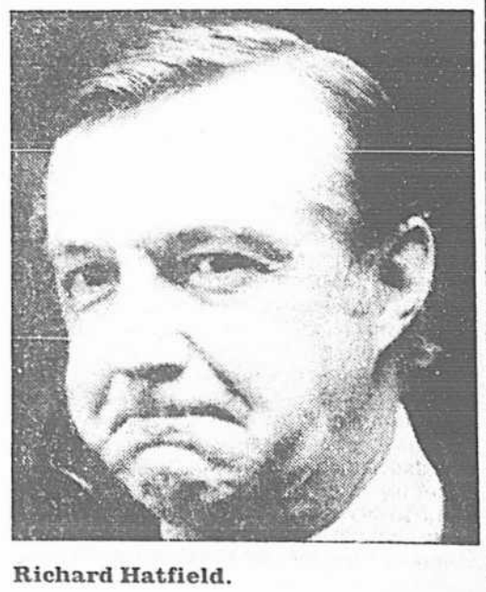
William Davis.

Faut-il croire, comme le laisse entendre le ministre Claude Morin, que les provinces ne sont pas intéressées à modifier un rapport de force qui leur est favorable et que cela explique la résistance de leurs dirigeants? La question est certainement plus complexe, en ce qui concerne l'Ouest. S'il est vrai que l'Ontario reste la principale bénéficiaire économique de la Confédération, les provinces de l'Ouest subissent des structures tarifaires qui leur imposent des coûts élevés. Elles acceptent cette situation parce qu'elle jugent que les régions industrielles du pays contribuent à la stabilité économique par le truchement d'un gouvernement fédéral, qui assure une protection par exemple en cas d'affaissement des prix sur les marchés internationaux.

Le Québec, élément du contexte stabilisateur

Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, les provinces de l'Ouest seraient privées du contexte stabilisateur qu'apporte, selon elles, l'unité canadienne et ne seraient pas spontanément portées à conclure des ententes avec le Québec. Elles se tourneraient peut-être vers leurs voisins plus immédiats. L'Ontario aurait le choix. Cette province pourrait préserver des milliers d'emplois en s'associant avec le Québec ou s'entendre plutôt avec l'Ouest de manière à s'approvisionner en ressources naturelles et pétrolières. Une association reste donc possible entre le Québec et certaines provinces à divers degrés, mais peut-être pas aux conditions que désire le gouvernement péquiste. Et la négociation risque d'être ardue. Par ailleurs, on se demande parfois si une forme d'électro-choc n'est pas essentielle pour communiquer au Canada anglais un sentiment d'urgence à l'égard des pourparlers constitutionnels qui piétinent depuis une vingtaine d'années.

Il faudra observer si la stratégie de MM. Ryan et Claude Forget ne consiste pas à obtenir des accords préalables des premiers ministres provinciaux avant de faire connaître la formule de fédéralisme renouvelé préconisée par le PLQ. Soulignons que cette précaution serait l'indice d'une certaine habileté parce qu'en cas de réussite, cela créerait non seulement un climat d'unanimité au Canada mais une impression de vraisemblance à l'égard du changement opéré à l'intérieur de la fédération. Parions que les premiers ministres provinciaux n'ont pas dit leur dernier mot dans cette campagne référendaire et que leurs attitudes seront encore utilisées par l'un ou l'autre des deux camps.



Richard Hatfield.

pleins feux
SUR L'ACTUALITE

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979

L'affaire du shah et de l'ambassade américaine en Iran

Carter risque gros et même son avenir à la présidence

Jean PELLETIER

de notre bureau de Washington

L'AMÉRIQUE EST EN COLÈRE. Un monarque déchu souffrant du cancer à New York, l'ambassade des États-Unis à Téhéran occupée par des fanatiques forts de la caution de leur ayatollah, des milliers d'Américains rêvant d'un coup de force armé et un président qui de son propre aveu traverse, démuni de recours, la pire crise de sa carrière. Ce triste scénario déchire les Américains frustrés par leur impuissance.

Au moment d'écrire ces lignes quelque 1,000 Iraniens, des étudiants pour la plupart mais aussi des femmes et des enfants, marchent devant la Maison-Blanche et le National Press Building scandant à tue-tête: «Rendez-nous le shah, à mort le shah».

Les Washingtoniens les observent, certains montrant le poing, tous l'air dégoûté.

Le dilemme qui confronte le gouvernement des États-Unis est double. C'est d'une part la première fois que dans l'histoire moderne un pays exerce un chantage sur un autre en détenant ses diplomates, en occupant son ambassade.

D'autre part, en donnant asile au shah pour des raisons strictement humanitaires, les États-Unis se voient obligés de choisir entre un principe sacré (le droit d'un pays de recevoir qui il veut bien chez lui) et la vie de 60 de ses citoyens.

Carter impuissant

En début de semaine, fidèle à lui-même, Jimmy Carter sur les conseils du State Department tente de négocier directement avec le Conseil révolutionnaire iranien. Peine perdue. Le même homme qui, il y a un an, par un après-midi parisien pluvieux, émergeant de la chambre minable de l'ayatollah Khomeini déclarait avoir été profondément impressionné par le vieil iman, se retrouve à Istanbul interdit de séjour à Téhéran. M. Khomeiny ne veut pas le voir.

Un fidèle de Carter, sans doute l'un des plus prestigieux hauts fonctionnaires des États-Unis, Ramsey Clark, malgré toutes ses bonnes intentions d'antan, est aujourd'hui aux yeux de la révolution iranienne «un sale individu», ce sont les mots employés.

Les heures puis les jours passent. La Maison-Blanche entreprend une offensive diplomatique frénétique, faisant flèche de tout bois, réclamant le secours de l'Algérie, de la Libye, et même de l'Organisation de libération de la Palestine.

L'ayatollah Khomeiny ne bronche pas. «Que les États-Unis nous rendent le shah, nous libérerons les otages.»

La stratégie iranienne

Au State Department la stratégie iranienne s'explique ainsi. Khomeiny menacé par un pays profondément divisé entre une classe moyenne tolérante et une masse paysanne appauvrie et militante cherche depuis 6 mois à refaire l'union nationale, celle qui présida à son retour d'exil et sa montée au pouvoir.

Pour ce faire, trouver un ennemi commun. Or il y a bien l'Irak, l'ennemi traditionnel. Mais qui veut d'une guerre alors que le pays est déjà gravement secoué par une variété de mouvements séparatistes armés?

Voilà donc que les États-Unis, sans préavis, donnent asile au shah pour des raisons humanitaires. Khomeiny ne pouvait trouver meilleure excuse. Dépeignant la décision américaine comme une autre de ces sombres conspirations de la CIA, l'ayatollah condamne Washington, alléguant que le shah «satan», se porte ma foi fort bien et que son cancer n'est qu'une excuse pour trouver refuge chez son ex-allié. De là à croire que Pahlavi s'apprête à revenir à la tête d'une armée recrutée en Amérique il n'y a qu'un soupir. Des militants inspirés par leur iman dimanche, sautent la clôture de huit pieds encerclant l'ambassade américaine et le chantage commence.

Un accident qui dégénère en crise intérieure grave

Ce qui n'était à l'origine qu'un accident international, est vite devenu une crise intérieure grave aux États-Unis. Le shah, jeudi, offre à Carter de retourner au Mexique. Pas question, la Maison-Blanche verrait en ce départ «volontaire» une capitulation pure et simple. Cela étant dit Carter n'est pas sourd non plus aux millions de ses concitoyens qui comprennent mal que les États-Unis risquent la vie de 60 personne pour un criminel, compromettant au surplus des approvisionnements essentiels en pétrole.

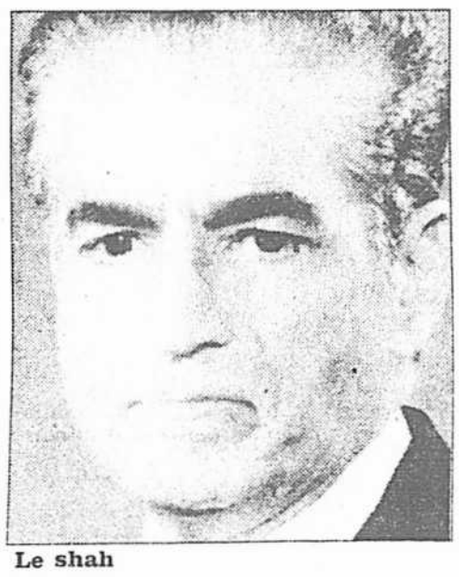
téléphoto AP

Des étudiants iraniens manifestent non loin de l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Chez certains diplomates on encourage donc Carter à accepter le départ du shah. Mais dans la rue on n'écoute que sa rage. «Gardons le shah, au diable l'Iran et son pétrole, envoyons les marines», déclare à la presse un groupe de «hard hats», des travailleurs de la construction témoins de la manif.

Pour l'instant Jimmy Carter espère ardemment un miracle diplomatique souhaitant que la condamnation unanime de l'Iran par la communauté des nations rétablira le bon sens à Téhéran. Mais si cette stratégie échouait, Carter sera réduit à choisir entre le coup de force suicidaire ou l'expulsion plus ou moins bien orchestrée et justifiée de l'ex-monarque iranien. D'un côté comme de l'autre le président risque gros et même son avenir à la Maison-Blanche, ce qui aux yeux de ses adversaires constitue le résultat inévitable de sa politique de temporisation à l'égard du Tiers-monde, de Cuba, de l'OLP, de Khomeiny.

Jimmy Carter



Le shah

Coups d'État au Salvador et en Bolivie

Une même logique mais des perspectives divergentes

Charles DAVID

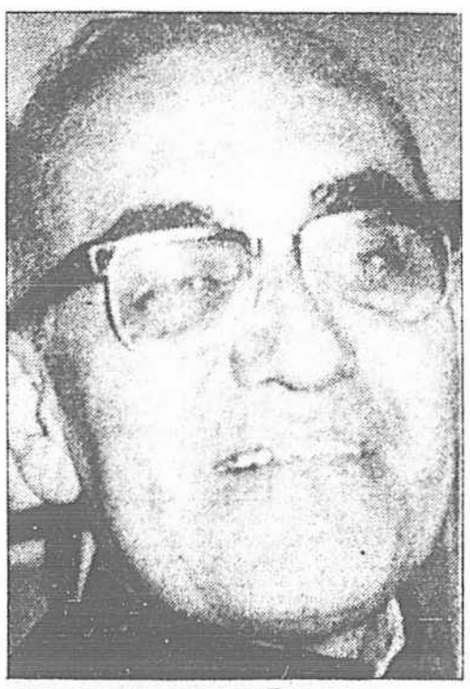
TENTATIVE DE DÉRAPAGE contrôlé au Salvador, tête-à-queue dans le brouillard politique bolivien, le sillage des Sandinistes commence à creuser sérieusement la piste en Amérique Centrale et à imprimer à la course de curieuses accélérations qui risquent de faire perdre sa mise au commanditaire de certaines écuries. Moins de trois mois, en effet, après l'écroulement du régime Somoza, Washington s'efforce, en dépit des rafales, d'épouser la direction du vent pour mieux briser sa force et maîtriser la tourmente.

Aussi, il n'est nullement étonnant, compte tenu de leur trajectoire historique, que les deux premiers pays touchés par les retombées de la réussite sandiniste aient été le Salvador — sous la coupe des militaires depuis un demi-siècle — et la Bolivie — où les présidents civils font figure d'exception. De plus, il n'en est pas moins clair que ces récents coups d'État militaires, tout en obéissant à une même logique, se situent, par contre, dans des perspectives totalement divergentes.

Réaction opposée

A preuve, la réaction diamétralement opposée de Washington dans son appréciation officielle de la portée des événements du 15 octobre au Salvador et du 1er novembre en Bolivie, confirmant ainsi que, dans toutes les armées du monde, certains officiers sont toujours en retard d'une guerre ou... d'une révolution.

Aux prises avec un Salvador où, comme le soulignait un récent rapport de M. Viron Vaky, sous-secrétaire d'État pour les affaires latino-américaines, il est «peut-être déjà trop tard pour éviter la violence insurrectionnelle», Washington a vu sans déplaisir le départ du général Romero et affiché sa nette satisfaction devant le changement en qualifiant la junte militaire de «modérée». De plus, pour bien montrer qu'ils étaient partie prenante dans l'opération, les États-Unis faisaient savoir presque immédiatement après le renouvellement des cadres à la tête de l'armée, donc du pays, qu'ils étaient disposés à considérer favorablement toute demande d'aide des nouvelles autorités.



L'archevêque Oscar Romero, du Salvador

Par contre, dès l'annonce du soulèvement en Bolivie contre le gouvernement de M. Guevara — et bien avant sa matérialisation — Washington n'a pas caché ses intentions: ce coup d'État dérange la politique des États-Unis qui, d'ailleurs, l'ont condamné sans ambages en proclamant leur attachement au «maintien du processus constitutionnel en Bolivie». Depuis, les ratés de ce pronunciamento n'en finissent pas de se multiplier, augurant très mal de l'avenir de cette «révolution institutionnelle» du colonel Alberto Natusch Busch.

Attitude apparemment contradictoire

Cette attitude apparemment contradictoire des États-Unis illustre fort bien, dans la sauvegarde de «l'Empire», les méandres de la politique américaine acharnée depuis le 19 juillet dernier à jeter du lest là où la situation est dangereusement explosive et à éviter de répandre de l'huile là où le feu couve.

Ainsi, au Salvador, le renversement du général Romero, prototype de ces caudillos, chiens de garde des intérêts américains et des oligarchies locales, défenseurs patentés de l'ordre établi contre la «subversion communiste» — même s'il avait pour principal adversaire l'archevêque de la capitale —, est salué comme une opération bénéfique de sauvetage dans la mésure où, précisément, elle permet à Washington de couper la route à la poussée révolutionnaire jugée extrémiste et de se démarquer d'un régime conservateur et répressif.

Tandis qu'en Bolivie, cette intrusion d'une fraction de l'armée dans un processus de libéralisation marque, dans l'optique des États-Unis, un temps d'arrêt, sinon une régression, dans l'émergence d'une alternative démocratique qui pourrait bloquer la voie cubaine en tournant le dos au modèle chilien. Le coup du colonel Natusch Busch fait d'autant plus mal à Washington — qui se voit dans la nécessité de virer sa cuti bien que d'une manière fort sélective — que la Bolivie fait partie du bloc andin, ce «groupe de pression démocratique» susceptible de dégager l'aigle empêtré dans les bourbiers des Droits de l'Homme.

Le colonel Aiberto Natusch Busch, de Bolivie

Il est assez symptomatique que ce nième coup d'État militaire en Bolivie se soit conrétisé au lendemain de la neuvième assemblée générale de l'OEA, tenue justement à La Paz, où les États-Unis ont affronté la colère grandissante de la majorité des membres. La querelle a notamment éclaté quant à l'interprétation des conséquences de la mini-crise cubaine et de la politique de Washington vis-à-vis de ses partenaires.

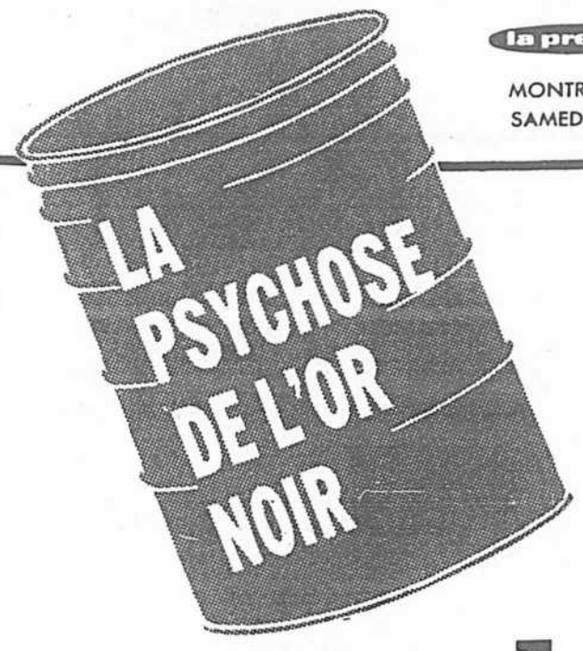
Il est évident, en effet, que le coup de force du colonel Busch a dû être en sous-main encouragé vivement par le groupe des dictatures militaires, dont le chef de file est le Chili, qui supportent de moins en moins la politique des Droits de l'Homme énoncée par Carter, remettant en cause leur «légitimité». Cette irritation est d'autant plus croissante que l'arrivée au pouvoir des Pinochet et consorts a été balisée, appuyée et soutenue par les États-Unis. Elle explique, ainsi, la hâte du colonel Busch, face au changement d'attitude des États-Unis, d'accélérer ses manoeuvres avant la promotion, prévue pour la fin de l'année, de jeunes officiers beaucoup moins disposés à occuper militairement leur pays.

Pourtant, ce serait une sérieuse erreur de croire que certaines condamnations entraînent automatiquement la fermeture de la chasse à l'Homme en Amérique Latine et dans les Caraïbes. On constate simplement que les permis délivrés par le concessionnaire sont devenus plus restrictifs. C'est ainsi que naissent les contrebandiers... en Bolivie ou ailleurs.

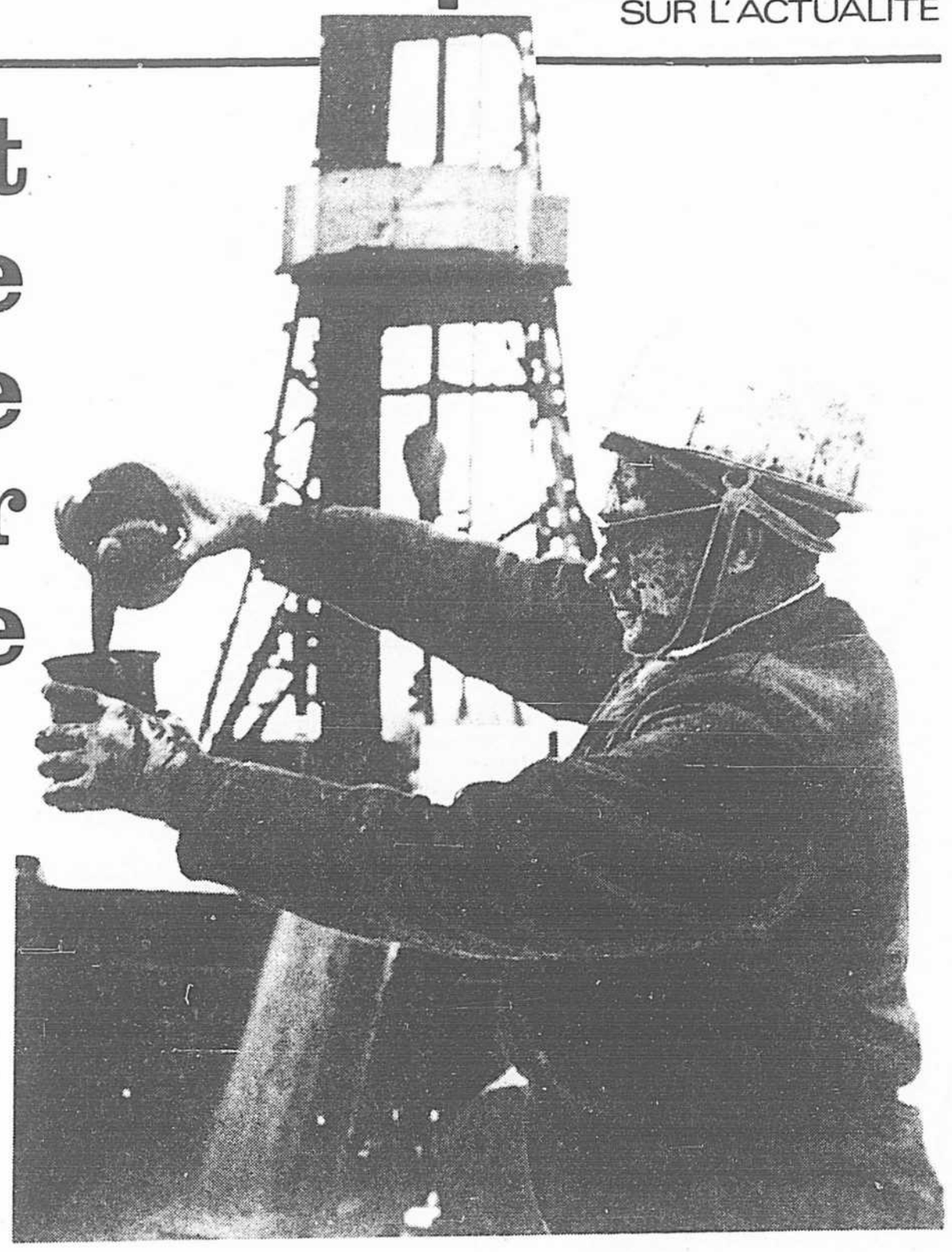
la presse

MONTRÉAL,
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979

1



Tout le monde semble avoir perdu le contrôle



Robert
POULIOT

(collaboration
spéciale)

CHYPRE — «L'Occident est devenu si vulnérable à la révolution iranienne qu'à la moindre explosion dans la province pétrolière du Khuzestan, le prix du pétrole grimpe de 1 à 2 dollars le baril sur les marchés 'spot' et le prix de l'or bondit de 10 à 20 dollars l'once.

«Tout le monde semble avoir perdu le contrôle, en commençant par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Washington, les quartiers généraux du Marché commun à Bruxelles et jusqu'à Tokyo. La situation est devenue si confuse qu'au cours d'une réunion à huis clos tenue à la fin d'octobre à Londres, Américains et Japonais s'accusaient mutuellement d'avoir stimulé la surenchère entre acheteurs.»

En moins de 10 mois, la flambée des prix de l'or noir libellé sous contrat a déclenché l'un des gonflements les plus spectaculaires enregistrés jusqu'ici sur les marchés mondiaux de denrées comme s'il s'agissait d'un vaste jeu de dominos. Depuis août, une vague sans précédent d'achats a renchéri la valeur de l'argent (90%), du sucre (40%), de l'or (40%), du cuivre et du café (10%) dans une course effrénée des investisseurs pour protéger leur pouvoir d'achat.

Mais pour Julian M. Snyder, un conseiller américain en investissements qui suit de près les mouvements de trésorerie des pays de l'OPEP, cette frénésie risque de s'avérer coûteuse. «Il est si évident que nous nous acheminons vers un krach économique d'un tout nouveau style que je recommande à tous mes clients de garder leurs épargnes liquides pour être prêts à acheter dès que les prix s'effondreront.»

Et sans que l'on puisse détecter encore le moindre signe d'essoufflement, les prix de l'or noir crevaient il y a 3 semaines le plafond psychologique des $50 (1) sur les marchés parallèles 'spot' de Rotterdam en Europe ou de Singapour en Asie, là où les importateurs sont prêts à payer plus cher pour arracher les derniers barils qui leur manquent. Maintenant, les prix 'spot' ont déjà éclipsé le seuil des $60.

De fil en aiguille, le gaz naturel suit également le mouvement. Cette année, les prix du gaz liquide et du gaz liquéfié a bondi encore plus rapidement que celui du pétrole et mue par le tourbillon pétrolier, l'OPEP espère structurer une fois pour toutes dès janvier les prix de cette denrée si longtemps négligée.

Le résultat de cette «psychose de l'or noir» est que $250 à $260 milliards (1) auront changé de mains pour du seul liquide gluant en 1979, $83 milliards de plus que l'an dernier. En dollars canadiens courants, c'est-à-dire en faisant fi de l'impact inflationniste depuis cinq ans, il s'agit là d'une augmentation aussi foudroyante qu'en 1973-74, à cette différence près que la machine industrielle de l'Occident et du Japon était alors en pleine foulée expansionniste et que les pays sous-développés l'étaient juste un peu moins. Ces derniers devront trouver, Dieu seul sait comment, quelque $60 milliards cette année pour boucler leur balance des paiements. Or, avec des précédents aussi explosifs que ceux du Zaïre, du Pérou et de la Turquie, dont les obligations financières sont devenues carrément insoutenables, la menace de nouvelles faillites bancaires point à l'horizon.

C'est en tout cas ce que parait contempler laconiquement le ministre canadien des Finances, John Crosbie, qui s'oppose à toute mesure d'aide additionnelle de la part du Fonds monétaire international à ces «laissés pour compte».

Cette fièvre de l'or noir est d'autant plus inexplicable que le monde industriel avance rapidement vers sa pire récession économique depuis le «krach de 1929» et que partout, à l'exception du Japon qui fait face à un déficit de 300,000 barils par jour dans ses approvisionnements, les stocks de pétrole brut et de produits raffinés des pays consommateurs ont dépassé les prévisions les plus optimistes. Plus de 83 jours de réserves sont entre les mains du monde capitaliste si l'or noir cessait brusquement de jaillir partout à travers le monde et plus de 5 mois si les pays de l'OPEP interrompaient leurs expéditions.

«C'est à n'y rien comprendre, m'a dit Paul H. McConnell, analyste londonien chez Rowe Rudd and Co. qui observe attentivement la scène de l'OPEP. Les citernes géantes des raffineurs sont si pleines que le stockage a maintenant lieu chez les distributeurs et les consommateurs. Bientôt, il ne restera plus un seul endroit pour entreposer le moindre gallon.»

La panique a atteint de telles proportions que les analystes newyorkais vont jusqu'à recommander à leurs clients d'acheter des contrats (42,000 gallons) d'huile à chauffage pour livraison en décembre, janvier ou mars du port de la métropole sur le marché à terme du New York Mercantile Exchange pour aussi peu que US $1,500. «Si les prix montent d'un cent le gallon, le profit atteindra US $420», font miroiter les gérants de portefeuilles.

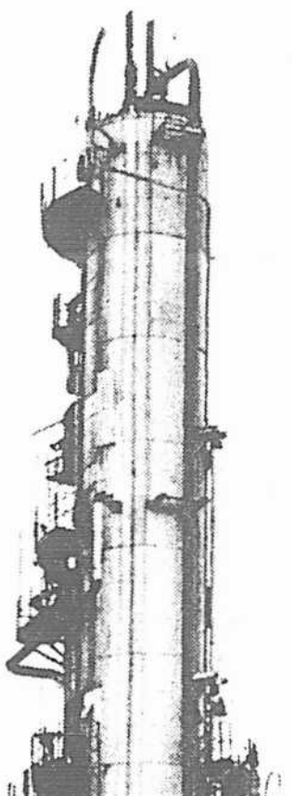
Pis encore, la demande mondiale de pétrole baisse, un phénomène masqué par la course au stockage et à la spéculation. Du 15 septembre au 12 octobre, les importations américaines de pétrole brut ont reculé (0.5%) pour la première fois cette année par rapport à 1978 tandis que la consommation de produits raffinés baissait de 7% durant la même période. Plus étonnante est l'augmentation de la production chez tous les pays producteurs de l'OPEP à l'exception de l'Iran. Même en tenant compte des effets de la révolution iranienne, les exportations totales de l'OPEPont progressé de 5% au cours des 7 premiers mois de l'année, libérant ainsi 1.5 million de barils de plus que l'an dernier.

La pénurie n'est donc qu'un effet d'illusion.

Le grand sujet d'inquiétude au fond est l'avenir de ce gigantesque château de cartes financier que représente désormais le système économique mondial.

L'épicentre de cette crise?

Le ventre mou du monde industriel, le golfe arabo-persique, cette artère stratégique où au-delà de 120 pays viennent tous les jours pomper le tiers de la production mondiale de pétrole, quelque 20 millions de barils.



Depuis l'indigestion iranienne, le mal gagne peu à peu la péninsule arabe où presque un habitant sur tois appartient à la branche chiite de l'islam.

Le cri de ralliement?

Renverser le pouvoir là où les rivaux sunnites sont minoritaires. Cela veut dire l'Irak, qui a traversé cet été de violents soubresauts inter-religieux précipitant au passage un changement de pouvoir, le Koweit, le plus grand marché obligataire du golfe où les natifs sont minoritaires, et Bahrein, la plus grande courroie de retransmission du marché des eurodollars entre Zurich et Hong-Kong.

La menace n'est pas vaine

Les autorités irakiennes et Koweitiennes ont intercepté plusieurs cargos bourrés de guérillas chiites et d'armes en octobre.

Les gouvernements multiplient donc les nouvelles alliances militaires, renforcent les mesures de sécurité et s'équipent hâtivement en armes et en systèmes de communications de plus en plus sophistiqués. Les Etats les plus vulnérables sont les émirats avec une population de 3.7 millions, incluant tous les étrangers, des recettes pétrolières de $5 millions de l'heure (presque $10 pour chaque natif) et des forces armées de 75,000 hommes.

Malgré des dépenses militaires combinées de $2.4 milliards par année (plus de la moitié des dépenses d'Ottawa en 1979-80), leur grand talon d'Achille est que la plupart de ceux qui manient l'équipement électronique viennent de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh.

«Au moindre sursaut de guerre, prétend un vendeur d'armes anglais, ces techniciens fuiront comme par magie.» Entre-temps, c'est l'Europe, avec la France en tête, qui profite le plus de cette nouvelle manne de contrats avec des ventes de $3 à $4 milliards. C'est ce qu'on appelle 'recycler' les pétrodollars.

Les citoyens aussi s'arment individuellement. «Je n'en revenais pas de découvrir en septembre que le commis de mon représentant à Bahrein portait maintenant un pistolet en permanence sur lui», d'ajouter le même vendeur qui sillonne le Moyen-Orient depuis 20 ans.

«Les cheikhs ne dorment plus, prétend un Libanais qui fait la navette entre l'Europe et le golfe pour une multinationale américaine, et la plupart des marchands que je connais ont déjà transféré une partie de leurs épargnes à l'étranger.»

L'incertitude politique à travers les émirats, doublée d'une récession économique prolongée depuis 1977 et de taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis, a déjà suscité une hémorragie substantielle de capitaux depuis janvier. À Koweit, la banque centrale a reconnu la fuite de quelque $2 milliards au cours du premier semestre et le mouvement parait s'être amplifié depuis. Dans les Emirats arabes unis (EAU), les dépôts bancaires ont baissé de $350 millions déjà tandis qu'à Bahrein, l'ère de l'expansion fulgurante du marché bancaire appartient d'ores et déjà au passé.

Les refuges?

L'or, l'immeuble européen et américain, les devises fortes eu mark au yen et certaines actions boursières.

Même phénomène à l'échelle gouvernementale car les autorités veulent éviter cette fois l'engorgement industriel extrêmement coûteux des années 75-76. Les deux plus gros acheteurs de métal jaune sont le Koweit et l'Arabie Saoudite qui ont acquis ensemble plus de 60 tonnes d'or soviétique à Hong Kong, Zurich, Bruxelles et Londres. À lui seul, le royaume saoudien aurait acheté pour $3.8 milliards entre le 15 juillet et le 12 septembre sur le marché de l'or par l'entremise de la Banque arabe et internationale d'investissements, de la Banque suisse et de la Société générale de Belgique pour l'entreposage immédiat en Suisse. Le trésor saoudien aurait reçu le feu vert pour porter la limite de ses réserves d'or de $1.8 milliard à $6.6 milliards d'ici la fin de l'année et à $8.6 milliards l'an prochain. Par la suite, affirment des sources londoniennes, ce plafond serait relevé de $3 milliards par année.

LUNDI: Une arme chiite à double tranchant

(1) Toutes les devises ont été converties en dollars canadiens dans le cadre de cette série d'articles, à moins d'indications contraires.

pleins feux
SUR L'ACTUALITE

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979

La proposition Rodrigue Tremblay

Séduisante et embêtante, elle n'a aucune chance d'être agréée

Louis FALARDEAU

de notre bureau de Québec

C'EST AVEC UN PROJET séduisant que M. Rodrigue Tremblay tente de rester à l'avant de la scène politique québécoise après avoir été congédié du cabinet Lévesque.

Un référendum qui ne permet que de dire «oui» ou «non» à un projet de société risque, selon l'ex-ministre, d'être un référendum gaspillé: il nous révélera que les Québécois rejettent la souveraineté-association mais ne nous dira pas quel avenir constitutionnel ils souhaitent pour le Québec. Pire, on pourrait interpréter le «non» comme le choix du statu quo.

Il propose donc, en invoquant la démocratie, et en traitant le premier ministre Lévesque d'ayatollah et de potentat, que le référendum permette aux électeurs de choisir entre plusieurs options. Il soumet même un projet de question qui énumère trois réponses possibles: la souveraineté-association, le fédéralisme renouvelé et «sa» vraie confédération.

La proposition Tremblay est séduisante et si elle risque d'embêter un peu le gouvernement Lévesque, elle n'a, pour de multiples raisons, aucune chance d'être agréée.

D'abord parce qu'à moins d'un an du référendum, il faudrait plus qu'une pétition de quelques centaines de milliers de noms pour forcer le premier ministre à changer des règles du jeu établies depuis longtemps.

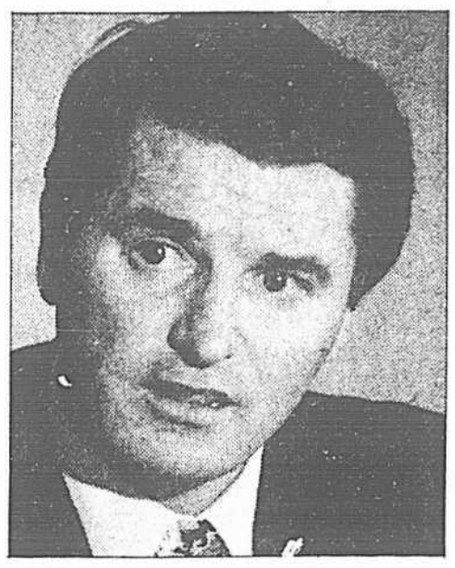
Trop tard pour changer les règles du jeu

La raison d'être du référendum n'est pas de permettre aux Québécois de choisir, entre plusieurs, le projet de société qui leur sourit le plus, mais d'accepter ou de refuser le projet péquiste de souveraineté-association. C'est ainsi qu'il a été présenté et promis avant l'élection de 76 et c'est ainsi qu'il a été perçu par tous depuis.

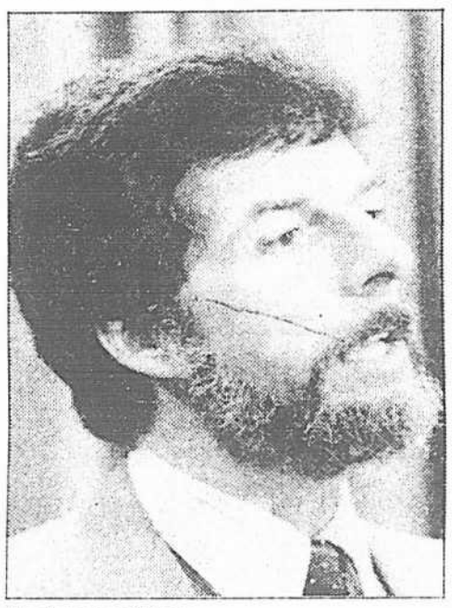
Et même si le gouvernement le voulait, il serait maintenant beaucoup trop tard pour changer les règles du jeu. Car la logique «démocratique» de la formule Tremblay impliquerait que toute «option» soutenue par un membre de l'Assemblée nationale devrait se retrouver sur le bulletin de vote. Or, si on reproche encore, après 12 ans, au projet péquiste de ne pas être clair, si on constate, à l'aide des sondages, que la population n'en saisit pas encore très bien toutes les subtilités, comment pourrait-on lui demander, en moins de huit mois, de comprendre ce qui fonde et ce qui différencie les quatre ou cinq choix qui pourraient lui être offerts?

Qui définirait ces options? Leurs auteurs? On pourrait alors se retrouver avec trois projets de «vraie» confédération puisque ce terme séduit autant MM. Camil Samson et Rodrigue Biron que M. Tremblay. Et même quatre, M. Lévesque ayant avoué que la souveraineté-association est une forme de «vraie» confédération.

Et laisserait-on au Parti libéral l'exclusivité de l'expression «fédéralisme renouvelé»? Tout projet qui n'est pas le statu quo offrirait un quelconque «renouvellement» du fédéralisme. Faute d'avoir prévu, il y a trois ans, un référendum du type proposé par M. Tremblay, on se rend compte que vouloir opter pour cette formule aujourd'hui n'aurait rien de bien démocratique. Même une question de dix pages, différenciant longuement chacune des options, ne suffirait pas à éviter que le choix des Québécois se fasse dans une très grande confusion.



Rodrigue Tremblay



Rodrigue Biron

Des règles qui font l'affaire aussi des libéraux

De plus, les règles actuelles du référendum font non seulement l'affaire du Parti québécois mais aussi de l'autre force politique majeure au Québec, le Parti libéral. La loi 92 donne à M. Ryan le contrôle absolu du comité du «non», ce qui lui permet d'imposer ses conditions non seulement à tous les adversaires du Parti québécois mais particulièrement à l'autre Parti libéral, celui de Pierre Trudeau.

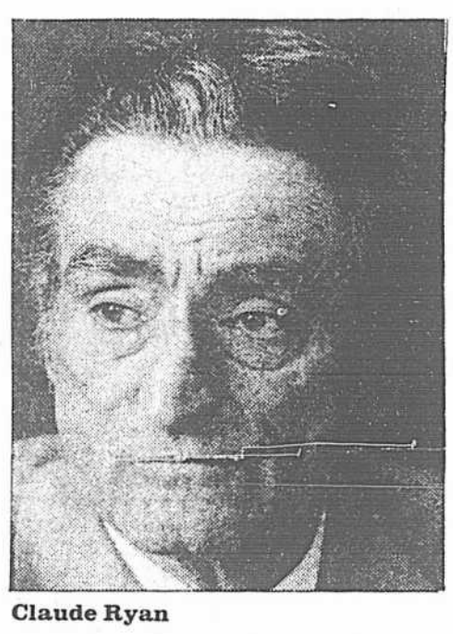
M. Ryan a compris, il y a plusieurs mois, que pour faire cause commune avec Pierre Trudeau au moment du référendum, il lui faudrait faire une campagne avant tout négative. Si on adoptait un format qui l'obligeait à offrir une option précise, on voit mal comment les deux grands partis fédéralistes implantés au Québec pourraient oeuvrer ensemble.

La dernière raison de l'échec prévisible de M. Tremblay tient à sa stature politique personnelle et à celle de ceux qui l'appuient.

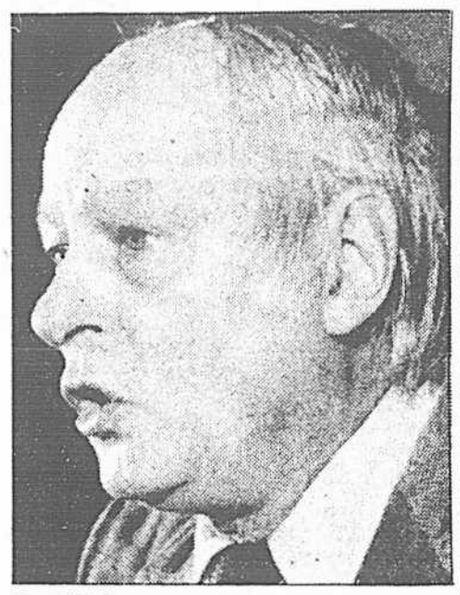
Tremblay en bien mauvaise posture

M. Tremblay semble bien mal venu de condamner aujourd'hui avec une telle violence ce qu'il adorait hier. Après avoir été solidaire pendant trois ans du premier ministre, du gouvernement et de sa stratégie référendaire, il aura de la difficulté à convaincre la population de sa sincérité quand il compare cet homme à l'ayatollah Khomeiny, quand il dit que ce gouvernement n'est pas démocratique et que sa stratégie référendaire n'est pas honnête. D'autant plus que tout ce qui s'est passé entre hier et aujourd'hui, c'est que M. Tremblay a été congédié du cabinet Lévesque!

Ce n'est pas l'appui de William Shaw, qui déjà n'est pas tout à fait d'accord et demain le contredira, qui donnera au mouvement de M. Tremblay la crédibilité qui lui manque. Ni même celui de l'Union nationale, si jamais il lui était acquis, ce parti étant en perte de vitesse et ne représentant plus que cinq ou six pour cent des Québécois. Et le Dr René Jutras a beau être l'un des fondateurs d'un des partis qui a donné naissance au Parti québécois, comme le dit l'ex-ministre, sa stature politique a toujours été bien petite et ses idées de droite n'ont jamais séduit les Québécois.



Claude Ryan



René Lévesque

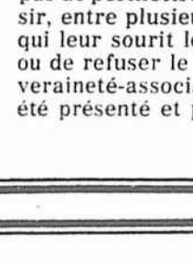
Rôle de second violon

Et M. Tremblay ne pourra jamais réunir autour de lui que les marginaux qui, dans le débat référendaire, ne se reconnaissent ni dans le leadershipt de M. Lévesque, ni dans celui de M. Ryan. On le comprend de ne pas accepter de bonne grâce, comme l'Union nationale, de jouer les seconds violons dans le comité du «oui» ou dans celui du «non», mais il y a fort à parier que, comme ce parti, il devra s'y résigner.

Entre-temps, par une pétition que signeront volontiers les adversaires les plus irréductibles du Parti québécois, il réussira certes à embêter ses anciens amis, qui regretteront peut-être un moment de ne pas l'avoir gardé parmi eux.

Garon et le zonage agricole

«Pas d'illusions à se faire, la loi est en place pour y rester»



Pierre GINGRAS

QUAND ON LUI PARLE de zonage agricole, le ministre Jean Garon s'anime. Cette loi, c'est sa création et il y tient. C'est le fer de lance de sa politique en matière agricole dont le but est de rendre le Québec de plus en plus autosuffisant. «Il ne faut pas se faire d'illusions, confie-t-il à LA PRESSE, la loi sur le zonage est en place pour y rester.»

Pourtant nombreux sont ceux, particulièrement au niveau des Conseils de comtés, qui tiennent à voir la loi 90 s'intégrer à la future loi 125 sur l'aménagement du territoire agricole: le zonage agricole enfin administré par les municipalités. Le dossier est délicat, et M. Garon pèse les mots. On sait que le ministre Jacques Léonard a déposé une formule d'harmonisation des deux lois au cours de l'été dernier.

«Une formule d'harmonisation entre la loi 125 et la loi sur la protection des terres agricoles n'est pas nécessaire. Il est impossible d'ailleurs qu'avec une même loi et les mêmes instruments on puisse effectuer la protection du territoire agricole et l'aménagement du territoire. Les deux législations devront donc coexister car elles n'ont pas les mêmes objectifs», dit-il.

Une taxe spéciale

M. Garon explique aussi que la crise énergétique actuelle remettra bientôt en question les habitudes de vie de la population. «Les concepts d'aujourd'hui sont nouveaux et l'agro-alimentaire, l'énergie et l'environnement en sont les éléments les plus importants. Le prix des aliments sera tellement élevé d'ici à quelques années que la terre agricole se vendra à prix d'or. Ces terres devraient alors appartenir à ceux qui gagnent leur vie avec la terre...»

Jean Garon

«Les pays qui auront été trop lâches pour protéger leur sol arable, le paieront très cher dans l'avenir.

Le ministre de l'Agriculture ajoute que la loi sur le zonage agricole sera bientôt appuyée par d'autres mesures. Ainsi, le projet de loi sur l'interdiction de vendre des terres agricoles à des non-résidants et celui de la banque de terres pourraient être adoptés cet automne.

M. Garon est d'avis que le gouvernement devrait inciter les propriétaires de terres agricoles non exploitées à faire de l'agriculture ou à louer ces terres à des producteurs agricoles. Pour parvenir à ce but, selon lui, les municipalités pourraient être autorisées à lever une taxe spéciale sur les lots agricoles non cultivés. «Une terre de 100 arpents qui ne sert qu'à faire courir son cheval ou à faire une marche de santé est un luxe qui devrait se payer à la collectivité» a-t-il conclu.

Un président discret

Quant à Me Pierre-Luc Blain, le président de la Commission de protection du territoire agricole, il aura accompli sa tâche avec grande discrétion. Peu connu du public, quoique considéré comme un fin renard par ceux qui ont eu à le rencontrer et à négocier avec lui, Me Blain est resté dans l'ombre. Cette attitude voulue ne l'aura pas empêché de maintenir le caractère rigide de l'application de la loi. Il connaît bien le rôle qu'il a à jouer, et ce n'est pas d'accorder des entrevues aux journalistes.

Quand on accuse la Commission d'être la cause première de la hausse du prix des terres à vocation résidentielle, M. Blain répond: «Cette situation est bien normale. Le but de la loi est de protéger les terres agricoles et, par conséquent, de densifier la population dans les zones urbaines. Il ne faut pas oublier que les terrains demeurent encore trois fois moins coûteux ici que dans l'ensemble du Canada. Et la situation est semblable pour la terre agricole.»

Et M. Blain poursuit en disant que l'application de la loi permettra de faire «le ménage» chez les entrepreneurs et rentabilisera davantage la construction dans les centres-villes.

Me Pierre-Luc Blain

Si on lui demande de faire un bilan du travail de la commission, Me Blain est positif: «Bien sûr, nous avons connu des difficultés de rodage. Et malgré notre personnel de 166 personnes, il nous manque encore deux commissaires. Mais je demeure encore étonné de l'absence de réactions importantes dans la population depuis le début. On s'attendait peut-ère à ce que la commission «explose» à court terme, mais on s'est trompé. D'ici à deux ans, la notion de zonage agricole fera partie des moeurs des Québécois autant que le zonage municipal» confie-t-il.

Mais les difficultés ne sont par terminées. La plupart des demandes des particuliers en vue de soustraire un terrain de la zone agricole parviennent à la commission avant même que le zonage définitif soit décrété. «Nous commençons à peine nos négociations avec l'ensemble des municipalités et nous nous apercevons souvent que nos intérêts sont divergents. La ville de Laval est un cas probant à cet égard, dit le président de l'organisme. Mais quel que soit le cas, notre travail est d'appliquer la loi et nous le faisons.»

Me Blain affirme en outre que selon lui les municipalités bien organisées pourraient prendre en main l'application de la loi 90 après la délimitation définitive de la zone agricole. Mais il est hors de question que cette mesure soit généralisée. La loi sur le zonage agricole est difficilement administrable par des gens qui ne possèdent pas d'expérience dans ce domaine.

Et il ne faut pas oublier que la majorité des municipalités n'ont même pas de structures administratives..., dit-il.

Employé d'un dépanneur assailli à coups de hache

Trois jeunes suspects appréhendés

Trois jeunes hommes, dont un mineur, ont été arrêtés, dans la nuit de jeudi, en rapport avec la sauvage agression à coups de hache dont a été victime, le week-end dernier, un commis d'un dépanneur Perrette, à Greenfield Park.

La victime, Fernand Grenier, âgé de 32 ans, repose toujours à l'hôpital Charles-Lemoyne. Son état est jugé sérieux, mais on ne craindrait plus pour sa vie. Il a été atteint de quatre coups de hache, dont trois à la tête.

C'est un client qui avait découvert M. Grenier baignant dans son sang à l'intérieur de l'établissement de la rue Grande-Allée. Une somme d'environ $50 avait d'autre part disparu du tiroir-caisse. Quant à l'arme du crime, elle avait été retrouvée sur place par les policiers.

La Sûreté du Québec, qui assistait la police municipale de Greenfield Park dans son enquête, a éclairci cette affaire après qu'un des suspects eut décidé de se livrer en compagnie du reporter Claude Poirier. Des descentes à divers endroits de la Rive sud ont ensuite permis aux policiers d'appréhender ses deux présumés complices.

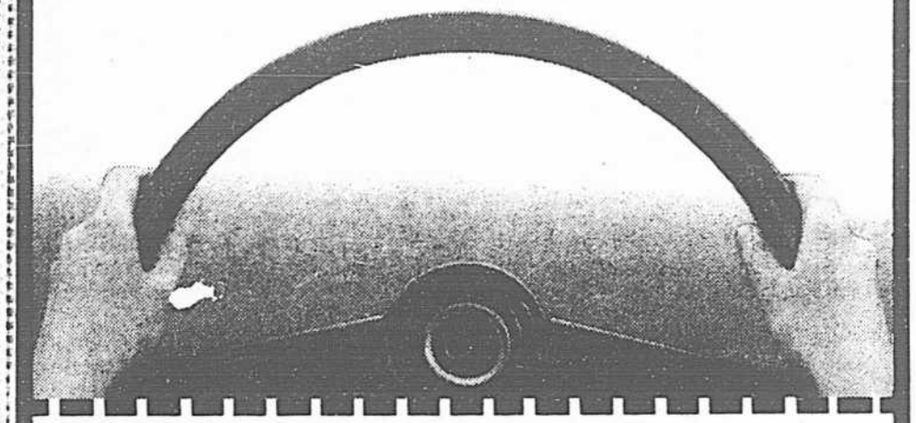
Deux des suspects, Jean-Guy Bélanger, 21 ans, et André Landry, 18 ans, ont comparu au palais de Justice de Montréal pour répondre à des accusations de tentative de meurtre, de vol qualifié et de possession d'une arme offensive. Tous deux, ainsi que le mineur ont été confiés aux soins d'un psychiatre pour une période de 30 jours.

TOURING CLUB CAA AAA MONTREAL

LE TOURING CLUB MONTRÉAL
VOTRE CLUB AUTOMOBILE
POUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

AUTOMOBILISTES! IL EXISTE UN CLUB AUTOMOBILE AVANTAGEUX À BUT NON LUCRATIF. À VOUS D'EN PROFITER!

- SERVICE ROUTIER D'URGENCE (SANS AUCUNS FRAIS):
  — service téléphonique 24 heures par jour, 365 jours par année.
  — remorquage et dépannage gratuit en tout temps.
- SERVICE AUX VOYAGEURS:
  — agence de voyages
  — tracés d'itinéraires personnalisés incluant un guide de la route et des cartes routières.
  — chèques de voyage sans frais.
- PROTECTION AUX CONSOMMATEURS ET ASSURANCES:
  — nous pouvons vous aider à solutionner vos problèmes personnels de réparation de voiture.
  — assurance accident personnelle dès l'adhésion.
  — assurance médico-hospitalière (optionnelle)
  — assurance accident en voyage "365" (optionnelle)



ÊTES-VOUS MEMBRE?

Veuillez m'inscrire comme membre du Touring Club Montréal. Il est entendu que mon adhésion sera en vigueur dès que cette demande sera enregistrée et sera valable pour les 12 prochains mois. ($35 00 seulement comme membre actif.)

Mme
Mlle
M. ..... Date de naissance .....
ADRESSE .....
CODE POSTAL ..... TEL res. ..... bureau .....
ci-joint chèque ☐
ou mandat poste ☐ VISA .....
MASTER CHARGE .....
SIGNATURE ..... DATE .....

1401 McGill College, Montreal P.Q. H3A 9Z9
1200 ouest, boul. St-Martin a Laval H7S 2E4

TEL: 288-7111

RÉCOMPENSE

pour qui rapportera ou fournira renseignements permettant de retrouver: bague avec 13 diamants et 10 saphirs (taille marquis) $2,000 de récompense. Bague en or, avec tête de lion et 3 diamants $1,000 de récompense. Aucune question. 731-1186.

Gagnant demandé...
s'adresser
au vendeur 6/36
le plus près

Au 6/36, on peut aussi gagner avec 5 et même 4 bons numéros!

6/36

Bonnesouche

Il arrive que la nature se surpasse... c'est alors que prend racine un vin de véritable bonne souche.

S.A.Q. 628 D $4.05
Gravel Liquovins Inc.
731-3919

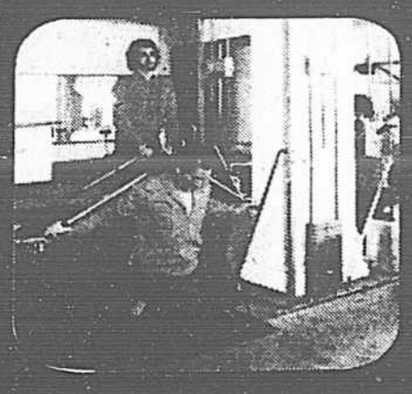
Un Berger deux Moutons.

3 vins exquis de la famille Rothschild

Le Berger Baron SAQ — 395
Mouton Cadet Blanc SAQ — 409A
Mouton Cadet Rouge SAQ — 389F

GRAVEL LIQUOVINS INC. 731-3919

Clinique d'amincissement
VIC TANNY
pour hommes et femmes



- Programme personnel
- Évaluation de condition physique
- Programme de diète
- Bains Jacuzzi
- Sauna
- Piscine tropicale
- Classes d'exercices en groupe
- Chambres eucalyptus
- Chambre solaire
- ★ Piste intérieure de jogging
- ★ Bains turcs
- ★ Si disponible

VIC TANNY
VOUS GARDE EN FORME
DEPUIS 20 ANS DÉJÀ!

VIC TANNY
STUDIOS DE SANTÉ ET DE CONDITIONNEMENT
8 clubs dans la région de Montréal, communiquez avec le plus près de chez vous.

Place Bonaventure..... 866-3992
Longueuil, Place Desormeaux..... 651-7770
Centre commercial Rockland..... 341-3810
Chomedey, 1278, boul. Labelle.... 687-1916
Montréal-Nord, Place Bourassa.... 326-8240
Centre commercial Côte-Saint-Luc. 482-7415
Ville LaSalle, Place Newman..... 366-8080
Mail West Island..... 683-2130

À QUÉBEC:
2965, 1ère avenue, Limoilou..... 626-6216
Plaza Laval, Sainte-Foy..... 659-1775

900 CLUBS AFFILIÉS À TRAVERS LE CANADA

Château d'aujourd'hui

Pour un climat privilégié

Souple, vaste, paisible étendue aux formes coulantes... le sable.

Il complète le mouvement et enveloppe le corps en épousant toutes ses formes.

Il recueille la chaleur du soleil, il la diffuse et crée autant de climats privilégiés que l'imagination le permet.

Au Château d'aujourd'hui, nous recherchons les belles choses qui animent la vie intérieure.

C'est pour cela que ce fauteuil Le Corbusier signé CASSINA a mérité d'habiter au Château d'aujourd'hui.

Complexe Desjardins, Montréal
6370, rue St-Hubert, Montréal
1125, boul. St-Martin, Laval
6375, rue St-Hubert, Montréal
Tél: (514) 382-4710

économie
ET FINANCES

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1979

Pour la première fois depuis 28 ans

La population de Montréal tombe en dessous du million

La population de la ville de Montréal a décliné de cinq pour cent au cours des quatre dernières années et est tombée sous le «seuil psychologique» du million d'habitants, selon les résultats d'une enquête de la Commission de transport de la CUM, dont LA PRESSE a obtenu copie.

Textes
François BERGER

La population de l'ensemble de l'île de Montréal (Communauté urbaine) a chuté de 3.4 pour cent pendant la même période de 1974 à 1978, tandis que celle des banlieues éloignées (Rive sud, Laval, Rive nord) a augmenté de 13 pour cent, selon la même source.

L'enquête, réalisée par sondage scientifique, a été menée au cours de l'automne 1978 et quatre ans auparavant à l'automne 1974, dans le but de connaître les habitudes de déplacement de la population à travers la grande région métropolitaine de Montréal (enquête de mobilité). La compilation des données, qui doivent aider à la planification des systèmes de transport, n'a été terminée que cet été par le Centre d'analyses scientifiques et commerciales de la CTCUM. Le rapport statistique n'a été imprimé qu'en octobre dernier.

Selon l'analyse des résultats de l'enquête, la ville de Montréal comptait 996,666 habitants permanents à la fin de l'année dernière, soit 56,000 de moins qu'en 1974 (enquête de mobilité de 1974). La population de Montréal avait atteint le million d'habitants en 1951, selon Statistique Canada, et s'était hissée à un sommet de 1.3 million en 1966 pour ensuite diminuer continuellement.

Ce chiffre situé juste en deçà du million ne correspond cependant pas à celui du Bureau de la statistique du Québec, qui établissait la population de la municipalité à 1,069,700, le premier juin 1979. Il est à noter que les données du BSQ sont des évaluations tentées à partir du dernier recensement de Statistique Canada, établissant la population montréalaise à 1,060,033 en 1976 (cela représentait une diminution de 13 pour cent de la population de Montréal, par rapport à 1971.

Selon le Service municipal d'urbanisme, Montréal a perdu 210,000 habitants en dix ans, soit 21,000 par an et la tendance est encore à la baisse: au cours des trois dernières années, Montréal aurait ainsi perdu 63,000 habitants, ce qui situe aujourd'hui sa population sous le million (comme l'enquête de la CTCUM) en prenant comme base le recensement de 1976 de Statistique Canada.

«Généralement, nos données concordent avec celles de Statistique Canada, à peu de chose près», a indiqué Guy Lafontaine, surintendant des recherches à la CTCUM. L'échantillon utilisé par la Commission représente cinq pour cent de la population, tandis que le recensement en représente cent pour cent, en principe.

Nez à nez

Le document contenant les résultats de l'enquête, intitulé «Mobilité des Montréalais (enquête Origine-Destination 1978)», établit la population de l'ensemble de l'île de Montréal à 1,908,350, soit 3.4 pour cent de moins qu'en 1974 (perte de 67,000 habitants). Les villes de banlieue faisant partie de la Communauté urbaine ont connu elles aussi une diminution de leur population: baisse de 1.8 pour cent dans les banlieues de l'est de l'île et de 1 pour cent dans l'ouest.

Les rapports démographiques entre les banlieues et la ville de Montréal placent ces deux entités de la CUM presque nez à nez: population de 911,684 dans les banlieues de l'île, soit seulement 85,000 de moins que la ville. Cette situation pourrait éventuellement avoir des répercussions sur la structure politique de la CUM, dont le comité exécutif compte sept représentants de Montréal contre cinq des banlieues.

Les autres banlieues

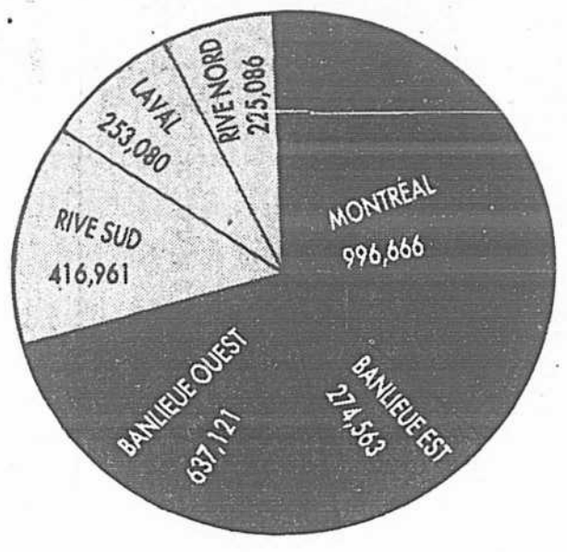
Pendant que Montréal et les municipalités de l'île enregistrent une évolution démographique négative, les banlieues de la Rive sud du Saint-Laurent et celles situées au nord de la rivière des Prairies connaissent des augmentations.

Sur la Rive sud, la hausse en quatre ans s'établit à 10 pour cent, la population totale atteignant 416,961.

A Laval, une augmentation de 3.4 pour cent porte la population à 253,080. Sur la Rive nord de la rivière des Mille-Iles (de Sainte-Marthe-sur-le-Lac à L'Assomption), la progression est spectaculaire, la population passant de 168,000 à 225,000 en quatre ans, une hausse de 33.7 pour cent.

Les banlieues éloignées (situées en dehors de l'île de Montréal) ont vu leur population augmenter de plus de 102,000 habitants entre 1974 et 1978 pour une progression globale de 13 pour cent.

Le poids démographique de plus en plus important des banlieues éloignées a des incidences particulières sur l'économie régionale et sur le centre-ville de Montréal; d'autre part, l'exode en banlieue tend à favoriser le transport par automobile (voir textes ci-contre).



Le déclin du centre-ville

L'exode marqué des Montréalais vers les banlieues a des effets négatifs sur les activités économiques du centre de la région métropolitaine, le centre-ville.

Selon les enquêtes de mobilité réalisées par la CTCUM, le centre-ville de Montréal perd de plus en plus son attraction sur l'ensemble de la région urbanisée: en 1978, le centre-ville attirait 14.9 pour cent de la population qui se déplaçait chaque jour dans la région; en 1974, il s'agissait de 15.1 pour cent et de 16.4 pour cent en 1970. La dernière enquête (1978) montre que sur les 2.7 millions de déplacements effectués chaque jour dans la région (travail, études, magasinage, loisirs, autres buts), 405.300 aboutissent au centre-ville.

En chiffres absolus, il s'agit d'une augmentation de 8.6 pour cent par rapport à 1974, mais le nombre total de déplacements dans toute la région a augmenté de 10 pour cent pendant la même période. En devanant banlieusards, les Montréalais montrent ainsi moins d'intérêt pour le centre-ville.

L'enquête de 1978 montre que la diminution de l'attrait du centre-ville est entièrement due au déménagement des emplois vers les banlieues. Ainsi, 59 pour cent des gens qui se rendaient au centre-ville chaque jour, en 1978, le faisaient pour se rendre à leur travail (on dénombrait 239,000 emplois au centre-ville, en 1978). En 1974, le but du travail représentait 63 pour cent des déplacements vers le centre-ville.

L'analyse du lieu de travail des banlieusards démontre cette tendance: 21.3 pour cent de la population active de la Rive sud travaille au centre-ville, comparativement à 23 pour cent il y a quatre ans; les travailleurs habitant Laval travaillent au centre-ville dans une proportion de 12.9 pour cent, par rapport à 14 pour cent en 1974.

Les motifs de déplacement autres que le travail représentent, inversement, une part de plus en plus grande des déplacements aboutissant au centre-ville.

Ainsi, les déplacements dans le but des loisirs représentent 7.3 pour cent de tous ceux destinés au centre-ville, comparativement à 4.7 pour cent seulement en 1974. L'enquête de l'année dernière dénombre 30,000 personnes qui se dirigent au centre-ville pour s'amuser, comparativement à 17,400 seulement en 1974, une augmentation de 70 pour cent.

Le magasinage représente un peu plus de 10 pour cent des déplacements vers le centre-ville (une légère augmentation sur 1974), mais comme dans le cas de l'emploi, les emplettes ont tendance à se faire de plus en plus en banlieue: par exemple, le centre d'achats Les Promenades Saint-Bruno ouvert il y a un an, a eu pour effet de multiplier par cinq le nombre de «magasineurs» dans cette partie de la Rive sud (8,400 par jour, comparativement à 1,700 en 1974).

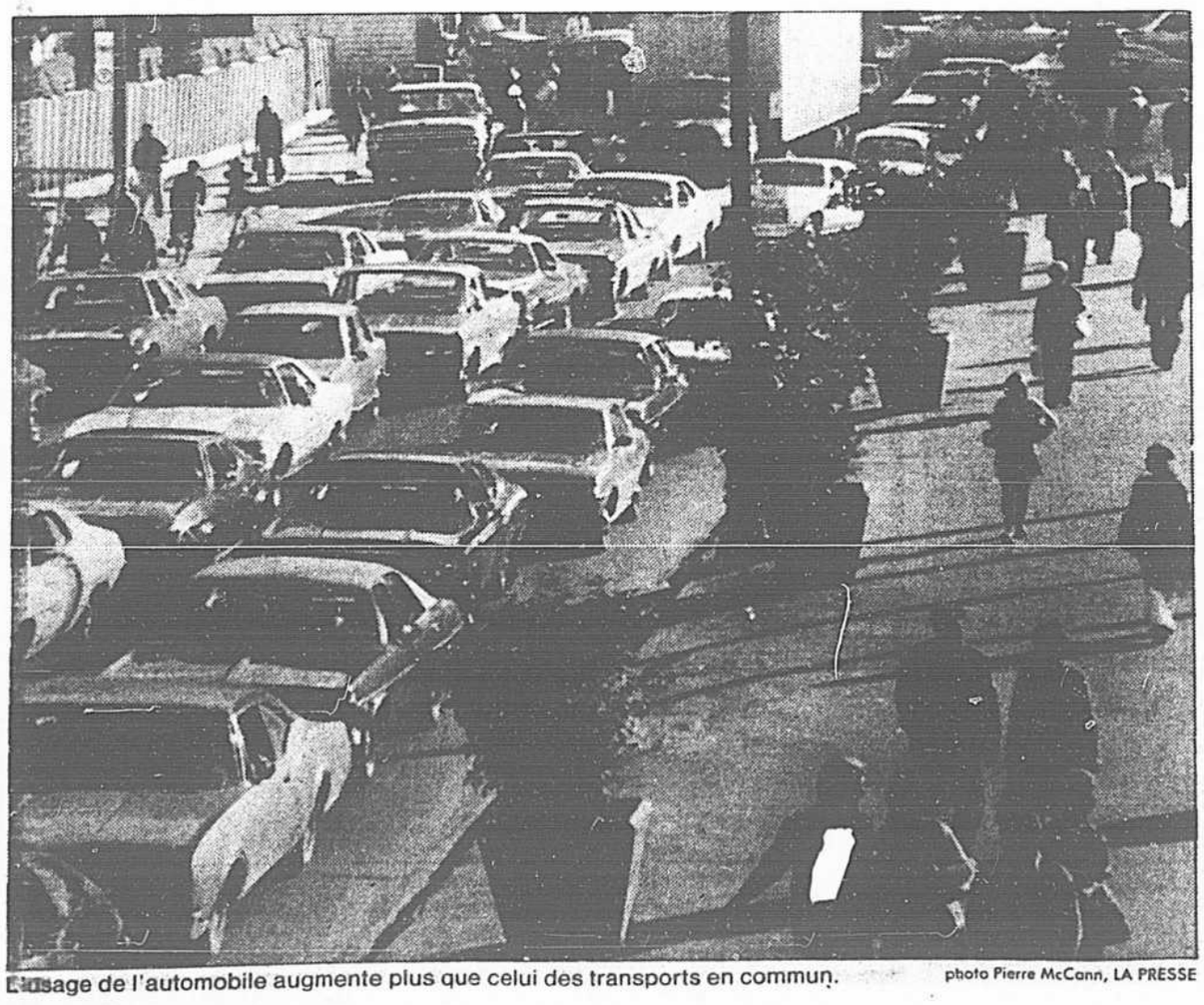
Le centre-ville sert au magasinage, aux loisirs, aux études et encore au travail. photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

Le centre-ville demeure encore le no un du magasinage, suivi par Laval et Ville d'Anjou.

Les étudiants représentent 13 pour cent des gens se déplaçant vers le centre-ville.

Les déplacements dans les autres buts (consommation de services: services financiers, administratifs, etc.) représentent 10 pour cent des déplacements au centre-ville, un peu plus qu'en 1974.

L'usage de l'automobile grimpe de 23 p. cent



L'usage de l'automobile augmente plus que celui des transports en commun. photo Pierre McCann, LA PRESSE

Pendant que la clientèle des transports en commun a augmenté de 9 pour cent depuis quatre ans, les usagers de l'automobile ont augmenté de 23 pour cent, dans la région de Montréal.

Selon les enquêtes de mobilité de la CTCUM, 63 pour cent des gens qui doivent se déplacer autrement qu'à pied utilisent la voiture particulière (le quart en tant que passagers). Le tiers des gens utilisent les transports en commun (autobus, métro, trains).

Selon l'enquête de 1978, le nombre de voitures particulières dans la région de Montréal totalisent plus de un million, une hausse de 20 pour cent sur 1974 (pendant que la population n'a augmenté que de 4.2 pour cent pour frôler les trois millions).

Le nombre d'automobiles par mille habitants est passé de 294 en 1974 à 339 aujourd'hui, une progression de 15 pour cent.

Deux facteurs

Cette augmentation est attribuable à deux facteurs principaux: 1— le déplacement de la population en banlieue et l'entrée des femmes sur le marché du travail rendent plus nécessaire la possession d'une automobile (le nombre de ménages possédant deux voitures ou plus est passé de 144,800 en 1974 à 200,400 en 1978); 2— la diminution du nombre de personnes par ménage incite également à l'acquisition d'automobiles (le divorce d'un couple, par exemple, va obliger l'achat d'au moins une voiture si le ménage n'en possédait qu'une auparavant): le nombre de personnes par ménage est passé de 3.2 en 1974 à 2.9 en 1978.

L'augmentation des déplacements en automobile est accompagnée d'une diminution de la proportion des passagers (25 pour cent des occupants des voitures par rapport à 27 pour cent en 1974). Ainsi, les automobilistes se déplacent de plus en plus seuls dans leur voiture.

L'enquête de 1978 indique, par ailleurs, que le transport en commun a fait des gains importants dans les déplacements vers le centre-ville, le nombre de déplacements effectués en métro et à bord d'autobus de la CTCUM augmentant de 13.1 pour cent. Toutefois, le nombre de voitures entrant dans le centre-ville augmentait de 12.6 pour cent, sur la période de quatre ans.

les obligations PAR ACCOVAM

Les renseignements fournis ont été obtenus de sources que nous considérons dignes de foi. Cependant, l'ACCOVAM ne saurait en garantir l'exactitude.

GOUVERNEMENT DU CANADA

			Offre	Dem.
10½	1er oct.	2004	91½	91¾
9	1er fév.	1980	98.85	98.95
7½	1er fév.	1980	98.45	—
(c) 9	1er oct.	1980	96.90	97.10
7½	1er juin	1980	97.10	97.20
8¾	1er juin	1981	94.70	94.90
8½	15 déc.	1981	93.10	93.30
8¼	1er avril	1981	94	—
9¼	1er fév.	1982	94.50	—
9¾	1er fév.	1982	95.30	95.50
7¾	1er avril	1982	91.10	91.20
8	15 oct.	1982	90.90	91.10
10¾	15 oct.	1982	97.10	97.20
8¼	1er fév.	1983	90	90¼
4½	1er sept.	1983	78⅞	79¼
10⅛	1er oct.	1984	95½	95¾
9¼	1er avril	1984	91½	92
10	1er juin	1984	93¾	94⅛
9¾	1er fév.	1984	93⅛	93¾
8	1er oct.	1986	85¾	—
8¼	1er juil.	1987	86	—
8¾	1er fév.	1988	87¼	—
10½	1er oct.	1989	94½	94¾
9½	15 juin	1994	86¼	86½
10	1er oct.	1995	89⅛	89⅞
3	15 sept.	1996	44	45
9¼	15 mai	1997	83½	83¾
9	15 oct.	1999	80¾	81⅛
9¾	15 déc.	2000	89	89¼
9½	1er oct.	2001	83⅜	83⅝
8¾	1er fév.	2002	81¾	—
10	1er fév.	2002	87½	87¾
9½	1er oct.	2003	83½	83¾
10¼	1er fév.	2004	89⅛	89¼

(c) Echangeable pour des obligations 9½ du 1er oct. 1985

CONVERTIBLES

			Offre	Dem.
Alta Gas 7½	1er fév.	1990	223	228
Dom. T. 5¾	15 oct.	1992	119	122
Hud. Bay 6	15 juil.	1993	163	165
IAC 9½	15 juil.	1994	86	89
Moore Corp. 6	15 avril	1994	80	82
Labatt 9½	1er juin	1995	121	124
T. Met 8¼	15 mars	1994	170	180
Westcoast 7½	1er avril	1991	152	—

PROVINCIALES

			Offre	Dem.
BC Hydro 8¾	12 janv.	1982	93	93½
(a) BC Hydro 10	15 oct.	2000	92¾	93¼
Manitoba 9	5 déc.	1981	92¼	93¼
Manitoba 10	5 déc	1999	86	86½
NB Elec. 9	15 mai	1981	93	93½
N B Elec. 9¼	17 juil.	1998	86½	87
NB Elec. 10¾	15 mai	1995	90	90½
NFLD 10	5 janv.	1999	86¾	87¼
NS Power 9¼	22 fév.	2002	80	80½
NFLD Lab. 10	9 mai	2002	86¼	86¾
Ont. Hyd. 9¼	6 janv.	2004	81	81¼
Ont. Hyd. 9¾	25 janv.	2005	81½	81¾
Ont. Hyd. 9½	5 oct.	2003	82	82¼
Ont. Hydro 9¾	1er mai	2005	84	84¼
Ont. Hydro 9¾	27 juin	2008	84	84¼
Ont. Hyd. 10¼	30 oct.	1985	91½	92
Ont. Hyd. 10¼	29 janv.	2001	88½	89
Ont. Hyd. 10	18 mai	2001	86½	87
I.P.E. 9½	4 juil.	2002	81	81½
Pr. Qué. 9¼	22 mars	1982	93	93½
(c) Pr. Qué. 9¾	10 nov.	2000	92½	93
Pr. Qué. 10¼	4 mai	2001	87	87½
Pr. Qué. 10¼	19 nov.	1995	88	88½
Pr. Sask. 9	1er fév.	2002	79	79½
Pr. Sask. 9	2 déc.	1981	93	93½
(d) Pr. Sask. 9¾	3 nov.	2000	93½	94
Pr. Sask. 10¼	1er avril	2001	89	89½
(e) Pr. Ont. 9	1er juil.	1998	90¼	90¾
Pr. Ont. 9¾	22 mars	1998	92¼	92¾
(f) Pr. Ont. 10¼	10 déc.	1987	94¼	94¾
Qué. Hyd. 10	1er juin	1997	86½	87
Qué. Hyd. 10	21 oct.	2001	85½	86
Qué. Hydro 10	5 juil.	2003	85½	86
Qué. Hyd. 10¼	15 mai	2003	87½	88

(a) Rétractable en 1983
(c) Rétractable en 1983
(d) Rétractable en 1983
(e) Échangeable pour des obligations de 9% du 1er juillet 1983
(f) Échangeable pour des obligations de 9¾% du 10 décembre 2000

SERVICES PUBLICS

			Offre	Dem.
Alta Gas 11¾	1er août	1995	95	96
Bell 9¾	1er avril	1999	84	85
BC Tel. 10¼	1er avril	1995	84¾	85½
Mari Tel 11	15 juin	1996	91¼	92
North Cent 9¾	15 janv.	1990	93	94
Tr Cn P 11¼	20 janv.	1995	'95	95¾

INDUSTRIELLES

			Offre	Dem.
Alcan 10¾	15 nov.	1994	90½	91¼
B de Mtl 10¼	1er août	1980	91½	92
(a) C.I.B.C. 9¾	2 janv.	1995	91	91½
Dofasco 10¾	15 mai	1995	92½	93
Dofasco 10¾	15 mai	1995	88¾	89¼
Imp. Oil 9¾	15 fév.	1995	85¾	86½
(b) B. Royale 10	1er déc.	1994	91	91¼
Stelco 9¼	1er avril	1995	84	84½
(c) Steinberg 10½	15 déc.	1994	91	92
Seagrams 10¾	1er juin	1995	82	82¾
(d) B. Tor. Dom 7½	1er mars	1993	81	81½
IPL 10¾	2 fév.	1996	92	92¾
UN. Car 10¾	15 juin	1995	90¾	91¼

(a) Rétractable pour des obligations de 9% du 2 janv. 1985
(b) Rétractable pour des obligations de 10% du 1er déc. 1984
(c) Rétractable pour des obligations de 10½% du 15 déc. 1984
(d) Rétractable pour des obligations de 7½% du 1er mars 1979

ÉQUIPEMENT PIEDMONT LIMITÉE

C. Poudrette

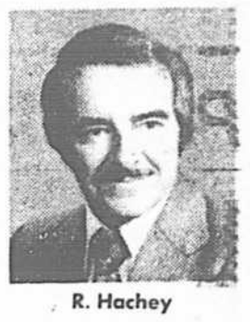
L. E. Villemure

C. Dion

A. F. Bourbonnière

P. Ledoux

J.-P. Yelle


R. Hachey

M. Claude Poudrette, président et directeur général d'Équipement Piedmont Ltée, a le plaisir d'annoncer la nomination de messieurs L. Eugène Villemure, Claude Dion, c.a., André F. Bourbonnière et Pierre Ledoux au sein du conseil d'administration.

M. Villemure est vice-président et directeur général adjoint; M. Dion est secrétaire-trésorier et contrôleur; M. Bourbonnière est vice-président et directeur général des ventes; M. Ledoux est vice-président, finances.

La compagnie annonce également la nomination de deux nouveaux officiers: M. Jean-Paul Yelle, vice-président et directeur général des pièces; M. Roland Hachey, vice-président et directeur général du service.

Équipement Piedmont Ltée est distributeur exclusif au Québec de la machinerie lourde International Harvester, des pelles hydrauliques Liebherr, des compacteurs vibrants Ingersoll-Rand et des produits de concassage Rexnord.

Équipement Piedmont Ltée a été fondé en 1972 par son président actuel, M. Claude Poudrette, et la compagnie, dont le bureau chef est situé à Boucherville, opère un réseau de six succursales au Québec.

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) ($000) COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION	Revenus bruts ($000) COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION
Donohue Inc. (pâtes et papier) Qué., Qué.	7,700	7,900	−2%			
9 mois 30 sept.	4.14	4.24		121,000	80,300	+50%
Magnasonic Canada (dist. équip. élect.) Mont., Qué.	158	506	−68%			
9 mois 30 sept.	0.12	0.38		41,400	42,900	−3%
Bomac Batten Ltd. (équip. d'imprimerie) Tor., Ont.	396	198	+100%			
9 mois 30 sept.	1.52 (a) 1.07	0.87 (a) 0.42		11,200	9,400	+19%
George Weston (alimentation) Tor., Ont.	43,821	31,682	+38%			
9 mois 30 sept.	3.29	2.51		4,410,000	3,860,000	+14%
B.C. Parkers (alimentation) Vanc., C.-B.	5,500	8,400	−34%			
9 mois 30 sept.	9.28	14.08		201,300	179,900	+11%
White Pass Yukon (transport) Vanc., C.-B.	(533)	740	—%			
9 mois 30 sept.	—	—		—	—	—%
Trans Mountain Pipe Line (pipe-line) Vanc., C.-B.	6,300	3,600	+75%			
9 mois 30 sept.	0.83	0.48		27,800	22,100	+25%
Canadian Superior Oil (pétrole) Cal., Alb.	56,600	46,900	+20%			
9 mois 30 sept.	6.16	5.13		207,800	163,900	+26%
Numac Oil & Gas (pétrole) Edm., Alb.	3,323	3,171	+4%			
9 mois 30 sept.	0.38	0.36		11,800	9,600	+22%
Beneficial Corp. (comp. de finance) Wilm., Del.	87,400	74,900	+16%			
9 mois 30 sept.	3.75	3.19		—	—	—%
Normick Perron (prod. forestier) La Sarre, Qué.	7,800	6,100	+27%			
9 mois 30 sept.	1.74	1.35		76,500	68,300	+12%
Coca Cola Bottling of NY (breuvage) Atl. Ga.	10,283	10,970	−6%			
9 mois 30 sept.	0.54	0.60		387,645	309,160	+25%
Canadian Reynolds Metals (aluminium) Mont., Qué.	13,900	8,700	+59%			
9 mois 30 sept.	—	—		157,500	132,000	+19%
Outboard Marine (moteurs de bateaux) Wau., Ill.	16,736	25,360	−34%			
année 30 sept.	2.00	3.04		741,151	703,853	+5%
Consumer's Gas (dist. de gas naturel) Tor., Ont.	53,100	50,100	+5%			
année 30 sept.	2.42	2.29		820,400	743,300	+10%
Quebec Telephone (serv. pub.) Rim., Qué.	7,800	6,700	+16%			
9 mois 30 sept.	1.93	1.76		74,400	61,500	+20%
Carling O'Keefe (brasserie) Tor., Ont.	11,100	9,400	+18%			
1er sem. 30 sept.	0.46	0.38		254,400	213,600	+19%

le dollar

MONTRÉAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en hausse hier de 11-100 à $1.1869 et la livre sterling de 1.68 à $2.4866.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en baisse de 2-25 à $0.8425 et la livre sterling en hausse de 1.22 à $2.0950.

marché des options–CHICAGO

Option et prix	Nov.	Fev.	Mai	Ferm.
A E P 20	a	¼	½	17⅞
Am Hos 25	4¾	5¾	b	29⅞
Am Hos 30	7-16	⅞	3⅛	29⅞
Am Hos 35	a	½	a	29⅞
A M P 35	9-16	2 5-16	a	35¼
Bally 25	6⅜	8⅛	10¾	31⅝
Bally 30	2	5⅛	7¾	31⅝
Bally 35	5-16	3⅝	5⅛	31⅝
Bally 40	1-16	2 1-16	3½	31⅝
Bally 45	1-16	1	2 5-16	31⅝
Bally 50	1-16	½	b	31⅝
Baxter 40	4½	a	b	44½
Baxter 45	7-16	3¼	4⅝	44½
Baxter 50	a	1	a	44½
Blk Dk 20	5-16	1¼	2	19⅞
Blk Dk 25	a	5-16	¾	19⅞
Blk Dk 30	a	a	1¼	19⅞
Boeing o 40	4⅞	b	b	44⅝
Boeing o 46⅝	⅛	b	b	44⅝
Boeing 35	9½	a	b	44⅝
Boeing 40	4¾	6¾	a	44⅝
Boeing 45	9-16	3½	5⅛	44⅝
Boeing 50	1-16	1⅛	2 15-16	44⅝
Bois C 30	2⅞	4⅜	a	32⅝
Bois C 35	1-16	1	2	32⅝
Bois C 40	a	5-16	a	32⅝
C B S 45	a	2¾	a	45⅞
C B S 50	a	1¼	a	45⅞
C B S 60	a	a	7⁄8	45⅞
Coke 35	¼	1⅜	2¼	34
Coke 40	a	½	a	34
Colgat 15	1-16	9-16	1⅛	13⅞
Colgat 20	a	3-16	3-16	13⅞
Cmw Ed 20	a	a	⅛	19⅞
Cmw Ed 25	a	1-16	3-16	19⅞
C Data 30	14¼	a	b	44⅞
C Data 35	10	11½	b	44⅞
C Data 40	5	7⅜	8⅞	44⅞
C Data 45	1⁄8	4¼	5⅞	44⅞
C Data 50	1-16	2	3¼	44⅞
Gn Dyn 30	15	15⅝	b	45¼
Gn Dyn 35	a	11¼	b	45¼
Gn Dyn 40	5⅜	7¼	9	45¼
Gn Dyn 45	15-16	3⅞	5⅝	45¼
Gn Dyn 50	b	2	3⅝	45¼
Gen Fd 25	8⅞	a	b	33⅞
Gen Fd 30	3⅜	3¼	a	33⅞
Gen Fd 35	3-16	⅞	a	33⅞
Hewlet 40	13⅛	14⅝	b	53½
Hewlet 45	8½	9⅞	b	53½
Hewlet 50	3⅝	6⅛	8⅝	53½
Hewlet 60	1-16	1 7-16	3⅛	53½
H Inns 10	7⅛	b	b	17⅛
H Inns 15	2¼	3⅛	4	17⅛
H Inns 20	1-16	15-16	1 11-16	17⅛
H Inns 25	1-16	¼	11-16	17⅛
Honwll 60	11½	12⅞	b	71⅞
Honwllp 60	1-16	9-16	b	71⅞
Honwll 70	2	5	7¼	71⅞
Honwllp 70	½	2⅝	4	71⅞
Honwll 80	1-16	1¼	2¾	71⅞
Honwllp 80	8½	9	9⅜	71⅞
Honwll 90	a	3-16	¾	71⅞
Honwllp 90	a	19	a	71⅞
In Flv 20	1-16	a	1¼	18⅝
J Manv 20	2½	2½	3	22⅞
J Manv 25	1-16	9-16	1	22⅞
J Manv 30	a	⅛	5-16	22⅞
MGIC 25	2⅛	4⅜	a	27
MGIC 30	5-16	2¼	3½	27
MGIC 35	a	1⅛	2⅛	27
Mobil 35	14⅜	16	16⅞	49¾
Mobil 40	9¾	11¼	12¾	49¾
Mobil 45	5⅛	7⅜	9½	49¾
Mobil 50	1	4½	6½	49¾
Mobil 55	b	2½	4⅛	49¾
N Semi 15	15⅜	b	b	30⅞
N Semi 20	10⅜	11⅜	b	30⅞
N Semi 25	5⅜	7¼	8½	30⅞
N Semi 30	1⅛	4⅛	5¾	30⅞
N Semi 35	b	2⅛	3⅜	30⅞
Occi 15	9¾	9⅞	b	24⅞
Occi 20	5	5¾	6¾	24⅞
Occi 25	½	2 5-16	3½	24⅞
Raythn 50	4½	6¼	a	54½
Raythn 60	a	1 3-16	2½	54½
Rynlds 60	2⅞	5	a	62⅝
Slumb o 73⅜	15⅛	b	b	88¼
Slumb 60	26¼	29¼	b	88¼
Slumb 70	18⅛	19⅞	a	88¼
Slumb 80	8¼	12	13	88¼
Slumb 90	⅝	5⅛	7⅞	88¼
Skylin 10	½	1	1½	10½
Skylin 15	a	1-16	⅜	10½
Southn 10	a	a	1⅞	11⅜
Southn 15	a	1-16	1¼	11⅜
St Ind 60	19	19¾	a	78¾
St Ind 70	9	11	a	78¾
St Ind 80	b	3¾	6¼	78¾
Tx Glf 25	1	2¾	3⅝	25⅞
Tx Glf 30	1-16	13-16	1¾	25⅞
U A L 20	⅛	2⅛	3	20⅝
U A L 25	a	7-16	1	20⅝
U A L 30	1-16	⅛	a	20⅝
U Tech 35	2⅛	3⅝	4½	37
U Tech 40	1-16	1¼	2½	37
U Tech 45	a	a	1	37
J Walt 30	a	1 3-16	a	28¼
J Walt 35	a	3-16	a	28¼
Willms 20	2¼	3	3¾	22¼
Willms 25	1-16	15-16	1¾	22¼

	Dec	Mar	Jun
Bruns 10	2	a	a
Bruns 15	1-16	5-16	⅝
Dow Ch 25	6⅛	6¼	a
Dow Ch 30	1 11-16	3	4
Dow Ch 35	⅛	1 1-16	1¼
Dow Ch 40	a	1⁄8	11-16
Ford 35	2¼	3¼	3⅜
Ford 40	¼	15-16	1½
Ford 45	1-16	¼	½
Gen El 45	2½	a	a
Gen El 50	⅛	1¼	2
Gen El 55	1-16	⅛	a
G M 50	5⅞	6¼	7½
G Mp 50	⅜	1 5-16	2⅛
G M 60	5-16	1⅜	2 1-16
G Mp 60	5⅛	5¾	6½
G M 70	a	3-16	7-16
G Mp 70	15	15⅛	a
Gif Wn 10	a	5¼	b
Gif Wn 15	¼	1⅜	2⅛
Gif Wn 20	1-16	5-16	1¼
I T T 25	15-16	1¾	2 7-16
I T T 30	1-16	⅛	¼
I T T 35	a	1⁄8	b
K mart 25	9-16	a	2¼
K mart 30	1-16	a	a
Kenn C 20	a	5¼	b
Kenn C 25	1	2⅛	3¼
Kenn C 30	⅛	15-16	1 11-16
Mc Don 40	2¼	3⅛	a
Mc Don 45	⅜	1½	2¼
Mc Don 50	a	a	1 3-16
N C R 60	2⅜	4⅞	6⅛
N C R 70	1¼	1 3-16	2⅛
N C R 80	1-16	¼	11-16
R C A 20	2	2 11-16	3¼
R C A 25	3-16	a	1 3-16
R C A 30	1-16	a	b
Sears 15	3⅛	3⅞	4⅝
Sears 20	3-16	¾	1¼
Sears 25	1-16	⅛	½
Syntex 30	4	5¼	5½
Syntex 35	⅛	2¾	3⅝
Syntex 40	5-16	1 1-16	2
Syntex 45	1-16	⅜	1⅛

	Jan	Apr	Jul
Alcoa 45	7¼	a	a
Alcoa 50	2⅛	5½	a
Alcoa 60	½	1¼	a
Am Exp 35	a	9-16	a
Am Tel 50	a	a	5⅛
Am Tel 55	⅛	1⅝	2¼
Am Tel 60	1-16	5-16	b
Atl R 60	15	a	b
Atl R 70	5⅞	a	a
Atl R 80	1	2 5-16	4
Avon 40	3	4¼	5
Avonp 40	1⅛	1¾	2¼
Avon 45	13-16	1 13-16	2⅞
Avonp 45	4⅛	4¼	4⅝
Avon 50	3-16	⅝	1⅛
Avonp 50	8⅞	9¼	9⅝
BankAm 25	1½	2⅛	a
BankAm 30	⅛	⅜	1
Beth S 20	1½	2⅛	2¾
Beth S 25	¼	9-16	15-16
Burl N 50	4⅛	6	7
Burl N 60	¾	1¾	a
Burl N 70	⅛	a	b
Burrgh 70	3	a	a
Citicp 20	2	2¼	a
Citicp 25	3-16	¾	1 3-16
Delta 35	3⅜	4¾	a
Delta 40	¾	1⅝	2¼
Dig Eq 50	12¾	a	a
Dig Eq 60	4¾	a	a
Dig Eq 70	⅞	a	a
Disney 35	3⅛	a	5¾
Disney 40	⅞	a	a
duPnt o 43⅜	11-16	b	b
duPnt o 46⅝	3-16	b	b
du Pnt 35	5¼	6	a
du Pnt 40	1¾	3¼	4⅛
du Pnt 45	⅜	1¼	a
Eas Kd 45	5⅛	6¾	7⅞
Eas Kdp 45	11-16	1⅛	1⅞
Eas Kd 50	2⅛	3⅝	5
Eas Kdp 50	2 9-16	3⅛	3¾
Eas Kd 60	3-16	13-16	1½
Eas Kdp 60	11⅜	11⅝	11⅞
Exxon 50	8	8½	b
Exxon 55	4	4⅞	5¾
Exxon 60	1⅛	2⅜	3¼
F N M 15	1½	a	a
F N M 20	⅛	5-16	¾
Fluor o 33⅜	14⅜	a	b
Fluor o 40	8½	a	b
Fluor 30	18	18½	b

	Dec	Mar	Jun
Bruns 10	2	a	a
Bruns 15	1-16	5-16	⅝
Dow Ch 25	6⅛	6¼	a
Dow Ch 30	1 11-16	3	4
Dow Ch 35	⅛	1 1-16	1¼
Dow Ch 40	a	1⁄8	11-16
Ford 35	2¼	3¼	3⅜
Ford 40	¼	15-16	1½
Ford 45	1-16	¼	½
Gen El 45	2½	a	a
Gen El 50	⅛	1¼	2
Gen El 55	1-16	⅛	a
G M 50	5⅞	6¼	7½
G Mp 50	⅜	1 5-16	2⅛
G M 60	5-16	1⅜	2 1-16
G Mp 60	5⅛	5¾	6½
G M 70	a	3-16	7-16
G Mp 70	15	15⅛	a
Gif Wn 10	a	5¼	b
Gif Wn 15	¼	1⅜	2⅛
Gif Wn 20	1-16	5-16	1¼
I T T 25	15-16	1¾	2 7-16
I T T 30	1-16	⅛	¼
I T T 35	a	1⁄8	b
K mart 25	9-16	a	2¼
K mart 30	1-16	a	a
Kenn C 20	a	5¼	b
Kenn C 25	1	2⅛	3¼
Kenn C 30	⅛	15-16	1 11-16
Mc Don 40	2¼	3⅛	a
Mc Don 45	⅜	1½	2¼
Mc Don 50	a	a	1 3-16
N C R 60	2⅜	4⅞	6⅛
N C R 70	1¼	1 3-16	2⅛
N C R 80	1-16	¼	11-16
R C A 20	2	2 11-16	3¼
R C A 25	3-16	a	1 3-16
R C A 30	1-16	a	b
Sears 15	3⅛	3⅞	4⅝
Sears 20	3-16	¾	1¼
Sears 25	1-16	⅛	½
Syntex 30	4	5¼	5½
Syntex 35	⅛	2¾	3⅝
Syntex 40	5-16	1 1-16	2
Syntex 45	1-16	⅜	1⅛

	Apr	Jul	Oct
Alcoa 45	2¼	a	a
Alcoa 50	5⅛	a	a
Alcoa 60	1½	a	a
Am Exp 35	9-16	a	a
Am Tel 50	a	5⅛	5¾
Am Tel 55	1⅛	2¼	3¼
Am Tel 60	5-16	b	b
Atl R 60	a	b	b
Atl R 70	a	a	a
Atl R 80	2 5-16	4	4
Avon 40	4¼	5	5
Avonp 40	1¾	2¼	2¾
Avon 45	1 13-16	2⅞	3⅛
Avonp 45	4¼	4⅝	4⅞
Avon 50	1⅜	1⅝	2
Avonp 50	9¼	9⅝	10
BankAm 25	2⅛	a	a
BankAm 30	⅜	1	1
Beth S 20	2⅛	2¾	3
Beth S 25	9-16	15-16	1
Burl N 50	6	7	7½
Burl N 60	1¾	a	a
Burl N 70	a	a	a
Burrgh 70	a	a	a
Citicp 20	2¼	a	a
Citicp 25	1 3-16	1⅝	2
Delta 35	4¼	a	a
Delta 40	1⅝	2¼	2¾
Dig Eq 50	a	a	a
Dig Eq 60	a	a	a
Dig Eq 70	a	a	a
Disney 35	a	5¾	6¼
Disney 40	a	a	a
duPnt o 43⅜	b	b	b
duPnt o 46⅝	b	b	b
du Pnt 35	6	a	a
du Pnt 40	3¼	4⅛	4½
du Pnt 45	1¼	a	a
Eas Kd 45	6¾	7⅞	8⅛
Eas Kdp 45	1⅛	1⅝	1⅞
Eas Kd 50	3⅜	5	5⅛
Eas Kdp 50	3⅛	3¾	4
Eas Kd 60	13-16	1½	1⅝
Eas Kdp 60	11⅝	11⅞	12
Exxon 50	8½	b	b
Exxon 55	4⅞	5¾	6
Exxon 60	2⅜	3¼	3½
F N M 15	a	a	a
F N M 20	5-16	¾	¾
Fluor o 33⅜	a	b	b
Fluor o 40	a	b	b
Fluor 30	18½	b	b

	Apr	Jul	Oct
Alcoa 45	2¼	a	a
Alcoa 50	5⅛	a	a
Alcoa 60	1½	a	a
Am Exp 35	9-16	a	a
Am Tel 50	a	5⅛	5¾
Am Tel 55	1⅛	2¼	3¼
Am Tel 60	5-16	b	b
Atl R 60	a	b	b
Atl R 70	a	a	a
Atl R 80	2 5-16	4	4
Avon 40	4¼	5	5
Avonp 40	1¾	2¼	2¾
Avon 45	1 13-16	2⅞	3⅛
Avonp 45	4¼	4⅝	4⅞
Avon 50	1⅜	1⅝	2
Avonp 50	9¼	9⅝	10
BankAm 25	2⅛	a	a
BankAm 30	⅜	1	1
Beth S 20	2⅛	2¾	3
Beth S 25	9-16	15-16	1
Burl N 50	6	7	7½
Burl N 60	1¾	a	a
Burl N 70	a	a	a
Burrgh 70	a	a	a
Citicp 20	2¼	a	a
Citicp 25	1 3-16	1⅝	2
Delta 35	4¼	a	a
Delta 40	1⅝	2¼	2¾
Dig Eq 50	a	a	a
Dig Eq 60	a	a	a
Dig Eq 70	a	a	a
Disney 35	a	5¾	6¼
Disney 40	a	a	a
duPnt o 43⅜	b	b	b
duPnt o 46⅝	b	b	b
du Pnt 35	6	a	a
du Pnt 40	3¼	4⅛	4½
du Pnt 45	1¼	a	a
Eas Kd 45	6¾	7⅞	8⅛
Eas Kdp 45	1⅛	1⅝	1⅞
Eas Kd 50	3⅜	5	5⅛
Eas Kdp 50	3⅛	3¾	4
Eas Kd 60	13-16	1½	1⅝
Eas Kdp 60	11⅝	11⅞	12
Exxon 50	8½	b	b
Exxon 55	4⅞	5¾	6
Exxon 60	2⅜	3¼	3½
F N M 15	a	a	a
F N M 20	5-16	¾	¾
Fluor o 33⅜	a	b	b
Fluor o 40	a	b	b

les faits saillants de la Bourse

MONTRÉAL

Volume:

Vendredi	476,000
Jeudi	603,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans	155	161
Gains	56	35
Pertes	43	73
Inchangées	56	53
Hauts 79	1	1
Bas 79	9	6

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var
50,000	Can Trst Mort	21½	inch
35,175	Consumers Gas	23¾	+¼
29,421	Noranda	18¾	inch
29,000	Cons Imp Min	39	+.19
20,000	Micc Inv	10½	–¼
16,639	Dome Pete	44¼	+1
15,400	Thomson News A	13¼	–¼
15,075	Shell Cda	31¼	+¾
15,000	Dynamic Mns WT	10½	–.01½
11,696	Bell Cda	20	–¼

Inchangées	198 215
Hauts 79	5 4
Bas 79	18 30

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var
122,800	Cda Per Mort	17½	+¾
81,025	Dupont A	22½	+⅝
74,425	Dome Pete	44¼	+1¼
51,857	Gulf Cda	95½	+1½
46,903	IAC	13	–1

Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.
466,893	Calvert Gas	1.00	inch.
122,960	Amal Bonanza	33½	+½
117,150	Cda Southern	9	+¾
71,850	Skye res	9½	+¾
49,899	Ulster	2.90	+.14

TORONTO

Volume:

Vendredi	4,237,000
Jeudi	3,592,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans	634	675
Gains	267	153
Pertes	169	307

NEW YORK

Volume:

Vendredi	20,180,000
Jeudi	26,270,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	1,835	1,873
Gains	1146	826
Pertes	316	586
Inchangées	373	461
Hauts 79	21	10
Bas 79	74	118

Indices Dow Jones:

	Ouv.	Haut	Bas	Clôt.	Var.
30 Ind.	801.62	812.29	799.91	806.48	+8.87
20 Transp.	231.84	235.05	230.72	232.86	+2.63
15 S+P.	98.71	99.80	98.38	99.19	+0.58
65 Comp.	280.42	284.08	279.55	281.93	+2.88

Options trans-Canada (transigées)

Option	Mois	Prix	Vol.	Op. en cir.	Dern. Trans.	Ferm. du Titre
Abitibi	Fb	20	21	1647	55	$17⅞
Alt GA	Fb	25	50	673	100	$23¼
Alt GA	My	25	10	335	$2	$23¼
Alt GA	Nv	22½	5	150	50	$23¼
Alcan	Fb	40 p	10	108	155	$42¾
Alcan	Fb	45	11	398	165	$42¾
Alcan	Fb	50	7	182	40	$42¾
Alcan	My	45	2	410	$3	$42¾
Alcan	My	50	4	243	115	$42¾
Alcan	Nv	40	3	67	$2¾	$42¾
Aquitin	Mr	35	1	45	$4¾	$35
Aquitin	Jn	35	1	10	$6½	$35
Aquitin	Dc	45	15	492	60	$35
Asama	Ja	17½	20	458	175	$18¼
Asama	Ja	20	13	1652	80	$18¼
Asama	Ja	22½	20	607	60	$18¼
Asama	Ap	20	2	486	175	$18¼
Asama	Ap	22½	2	118	125	$18¼
Bell Can	Fb	17½	2	6	$3	$19⅞
Bell Can	Fb	20	2	267	80	$19⅞
Bell Can	Fb	22½	12	892	30	$19⅞
Bell Can	My	22½	15	494	45	$19⅞
Brscn A	Fb	22½	5	502	165	$21½
Brscn A	Fb	25	10	1293	100	$21½
Brscn A	My	22½	2	468	$2½	$21½
Brscn A	Nv	20	5	72	155	$21½
Bk Mtl	Fb	22½	5	347	125	$22
Bk Mtl	Fb	22½p	1	34	115	$22
Bk Mtl	My	20	15	566	50	$22
Bk Mtl	My	20	20	10	$3½	$22
Bk Mtl	My	22½	14	482	$2¼	$22
Bk Mtl	My	25	16	461	110	$22
BP Can	Ja	40	40	463	115	$34¾
Bow Val	Ja	25	20	9	$18¼	$41
Bow Val	Ja	40	20	604	$5½	$41
Bow Val	Ja	45	43	758	$3¼	$41
Bow Val	Ja	45 p	1	2	$5	$41
Bow Val	Ap	40	1	66	$8½	$41
Bow Val	Ap	45	1	250	$6	$41
Bow Val	Jy	45	1	2	$8¼	$41
CBth A	Jy	12½	3	6	$2⅜	$13⅛
C Gas	Mr	25	5	1	144	140
C Gas	Dc	25	5	95	50	$23¾
CP Ltd	Fb	30	10	204	$5⅜	$35⅛
CP Ltd	Fb	30 p	10	59	80	$35⅛
CP Ltd	Fb	35	3	321	$1⅛	$35⅛
CP Ltd	My	32½p	5	11	$2½	$35⅛
CP Ltd	My	35	1	219	$3¼	$35⅛
CP Ltd	Nv	30	20	175	$4¾	$35⅛
CP Ltd	Nv	32½	44	218	$2¼	$35⅛
CP Ltd	Nv	35	12	239	50	$35⅛
Denis	Ja	27½p	1	16	125	$30¾
Denis	Ja	30	21	177	$3	$30¾

Option	Mois	Prix	Vol.	Op. en cir.	Dern. Trans.	Ferm. du Titre
Denis	Ja	35	5	123	115	$30¾
Dom M	Ja	50	3	95	$2½	$43¾
Dom M	Ja	55	4	46	105	$43¾
D Pete	Ja	35	13	310	$11¼	$44¼
D Pete	Ja	40	25	570	$6⅞	$44¼
D Pete	Ja	40 p	12	391	170	$44¼
D Pete	Ja	45	216	1912	$3¾	$44¼
D Pete	Ja	45 p	33	255	$3½	$44¼
D Pete	Ja	50	450	4670	$2	$44¼
D Pete	Ja	50 p	19	159	$6¾	$44¼
D Pete	Ja	55	196	4600	100	$44¼
D Pete	Ap	40	7	156	$8¾	$44¼
D Pete	Ap	45	25	238	$6¼	$44¼
D Pete	Ap	50	48	857	$4¼	$44¼
D Pete	Ap	50 p	1	98	$7¼	$44¼
D Pete	Ap	55	30	763	$2½	$44¼
D Pete	Jy	40 p	1	1	$3	$44¼
D Pete	Jy	45	35	343	$8⅛	$44¼
D Pete	Jy	45 p	12	31	$5½	$44¼
D Pete	Jy	50	49	254	$6¼	$44¼
D Pete	Jy	50 p	5	3	$8¾	$44¼
D Pete	Jy	55	147	453	$4¾	$44¼
D Pete	Jy	55 p	3	34	$5⅜	$44¼
Gulf C	Fb	70	1	86	$29	$95½
Gulf C	Fb	70 p	10	55	80	$95½
Gulf C	Fb	80 p	23	98	$2¼	$95½
Gulf C	Fb	90	4	170	$14	$95½
Gulf C	Fb	90 p	1	55	$6	$95½
Gulf C	Fb	95	3	360	$10½	$95½
Gulf C	Fb	100	6	451	$9	$95½
Gulf C	Fb	110	21	647	$5½	$95½
Gulf C	My	70	1	31	$32	$95½
Gulf C	My	95	9	82	$16	$95½
Gulf C	My	100 p	5	9	$12	$95½
Gulf C	Nv	50	8	62	$46¾	$95½
Gulf C	Nv	55	3	42	$40¼	$95½
Gulf C	Nv	60	8	92	$35¼	$95½
Gulf C	Nv	70	5	89	$26	$95½
Gulf C	Nv	75	70	114	$21½	$95½
Gulf C	Nv	80	8	265	$16¾	$95½
Gulf C	Nv	85	8	125	$11½	$95½
Gulf C	Nv	90	30	499	$6⅜	$95½
Gulf C	Nv	90 p	13	80	40	$95½
Gulf C	Nv	95	61	672	$2½	$95½
Gulf C	Nv	95 p	9	52	160	$95½
Gulf C	Nv100		185	1678	70	$95½
Husky	Ja	70	50	68	$6	$72
Husky	Ja	80	2	161	125	$72
Husky	Ap	60	1	11	$14	$72
Husky	Ap	75	5	43	$5	$72
Husky	Ap	80	10	181	$2½	$72
IAC	Jn	15	5	5	125	$13
IOil A	Fb	35	17	454	$7¾	$41½

Option	Mois	Prix	Vol.	Op. en cir.	Dern. Trans.	Ferm. du Titre
IOil A	Fb	40	53	1210	$4⅜	$41½
IOil A	Fb	45	29	1687	$2¼	$41½
IOil A	My	40	6	291	$6¼	$41½
IOil A	My	45	3	519	$3½	$41½
IOil A	Nv	30	4	207	$11¼	$41½
IOil A	Nv	35	49	537	$6½	$41½
IOil A	Nv	40	46	1094	175	$41½
IOil A	Nv	40 p	20	31	50	$41½
IOil A	Nv	45	35	1203	5	$41½
Kaiser	Ja	30	20	442	125	$27¼
Kaiser	Ap	35	9	141	150	$27¼
Labat A	Ja	22½	5	586	105	$22¾
Labat A	Ja	25	3	848	40	$22¾
Labat A	Ap	22½	20	202	175	$22¾
Labat A	Ap	27½	1	36	50	$22¾
MB Ltd	Fb	22½	33	172	150	$22⅝
MB Ltd	Fb	25	4	349	70	$22⅝
MB Ltd	My	25	7	77	150	$22⅝
MB Ltd	My	27½	8	374	90	$22⅝
MB Ltd	My	30	60	179	65	$22⅝
MB Ltd	Nv	22½	10	154	50	$22⅝
MB Ltd	Nv	25	5	427	5	$22⅝
Moore	Fb	35	100	139	100	$33¼
Inco	Fb	20	22	368	$3⅛	$27⅛
Inco	Fb	22½	71	1215	180	$27⅛
Inco	Fb	25	46	2101	95	$27⅛
Inco	Fb	25 p	2	95	$3½	$27⅛
Inco	Fb	27½	7	1219	45	$27⅛
Inco	My	20	12	184	$4½	$27⅛
Inco	My	25	20	502	175	$27⅛
Inco	Nv	20	6	327	190	$27⅛
Inco	Nv	22½	10	887	20	$27⅛
Norcn	Fb	25	13	1452	$2⅞	$25½
Norcn	Fb	25 p	2	51	180	$25½
Norcn	Fb	27½	32	965	160	$25½
Norcn	Fb	30	23	1731	105	$25½
Norcn	My	20	5	91	$7¼	$25½
Norcn	My	22½	1	133	$5¼	$25½
Norcn	My	25	11	336	$4⅝	$25½
Norcn	My	27½	19	316	$2¾	$25½
Norcn	My	30	13	972	$2⅛	$25½
Norcn	Nv	22½	22	542	$3¼	$25½
Norcn	Nv	25	112	1753	75	$25½
Norcn	Nv	25 p	10	58	60	$25½
Norcn	Nv	27½	23	1108	15	$25½
Norcn	Nv	30	47	1715	1	$25½
Noran	Fb	15	10	881	$4	$18⅛
Noran	Fb	17½	9	239	$2½	$18⅛
Noran	Fb	20	3	1474	110	$18⅛
Noran	My	20	25	562	$2⅛	$18⅛
Noran	Nv	15	3	588	$3⅛	$18⅛
Noran	Nv	16⅝	3	1035	190	$18⅛
Noran	Nv	18⅜	120	1235	30	$18⅛

Option	Mois	Prix	Vol.	Op. en cir.	Dern. Trans.	Ferm. du Titre
Nor Tel	Ja	40	4	15	$9	$47¾
Nor Tel	Ja	50	6	50	$2	$47¾
Rang	Ja	30	4	211	$10¾	$40⅝
Rang	Ja	32½	5	115	$8¾	$40⅝
Rang	Ja	35	22	164	$7½	$40⅝
Rang	Ja	35 p	11	22	115	$40⅝
Rang	Ja	40	32	340	$4¼	$40⅝
Rang	Ja	45	3	187	185	$40⅝
Roy Bk	Ja	35	15	43	$2	$36½
Roy Bk	Ap	40	1	62	175	$36½
Roy Bk	Jy	40	2	4	$3¼	$36½
Shell C	Fb	20	10	108	$11½	$31¼
Shell C	Fb	25	2	284	$7¾	$31¼
Shell C	Fb	27½	32	394	$4¾	$31¼
Shell C	Fb	27½p	10	10	120	$31¼
Shell C	Fb	30	110	618	$3⅞	$31¼
Shell C	Fb	32½	3	553	$2	$31¼
Shell C	Fb	35	18	535	$2	$31¼
Shell C	My	25	4	189	$8¾	$31¼
Shell C	My	27½	20	212	$6¾	$31¼
Shell C	My	30	26	408	$5⅝	$31¼
Shell C	My	32½	16	345	$4⅛	$31¼
Shell C	My	35	10	445	$3	$31¼
Shell C	Nv	25	16	65	$6½	$31¼
Shell C	Nv	27½	6	106	$2⅜	$31¼
Shell C	Nv	30	14	299	100	$31¼
Stlco A	Fb	25	1	80	190	$25⅛
Total P	Ja	20	4	166	$8	$27⅛
Total P	Ja	22½	19	358	$6	$27⅛
Total P	Ja	25	32	1301	$4	$27⅛
Total P	Ja	25 p	6	99	175	$27⅛
Total P	Ja	27½	45	1123	$2¾	$27⅛
Total P	Ja	30	49	2048	180	$27⅛
Total P	Ja	30 p	4	12	$4⅛	$27⅛
Total P	Ap	20	10	32	$8¾	$27⅛
Total P	Ap	22½	4	50	$6⅞	$27⅛
Total P	Ap	25	29	413	$5⅝	$27⅛
Total P	Ap	25 p	5	18	$2½	$27⅛
Total P	Ap	27½	13	328	$4	$27⅛
Total P	Ap	30	17	459	$3½	$27⅛
Total P	Jy	22½	1	10	$7¼	$27⅛
Total P	Jy	25 p	2	9	$2½	$27⅛
Total P	Jy	27½	15	29	$5¾	$27⅛
TrC PL	Nv	20	2	67	$2½	$23
Segrm	Ja	45	10	62	100	$41¼
Wcoast	Mr	17½	2	1080	30	$31¼
Wcoast	Jn	15	4	303	115	$31¼
Wcoast	Dc	15	4	1945	25	$31¼
Wcoast	Dc	17½	2	868	10	$31¼
Total volume			4418.			
Total open interest			154129.			

Open interest: Total des contrats achetés mais non levés ou liquidés.

MONTRÉAL

INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

	Ind.	Ser. pub.	Banques	Comp.	Pap.
Var. 9 nov.	+1.93	+2.68	+1.40	+2.07	−0.78
Fer. 9 nov.	294.31	225.87	276.91	279.02	155.36
Hauts 79	334.72	257.07	334.76	317.19	187.18
Bas 79	218.32	194.96	274.14	224.93	152.41
Hauts 78	233.20	200.22	313.63	228.01	163.16
Bas 78	162.70	135.94	228.01	170.78	90.88

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1979 Haut	1979 Bas
Abitibi	14016	$18½	17⅞	17⅞	–½	$21⅜	17
Abitibi Asb	4756	61	61	61	+4	95	61
Agnico E	500	$6⅞	6⅞	6⅞		59	5⅞
Alta Gas T	25145	$23¼	22½	22¾	–¼	$28¼	15
Alta Gf J	7250	$32¼	31½	32⅛	–⅜	$39	24⅝
Alcan	19325	$43⅞	42½	42⅞	–1	$48½	38¼
Algoma	2192	$28⅞	28	28¼	–⅝	$33¼	26½
Algoma A	100	$25	25	25		$27½	24⅝
Alum pr B	500	$40	40	40		$42	38½
Alum pr C	4100	$25½	25	25½	+⅛	$28¼	25
Aquitaine	18716	$36¾	34	35	–2¼	$47½	20¼
Arg pr C	3500	$6⅝	6¼	6⅜		$15½	6¼
Asbestos	1127	$39	38	38¼	–⅝	$52	36½
Astral	500	250	250	250	+5	275	180
Bakertalc	7000	36	33	35	+2	41	20
Bank Mtl	25810	$22⅛	21⅞	21¾	–¼	$27½	21¼
Bank NS	23563	$22¼	21¼	21¾	–¼	$25½	20⅝
Bque Nat	35978	$13	12⅛	12⅜		$13	12⅛
Bq Epargne	3676	$18½	18	18½		$29	17½
Bateman	64000	13½	10½	13½	+3½	23	2
Bell Canad	50107	$20½	19¾	20	–¼	$23⅛	18¼
Bell pr G	2990	$24¾	24¼	24½	–¼	$28¼	22½
Belchas	6000	65	40	65	+15	80	11
Bluewtr	400	$15¾	15	15¾		$23¼	9
BM-RT un	21915	$9¼	9½	9½	–¼	$13½	9½
Bomb Inc	1737	$11½	10½	10⅝	–⅛	$14	10½
Borealis Ex	1000	400	400	400	–112	80	70
BP Can	15160	$43⅞	34½	34⅞	–2¼	$41¼	21
Brcan A	5185	$32¼	21⅜	21⅝	–⅜	$28	18¼
Brcan pr E	2700	$25½	25⅛	25½	+¼	$28⅛	25
B C Forest	5200	$22¼	22⅜	22¼	+¼	$27¼	19
BC Phone	1800	$15⅞	15⅜	15⅝	–⅛	$18½	14¼
BrCon Oil	7000	20	20	20	–7	27	11
Brinco	4875	$6⅜	6½	6⅝	+⅛	$9⅝	6⅛
Brunswk	1100	$8¼	8¼	8¼	+½	$11¼	6
Cadillac Ex	68070	193	150	160	–5	230	55
Cad Fxw	100	$18	18	18		$23½	10
Cal pw A	625	$40½	40½	40½	+⅛	$46¼	39½
Cda Cem	2475	$12⅛	11⅝	11⅝	–⅛	$14⅜	10¼
C Cem C	1399	$14⅜	14½	14⅜	–⅛	$17	14¼
Canrav Res	5350	$9⅜	9⅛	9⅛	–⅜	10¾	9⅛
C Perm Mortg	212	$17	17	17		$22¼	16¾
C P un	240	$7½	7½	7½		$8¼	7½
C South Rail	110	$57	55	55	–2	$120	41
C Trust A	150000	$21½	21½	21½		$27¼	21½
C Cellulose	515	$8¼	8	8	–⅜	$10¾	7½
C Imp Bank	10215	$23⅞	23⅜	23⅝		$31¼	23⅛
CIL	158	$24½	24½	24½	+¼	$24½	20½
C Marconi	400	$14¼	14¼	14¼		$18	8⅝
CP Inv	13260	$32½	31¼	32⅜	–⅛	$36¾	23¼
Cdn Tire A	33920	$25¼	24⅝	24¾	–1	$32	24⅝
C Util	390	$18	17¾	18		$21	16¼
Canron A	420	$12¼	12¼	12⅜	+⅛	$15½	11⅝
Cantol	830	210	175	210	+10	395	175
CP Ltd	45182	$35⅛	33¾	35½	+⅛	$40⅛	23¾
CP pr B	1500	$7¾	7⅜	7⅜		$8½	7⅜
Capital Dyn	2200	50	50	50		78	35
Carl Ok	6314	$5¼	5	5⅛	–⅛	$6⅝	465
Celanese	4915	$5¼	480	5	–¼	$6⅛	365
Charter Ind	200	120	120	120		120	110
Chieftain	1900	$30	27	30	+2½	$33	14⅛
Chrysler	3921	$9⅝	9⅜	9⅛	–¼	$13½	8¼
Cockfield	1600	460	460	460		5¼	450
Cominco	4309	$44¾	43¾	43¾	–2¼	$49⅝	31⅝
Cominco A	700	$25	24¾	25	–⅛	$28	24¼
Cons Imp	37560	42	20	39	+20	42	12
C Bath A	14235	$13⅜	12¾	13	–⅛	$15⅛	11⅛
C Bath pr	400	$16½	16½	16½		$19¾	16½
C Sum	3075	15	15	15		26	3
C Text	1400	$8	7¼	7½	–⅜	$8¾	355
Con Gas	49841	$24⅛	23½	23¾	–¼	$27⅞	18½
David D	1000	100	100	100		150	100
Denison	220	$30¼	30¼	30¼	–1½	$35¼	18½
Dome Pete	47499	$45¼	42	44¼	–1¼	$55⅞	23⅞
D Bridge	2524	$36	34½	35	–1	$43¾	30⅛
Dofasco A	1198	$31½	30¾	30¾	–½	$35½	30¾
Dom Store	13900	$19	18⅝	18⅝	+⅛	$21	17
Domtex	29668	$13¾	12¾	13	–½	$15	11⅜
Domtar	122315	$23⅞	23½	23½	–½	$29¼	23⅛
Domtar pr	550	$11½	11⅛	11½		$13¼	11⅛

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1979 Haut	1979 Bas
Donohue	250	$14½	14⅜	14½	+ ⅛	$17⅞	14⅜
Dumgmi	7950	300	270	300	+15	400	210
Dumont	105000	64	56	56	–1	79	8
DuPont A	660	$22¼	22¼	22¼	– ⅜	$23½	16⅝
Dyn Mn	22500	68	50	52	–14	99	48
Dyn M Wts	47000	12	10½	10½	+ ½	20	6
Min est M	3700	175	173	175	+4	235	150
East Bak	400	$7¼	6½	7¼		$7½	5⅝
Emco	200	$9¾	9¾	9¾		$12¼	9½
Enheat A	200	375	375	375		5	375
Fal Nck A	155	$64⅜	64⅜	64⅜	– 3⅜	$83½	33½
FCA Inter	8700	281	275	281	+5	370	250
Fraser	800	$14½	14½	14½	– ⅜	$17½	13¾
Fulcr 6p	150	$10⅛	10¼	10⅛		$10⅛	8⅝
Gaz Metr	2928	$5⅝	5⅜	5⅜	– ⅛	$7½	5¼
Genstar	10067	$22⅜	20½	21	– 1½	$27¾	18⅜
Globe pr A	1200	$23	23	23	+ ½	$26	22½
Goldex	5000	75	75	75	+1	140	35
Gma Lee	10200	160	150	155	+5	195	130
GBC pr	570	$26¼	26¼	26¼		$29⅜	26¼
Gr Coast	3500	54	50	50	–5	105	27
Gulf Can	17672	$96½	93	95½	+1	$111	36
Hawker	1725	$15⅜	15¼	15¼	+ ⅛	$17⅜	8½
Hollg A	231	$43	43	43	+1	$47	38
Home A	1955	$92⅜	92	92¼	+ ¼	$92⅜	42¾
H Bay MS	1940	$22⅛	21½	21⅝	– ¾	$28¼	19¼
H Bay Co	77162	$24¾	23¾	23¾	– 1⅛	$35½	19⅜
H Bay pr A	1814	$23⅜	21⅞	21⅞	– ⅛	$24	21
Husky Oil	2750	$68¼	67½	67¾	+2¼	$74	43¼
IAC	9611	$14⅞	12¼	13⅜	– 1⅛	$19½	12¼
In Accept p	375	$84½	84¼	84½		$84½	77
Imp O A	45778	$42¼	40¾	41⅝	– ⅛	$45⅝	24⅞
Imasco	3020	$42¼	42	42	+1	$47	37
Inco	25866	$22¼	21½	21¾	– ⅜	$27¾	18¾
IU Int	8619	$14⅞	14¼	14½	– ⅜	$17¾	11⅞
IPL A	6060	17	16½	16¾		$21	15½
Int Rock	1500	55	52	55	+5	60	35
Ivaco	3950	$16	14¼	14⅜	– 1⅜	$20	11¼
Kaiser Re	9750	$26⅞	26½	26½	+ ¼	$35⅜	16
Kiena	12740	59	73¢	81¢	+ ¼	$1¼	23¢
Labatt A	4708	$22⅞	22½	22½	– ¼	$26¼	20¼
Ladubor	18400	105	95	100	–10	145	22
Laur F pr E	300	$12¼	12	12	+ ½	$15¾	11½
La Vrdy	300	$7¼	7¼	7¼	– ½	$10	5⅞
Lobl B	200	375	375	375	–5	460	375
Lynx Exp	27000	45	38	40	–8	52	25
Maclarn A	500	$23	22½	22½		$23	17
Mclean H A	400	$20⅜	20¼	20⅜		$24	18⅜
MB Ltd	6601	$23¾	22½	22½	– 1¼	$30	21½
Maislin	500	475	475	475		615	385
Mrt Tel	400	$23	22¾	22¾	– ¼	$27¼	22½
Mark Spen	100	$8	8	8		$9	7¼
Mass Fer	6838	$11	10⅜	10½	– ¾	$15½	10⅜
Massval	1500	20	20	20		40	10
Mercantl	2435	$14⅝	14¼	14⅝	+ ⅛	$16⅞	13½
Micc In	20000	$10½	10½	10½	– ¼	$14	9½
Mid Ind	3100	41	41	41		50	41
Molson A	507	$23½	22½	22½	– ½	$28	22½
Molson B	200	$21¼	21¼	21¼	+ ½	$26½	21
Monenco A	600	$10⅜	10⅜	10⅜		$13⅛	10⅜
Mnt Trst	250	$17	16¼	16¼		$22½	16
Moore	11628	$33⅞	32⅞	32⅞	– ⅝	$40	32⅞
Muscoch	33225	180	155	175	+1	225	43½
Nat Cble p A	100	$8¾	8¾	8¾		$10⅝	8¾
Newfld A	3876	$17¾	17¼	17⅝		$21¾	17

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1979 Haut	1979 Bas
Newfld E	400	$9¼	9¼	9¼	+ ⅛	$11	9⅛
Nfld Tel	700	$10¾	10⅝	10¾		$12	10⅜
Nfld Tel pr C	500	$19¼	19¼	19¼		$22	19¼
N Insco	17300	46	41	45	+5	60	30
Normick	800	$7¼	7	7	– ⅛	$10½	6
Noranda	70123	$19	18	18⅛	– ⅞	$21⅞	12½
NA Rare	16000	12	10½	11½	– 1½	31	6½

NEW YORK

INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK

	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	57.74	+0.72
INDUSTRIELLES	64.92	+0.82
TRANSPORTS	46.56	+0.75
SERVICES PUBLICS	35.88	+0.35
FINANCE	59.73	+0.83

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
ACF In	6	53	32⅛	32¼	32⅛+	⅛
AMF Inc	6	304	14⅞	14¾	14¾	
AM Intl	12	832	13⅜	13	13¼+	⅛
APL Cp		105	10⅜	10⅜	10⅜	
ARA Sv	6	118	33¼	33	33¼+	⅛
ASA Ltd		1048	31⅛	29¼	30½+	1¼
ATO Inc	4	9	9	8¾	9 +	⅛
Abbt Lb	13	426	37⅜	36¾	37¼+	½
Acme Cl	5	18	21½	21⅛	21½+	⅜
Aetna L	5	1558	31½	31⅛	31½+	½
Alleen		40	2½	2¼	2⅜	
Air Prd	8	1507	28⅜	27¾	28⅜+	¾
Airb Ft	8	80	20½	20⅛	20¼+	⅛
Alcona	6	87	12¾	12¼	12¾+	½
Alask In	22	317	30⅞	30⅜	30⅞+	⅞
Alberto	8	37	7⅜	7⅛	7⅜+	¼
Alcan	4	128	36¼	36⅛	36⅛	
Alco Std	7	72	32¼	31½	32¼+	¾
Alexdr	7	118	6½	6¼	6⅜+	⅛
Alleg Cp	6	52	25	24	24⅜+	⅝
Allg Lud	4	26	23	22⅝	23 +	⅜
Allg Pw	7	269	15⅛	14¾	15⅛+	⅜
Allen Gp	6	162	14⅝	14½	14⅝+	⅛
Alld St	6	86	23⅜	23	23½+	⅜
Allis Ch	5	83	34⅜	34	34¼+	⅜
Allr Au	8	32	15	14⅝	15 -	⅛
Alcoa	4	167	52¼	51⅛	51¾+	⅝
Am Sug	7	236	21⅜	20⅛	20⅜ -	¾
Amax 1.80	7	1277	38⅜	38	38	
Amcord	8	143	32¼	32⅛	32⅛ -	⅛
A-Hessb	4	641	39⅜	39	39⅜+	⅝
AmAir	3	499	9⅛	9¼	9¼ -	¼
A-Brnd	5	73	61¼	60⅜	61⅛+	⅛
ABC	7	1656	39⅞	38⅞	38⅞+	⅜
Am Can	5	74	35⅛	34⅞	35⅛+	¼
A Cyan	9	783	30½	29⅝	30	
A DisTel	7	37	17⅝	17⅜	17⅜+	¼
Am-EIP	8	1402	17⅞	17¾	17⅞+	⅛
Am Exp	6	641	29	28⅜	28¾+	⅝
A Gnins	5	61	34¾	34¼	34⅝+	⅜
Am Hoist	6	574	21⅜	21	21⅜+	⅜
A Home	11	1147	27⅛	26¾	26⅞+	⅜
Am Hosp	11	855	30⅛	29¾	29⅞+	⅜
AMI	10	143	25⅜	25	25⅛+	⅛
Am Mot	3	653	7⅛	6⅞	7 +	⅛
ANat R	10	93	42⅛	41½	41¾+	¼
A Stand	6	135	51½	50¾	50¾+	⅝
A Sterli	8	79	7⅝	7⅜	7½	
Am TT	7	1656	53½	53	53¼+	⅝
Amfac	5	153	21	20⅜	21 +	⅛
Amp In	11	229	35¾	35	35¾+	½
Ampco	8	19	19	18¾	19 +	⅛
Ampex	10	259	16⅝	15¼	16¼+	1
Am Star	7	356	18⅞	17⅞	18 -	¼
AnalgD	15	37	19⅞	19⅜	19⅜+	⅜
Anchr H	5	60	14⅞	d14⅛	14¾+	⅜
Angelica	6	65	5¾	5⅝	5¾+	⅛
Anixter	6	24	15	14⅞	14⅝ -	⅛
Apache	13	251	31¾	30⅞	31½+	¾
Apld Di	7	136	7⅞	7	7	
Arcat C	6	37	22	21⅜	21⅝ -	½
Arch D	13	770	u27	25⅞	26⅛+	⅜
Arct ent	13	12	5⅝	5½	5½	
Ariz P	26	762	17⅜	d16⅞	17 -	⅛
Arlen RI		41	2¾	2⅝	2¾+	⅛
Armco St	5	157	24⅛	23⅜	24 +	½
Armst Ck	6	138	15⅜	15	15⅛	
Arm R	4	8	17⅞	17⅞	17⅞	
Asarco	3	372	24¾	24⅛	24⅜+	½
Ashld O	7	552	39¾	38⅞	39¼+	⅝
Asd Drg	6	120	17	16¾	16¾+	⅛
Atl Rich	9	879	73½	72⅞	73⅜+	¾
Atlas C		17	14⅞	14⅝	14⅝	
Auto Dat	16	105	37⅜	37⅛	37⅛+	⅜
Avco Cp	3	4346	26¾	24⅜	26¼+	2¼
Avco Pf		27	65¾	62½	65 +	4¾
Avemco In	8	66	18½	18⅛	18½+	½
Avnet	6	284	22⅝	22	22¼+	⅜
Avon	10	942	41½	40¾	40⅞+	⅛
Bache	6	52	10¼	10	10¼+	⅛
Bakr Int	16	321	49¼	48	49¼+	1⅜
Bald U	6	44	30⅞	30½	30½ -	⅛
Ball Cp	5	5	23	22¾	23 +	⅜
Bally	22	3218	32⅛	31⅜	31⅝+	¾
Bandag	8	9	15¾	15⅝	15⅝ -	⅛
Bangr P	4	20	22	21⅝	21⅞+	⅜
Bk of Va	4	62	13¼	12⅞	13¼+	¼
Bnk Am	6	460	25⅛	25	25⅛+	⅛
Bank Tr	4	70	38¾	37⅞	38⅜+	¾
Bard C	9	383	12⅛	d11⅞	11⅞+	⅛
Bausch L	10	728	u32¼	30¼	32 +2	½
Baxt Tr	13	438	44½	43⅝	44½+	⅞
Beat Fd	8	820	20½	20⅛	20⅜+	⅛
Beckmn	15	483	26⅝	26⅜	26⅝+	⅛
Bect Dic	10	110	29	28	29 +1	
Beech	11	506	38⅛	38	38¼+	½
Belco Pt	7	179	39¾	38⅜	39⅛+	1⅛
Belden	4	x61	23¾	23⅛	23¾+	⅛
Bel How	11	46	18½	18	18½+	½
Bell Ind	6	55	11	10⅝	10⅞+	⅜
Bell Can		11	16⅞	16¾	16¾	
Bendix	6	48	41⅛	40¾	40¾	
Benfl Cp	5	455	25¼	24⅞	25	

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Benguet	11	189	3⅜	3¼	3⅜	
Berk P	9	98	31⅜	3	3⅛+	⅛
Beth Stl	3	363	20⅝	20¼	20½+	½
Black D	9	1244	20⅛	19¾	19⅞+	¼
Blair Jhn	6	11	20¼	20	20¼+	⅜
Bliss L	5	16	18½	18⅜	18½+	½
Block H	9	10	23⅜	23⅛	23⅜+	¼
Blue Bel	5	x96	25⅛	25	25⅛+	½
Bluebird	8	12	13½	13½	13½	
Bob Brk	3	51	3⅞	3¾	3⅞+	⅛
Boeing	6	1124	44⅞	44	44⅝+	⅞
Bois Cas	5	338	33	32⅝	32⅝+	⅛
Borden	6	164	25⅜	25	25¼+	¼
Borg W	5	71	32⅞	32½	32⅞+	⅜
Bos Edis	6	50	20⅜	20⅛	20⅜+	¼
Braniff	9	593	7⅞	7⅝	7¾+	⅛
Brist My	10	854	32⅞	32⅛	32⅞+	¼
Brit Pet	6	85	30¾	30⅜	30¾+	⅜
Brkwy Gl	11	9	13	12⅞	13	
Bwn Shp	5	22	20¼	20	20⅛ -	⅛
Brwn C	6	16	18	17⅞	18 +	⅛
Brwn Fr	8	109	12⅝	12⅝	12⅝	
Brnswk	5	281	11⅝	11⅜	11½ -	⅛
Bucy Er	6	x68	19⅛	18⅞	18⅝+	¼
Buf For	7	4	31⅜	31	31⅜+	⅜
Bunkr H		11	16¾	16½	16⅝+	¼
Bunk Ra	6	148	23¾	23	23½+	⅜
Burl Ind	5	170	15¼	15	15	
Burl Nor	8	237	52⅜	51½	51⅝+	⅛
Burndy	9	32	28⅞	28½	28⅝+	⅛
Burrghs	10	1222	69¾	69¼	69½+	½
Butte	41	52	11⅜	11⅛	11⅛+	⅛
CY BS	7	257	45⅞	45⅛	45⅝	
CCI	4	62	6¾	6¼	6¾+	⅜
CIT Fin	8	767	57⅜	56⅛	57⅜+	¾
CLC Am	30	15	8⅜	8	8⅜+	⅛
CNA Fi	3	49	13¼	13⅛	13⅛+	¼
CPC Int	7	209	54½	54⅛	54¼+	⅜
CTS Cp	8	37	18¾	18⅛	18⅜+	⅛
Cabt C	6	69	39⅞	39¼	39½+	½
Cadence	6	22	15½	15¼	15¼+	¼
Caesars s	49	2356	17¼	16⅝	17⅛+	¼
Callahn	8	24	20½	20¼	20½+	¼
Camp RL		60	21¼	20⅞	21 -	⅛
Cam Sp	7	49	28⅞	28⅜	28¾+	⅛
Cdn Pac		620	29½	28½	29½+	1
Cap Cit	10	58	43¾	43¼	43¼+	⅜
Cap Hold	7	178	20⅞	20½	20¾	
Carling O		8	4¼	4⅛	4¼	
Carr Cp		1	11	11	11	
Cart Hw	7	271	18	17⅝	17⅞+	½
Cart W	7	20	6⅝	6½	6½	
Castl Ck	8	100	14⅝	14¼	14½+	⅛
Catrp T	7	1046	50⅞	50⅜	50¾+	⅝
Celanse	4	88	41⅜	41	41⅜+	⅜
Cenco	13	171	5¼	5⅛	5⅛+	
Centex	10	28	27⅛	26¾	27⅛+	⅛
Cen SW	6	1377	13⅜	13	13⅜+	
Cen TUt	8	59	25	25	25	
Cessna	8	195	20½	18¾	20⅜+	1½
Chmp I	5	104	23⅜	23¼	23½+	¼
Chmp S	7	290	10	9⅝	10 +	⅜
Chart Co	4	1185	38¾	37¾	38 +	½
Chase M	4	451	35⅞	35⅛	35¾+	½
Chelsea	3	58	10⅜	10	10 -	⅛
Chm NY	4	43	35⅛	35⅛	35⅛+	¼
Ches P	9	81	23⅜	23⅛	23⅛+	¼
Chessie	5	95	25⅛	25¼	25¼ -	⅛
Choc FN	6	28	3¾	3⅝	3¾+	⅛
ChrisCft	9	36	17⅞	17¾	17¾	
Chromi	5	307	21⅞	21	21½+	½
Chrysler		437	7½	7⅜	7½+	⅛
Cin Mil	8	64	22⅜	20⅞	22⅛+	1⅜
Citicrp	5	670	21½	21⅛	21¼+	⅛
Cities Sv	10	667	76	75	76 +1	¼
City Inv	4	332	17⅞	17⅝	17⅞+	¼
City Inv w		13	1⅝	1½	1⅝	
Clark Eq	5	106	38	37½	37¾+	½
Clark Oil	5	42	26⅛	26¼	26⅝+	⅜
Clev Clf	8	2	30½	30½	30½+	¾
Clev E	7	270	16¼	16	16	
Clorox	6	179	10	9⅞	10 +	⅛
Cluet P	5	74	9	8¾	9 +	¼
Cst SGas	7	991	28	26⅞	27⅜+	1
Coca Btl	8	456	6⅜	5⅞	5⅞ -	⅛
Coca Col	10	973	34⅜	33⅝	34 +	½
Cldw Bk	5	x68	14⅝	14⅛	14⅜	
Cole Nt	6	x3	12¼	12¼	12¼+	¼
Coleco		38	4¼	4⅛	4⅛	
Colg Pal	6	386	14	13⅞	13⅞ -	⅛
Col Aik	4	36	7⅞	7⅝	7⅞+	⅛
Col Penn	5	152	20⅞	20⅝	20¾+	⅛
Colt In	5	136	43¾	42⅝	43⅝+	1
Col Gas	8	116	33⅞	33¼	33¼+	¼
Col Pic	7	642	28⅜	27¾	28 -	⅛
Col SoH	9	69	22¼	21¾	22¼+	1
Cmb En	9	219	49¾	47	48¾+	2⅛
Cmb Eq		183	10¼	9⅝	10¼+	1
Com Ed	7	1076	20	19⅞	19⅞	
Comsat	7	66	36¾	36	36¾+	¾
Cmpugrp	10	233	35½	34½	35¼+	¾
Comp Sc	12	148	15¼	15⅛	15⅛+	⅛

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Congolm	8	377	34¾	34¼	34⅝+	⅛
Cont Oil	6	861	43⅝	43	43½+	1
Con Ed	5	288	22⅛	21⅞	22 +	⅛
Con Fds	6	289	24⅜	24	24¼+	⅜
Con Frt	4	41	23¼	23	23⅛+	⅛
Con NGs	6	64	37	36½	36½	
Con Pow	5	237	19¼	19	19⅛ -	⅛
Cont Air	3	448	9⅛	8⅞	8⅞ -	⅛
Cont Corp	5	x319	25¼	24¾	25¼+	⅝
Cont Gp	6	203	28⅞	28⅛	28¾+	⅝
Cont Tel	7	641	14⅜	14¼	14⅜+	⅛
Con Dat	7	883	44⅞	43½	44⅞+	2⅛
Cook Un	10	85	5⅞	5⅝	5⅞+	⅛
Coop I	8	272	58	57¼	58 +	1¼
Coop Lb	9	65	20	19¾	20 +	¼
Copw Cp	4	x5	18⅛	18	18 +	⅛
Cordura	9	35	5¼	5⅛	5¼+	⅛
Core In	6	1	15⅝	15⅝	15⅝+	¼
Corn Gl	8	107	56¾	56⅛	56⅛+	⅝
Cox Bcst	10	37	61¼	61¼	61¼	
Crane	6	50	31¾	31¼	31⅜	
Crock N	3	392	27¾	27½	27⅝+	¼
Crom K	5	x21	15⅜	14⅞	15⅜+	⅜
Crou H	10	314	29⅛	28⅞	29⅛+	⅛
Cr Crk	6	15	29½	29½	29½+	1⅛
Cr Zell	7	116	37½	36⅜	37½+	1⅛
Cum En	4	120	28⅝	28⅜	28½ -	⅛
Curt W	7	37	15⅝	15¼	15½+	¼
DPF	3	40	7¾	7⅝	7⅝	
DamnCp	64	60	5⅛	5	5⅛+	⅛
Dan Riv	5	229	17⅜	16⅛	17⅜+	1¼
Dana Cp	6	318	28⅞	28⅜	28⅝ -	⅛
Dart In	6	229	41½	40¾	41⅜+	½
Data Gn	10	509	49¼	48⅛	48⅞+	¾
Data Ter	14	197	43	42¼	42¾+	1¼
Dayco	3	56	14	13¾	14 +	¼
Dayt Hud	6	213	40	39¼	39⅞+	⅜
Dayt PL	7	45	14⅜	14¼	14⅜+	⅛
Deere	7	332	36¾	35⅞	36½+	⅝
Del Monte	6	110	11⅞	11⅛	11¾	
Delta A	6	172	37¾	36⅛	37 +	⅜
Delton	3	20	9	8¾	9 +	⅛
Den Mf	7	29	18¾	17½	18½+	1¼
Deny Inc	6	37	16½	16⅛	16⅜+	⅛
Dentsply	10	129	17⅛	16¾	17⅛+	¼
De Soto	8	34	11¼	10⅞	11⅛+	¼
Det Ed	7	260	13	d12¾	12⅞+	⅛
Dexter	8	10	21⅜	21¼	21¼ -	⅛
Di Gior	6	646	9⅛	8⅝	9⅛+	⅛
Diamf Int	7	58	36	35	36 +	½
Diam S	7	597	24¼	23⅜	24 +	¼
Diebold	10	149	28⅛	27¾	27¾+	¼
Digital E	14	1250	61¾	60⅞	61¾+	1¾
Dillingm	4	43	11⅜	11	11¼+	⅛
Disney	10	443	36⅞	36⅜	36¾+	⅜
Diver In	9	48	4¾	4⅝	4⅝	
Div Mtg		52	4	3⅞	4	
Dr Peppr	9	x542	10½	10⅛	10½+	⅜
Dome		98	37½	37	37⅜ -	¾
Donnelv	9	35	28¼	27¾	28	
Dorsey	4	74	14	13⅞	14 +	⅛
Dow Ch	8	1811	30¾	30	30½+	1
Dravo	7	27	28⅛	27⅜	28⅛+	1
Dress I	9	842	50⅜	49½	50¼+	1½
duPont	6	778	40⅛	39	39½+	⅝
Dun Brd	13	572	39⅝	38¾	39⅜+	1
Duq Lt	8	126	14	13⅞	13⅞ -	⅛
Dutch B		47	10	9⅝	10 +	½
EG G	13	203	39¼	38⅛	38¾+	¾
EMI Ltd	72	5156	3	2⅞	2⅞	
E Sys	10	63	25¾	25¼	25⅝+	⅝
Eastn A	4	398	7½	7	6¾+	⅛
East GF	8	404	17¼	16⅞	17⅛+	⅜
Eas Kod	8	2208	49¾	48¾	49⅛+	⅝
Eaton	5	136	25¾	24⅜	25½+	1
Echlin	12	391	17½	16¾	17⅜+	⅛
Eckr J	11	x494	27¼	26⅝	27 +	⅛
ElPaso	6	x385	20¼	19⅞	19⅞+	⅛
Elec As	10	117	6½	6	6⅜+	⅛
ElMeMg	27	35	3½	3½	3½	
Emer E	10	289	33⅞	32¾	33⅝+	1⅛
Emery	10	208	18⅞	18	18⅝	
Emhart	6	75	30⅝	30	30⅝+	⅜
Engl MC	5	437	43⅜	42⅝	43⅛+	1
Envrtec	11	195	13	12½	13	
Equifx	6	6	20½	20¼	20¼ -	⅛
Equimk	5	44	9⅝	9½	9½	
Esmark	6	232	27¼	26⅝	26⅞+	⅜
Ethyl	5	21	24¾	24½	24¾+	⅜
Evans P	5	86	21⅝	21¼	21¼ -	⅜
ExCelO	6	44	32½	32⅛	32⅜+	¼
Exxon	7	982	56¾	56¼	56⅝+	¼
FMC Cp	5	671	24⅝	24⅛	24½+	⅜
Fabrge	7	50	8	7¾	7⅞	
Fairch Ind	5	118	30⅞	30⅛	30¾+	⅝
Far WFin	4	1	12½	12½	12½ -	⅛
FarahMf		60	3⅜	3¼	3⅜+	⅛
Fedders		341	3⅛	3⅛	3⅛	
Fed NM	5	726	16⅜	16	16 -	⅛
FdSgnl.80	6	36	14⅜	14	14 -	⅜
Fed DStr	6	239	26⅜	26	26⅛	
Ferro	5	103	20	19½	19¾+	¼
Fieldcst	4	8	26⅜	26¼	26⅜+	⅜
Fin Fed	5	46	27⅝	26¾	27⅝+	1⅛
Fireston		367		8⅝	8¾+	⅛
Fst Chrt	5	500		15	15⅛+	⅛
Fst Pa	7	260	10	10	10¼+	⅛
Fisher Sc	6	42	18⅜	17¾	18¼+	¼
Fleet Ent	5	206	7⅜	7⅛	7¼	
Flintkt	7	242	51¼	50¼	50½ -	½
Fla Pw	7	54	27⅞	27½	27¾+	¼
Fluor Cp	12	611	u48	47½	47⅝+	1
Ford	3	763	36⅝	36¼	36⅜+	⅛
For McK	5	110	27¼	26½	26½ -	⅛

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Fos Wh	8	1068	22⅜	20	22⅛+	2⅜
Four Ph	12	30	36½	36	36 -	⅛
Foxbro	10	64	36½	35⅜	36½+	1
Frank M	4	457	7⅜	7	7⅛	
Frep Min	10	586	41⅞	40¾	41⅜+	1¼
Frueht	4	79	27⅜	26⅝	27⅜+	⅝
Fuqua	3	127	14	13¾	13¾+	⅛
GAF Cp	5	243	9⅞	9⅜	9⅝+	⅛
GCA Cp	18	212	38¼	36⅞	37¼+	1
GDV	3	40	9	8⅞	9 +	½
GF Eqp	8	7	3⅞	3¾	3¾	
Gam Sko	4	40	23	d22¼	23 +	¼
Gannett	13	57	46¼	46	46	
Gearhrt	21	172	43	41¾	43 +1	½
GA Oil	26	105	58⅞	57½	58¼+	½
Gn Dyn	7	502	45¼	44½	45¼+	1¼
Gen Elec	8	921	47⅛	46⅝	46⅞ -	⅛
Gn Food	6	552	33½	32⅞	33⅜+	⅝
Gn Host	6	41	18⅜	18¼	18¼	
Gn Inst	8	916	39⅞	38⅞	39⅛+	⅜
Gen Mills	8	280	24⅜	24	24¼+	⅜
Gn Mot	5	1841	55	54⅜	54⅞+	½
Gn Port	4	40	13⅝	13½	13½+	⅛
GPub Ut	4	891	7⅝	7¼	7½+	⅛
Gen Sig	10	52	33¾	33⅛	33⅞+	⅞
Gn Stl	7	16	8¾	8½	8½+	⅛
GTel El	6	1080	26⅝	26⅛	26⅜+	¼
Gn Tire	5	114	20¼	20	20	
Genesco	16	24	3¾	3⅝	3⅝ -	⅛
Genstr		23	17⅞	17½	17⅝ -	⅛
Gen Pts	11	112	25¼	25	25¼+	⅛
Ga Pac	8	201	24⅜	24⅛	24¼	
Gerber	7	33	24⅝	24½	24⅝+	⅜
Getty	10	295	65½	64⅞	65⅛+	⅝
Gib Fin	5	98	11⅞	11	11⅞+	⅛
Gid Lew	4	55	19⅞	19½	19½ -	⅜
Gillette	7	488	25⅝	24¾	25⅛+	⅜
Ginos Inc	7	95	10⅞	10⅜	10¾ -	¼
Glob Mar	9	167	24½	23¾	24½+	1½
Goodrch	4	120	18¾	18¼	18⅜+	⅛
Goodyr	6	892	13¼	12⅞	13	
Gould	7	89	22⅞	d22¼	22⅛ -	⅜
Grace	8	203	35⅞	35¼	35⅜+	⅛
Granitv		11	10½	d10¼	10½+	⅛
Gt AP		84	7⅞	7¾	7¾	
GtW Fin	5	607	19¾	19¼	19½+	¼
Grevhd	6	220	14	13⅝	13¾+	⅛
Gruman	9	46	17	16½	17 +	½
Gulf Wn	3	468	15	14⅜	14⅞+	⅜
Gulf Oil	5	1054	33⅜	32¾	33⅛+	¼
Gulf Res	10	165	17⅞	16½	17⅛+	⅜
Glf SU	7	688	11⅝	11¼	11⅜+	⅛
Gulton	6	x35	10⅞	10⅝	10⅞+	⅛
Halbrtn	12	563	76½	75⅛	76 +1	¼
Hndlmn	5	41	11⅛	11	11	
Handy H	12	9	24⅛	24¼	24⅜ -	⅛
Hana M	6	45	35¼	35	35¼	
Hardee	5	32	12⅛	11⅞	12 -	⅛
Harnisf	22	364	14⅞	14⅜	14⅝+	⅛
Harris C	12	216	29¼	28⅜	29 +	1¼
Hart SM	4	158	10¾	10¼	10⅜+	⅛
Hazltn	8	158	u18⅞	18	18⅝ -	⅛
Hecks	7	80	14⅝	14¾	14⅜+	1⅛
Hecla	11	139	u26¼	17¼	26¼+	8½
Heinz HJ	7	41	36⅞	36⅛	36¼ -	¼
Hel Cu	14	11	7	6⅞	7 +	⅛
Heller In	5	412	17¼	16⅞	17⅛+	⅜
Helm P	14	x338	36⅞	35⅜	36⅝+	1⅛
Hercules	5	535	19⅛	18½	18⅞+	¼
Hershy	6	43	23¼	23	23¼+	⅛
Heublin	8	67	28⅛	27¾	28 +	⅛
Hew Pck	16	683	54⅜	53⅜	53½+	1⅛
High Vlt	10	14	8⅛	7⅞	8	
Hilton	8	188	29¼	28¼	28½	
Hobart	7

VIA : Guerre de sigles franco-canadienne

par Guy PINARD

Via Rail Canada ne peut (pour le moment du moins) utiliser son sigle en France pour faire la publicité des trains qui roulent sous ses couleurs parce que le sigle est déjà enregistré par une société de gestion française pour l'ensemble du territoire français.

Cette information a été confirmée à *La Presse* par les deux parties impliquées, Via Rail Canada et la Société générale de transport et industrie (SGTI).

Le directeur administratif de la SGTI, M. Château de Paris, s'est montré prudent dans ses commentaires avec *La Presse*, mais il a souligné que la société de gestion avait enregistré le sigle Via dès 1962 en France et dans un certain nombre de pays européens.

La SGTI autorise ses nombreuses filiales le droit d'utiliser le sigle Via. *La Presse* a pu en retracer trois au cours de ses démarches, soit Via Transcars, Via Location de camions et l'agence de voyages Via.

M. Château reconnait que le sigle de Via Rail ressemble beaucoup à celui de sa société de gestion, mais jusqu'ici, la SGTI n'a pris aucune mesure légale pour faire respecter ses droits sur son sigle. «Nous envisageons de le faire, a-t-il dit, mais nous ne sommes pas encore passés aux actes.»

Explication de Via Rail

Chez Via Rail, l'adjoint au président Frank Roberts, M. Gilles Dufault, a reconnu que Via Rail n'utilisait pas son sigle pour faire la publicité des trains sur le territoire français. M. Dufault reconnait qu'il y a une grande ressemblance entre le sigle de son entreprise et celui de la société française.

Toutefois, M. Dufault assure que les avocats du Canadien National (propriétaire du sigle à l'époque) avaient enregistré le sigle à Berne, Suisse pour l'ensemble du territoire français à l'exception de la France. Il y a donc une contradiction entre les propos de MM. Château et Dufault au sujet de l'étendue du territoire protégé par l'enregistrement.

Le porte-parole de Via souligne que son entreprise n'a pas entrepris de démarches formelles pour faire l'acquisition des droits du sigle pour le territoire français, mais il reconnait que ses propriétaires français «nous ont laissé savoir leur position de départ». Il ne faut donc pas écarter la possibilité que les deux parties en viennent à une entente.

M. Dufault ne paraît pas dérangé outre mesure par cet accident de parcours, mentionnant que le marché français potentiel est quand même assez limité.

Réaction du concepteur

Le programme d'identification (sigle compris) a été préparé en 1977 par la corporation ARC. Un porte-parole de cette maison montréalaise, M. Pierre Lessard a confirmé une information fournie par Via à l'effet que son bureau avait préparé une centaine de brouillon sur une période de trois mois avant d'arrêter son choix sur le sigle tel qu'on le connait aujourd'hui. Une fois le nom «Via» accepté par le ministère des Transports et le Canadien National (Via devait à l'époque être une filiale du CN), les concepteurs n'avaient pas tellement de latitude sur le plan graphique avec ces trois lettres, assure-t-il. D'où, sans doute, l'inévitable similitude.

M. Lessard assure que son entreprise de design industriel vérifie toujours ses propositions avec les moyens qu'elle possède (revues graphiques, etc.).

M. Lessard émet l'opinion que le CN, avec ses conseillers juridiques, était mieux habilité que son entreprise pour la recherche et l'enregistrement des droits d'auteur. Et M. Lessard dit n'être aucunement inquiété par toute éventuelle accusation de plagiat.

Connaissance tardive du sigle similaire

Le Canadien National a connu l'existence d'un sigle similaire à celui de Via Rail, en France, peu de temps après que celui de Via Rail ait été divulgué au public.

En effet, lorsque M. André Thubet, représentant du CN à Paris, a pris connaissance du programme préparé pour le marketing des trains de voyageurs, il a attiré l'attention des dirigeants du CN sur l'existence d'un sigle similaire utilisé par une agence de voyages. M. Thubet parlait d'autant plus en connaissance de cause que cette agence de voyages avait pignon sur rue dans le même édifice (l'hôtel Scribe) qui abritait le bureau parisien du CN.

Les dirigeants du CN, et partant de Via, avaient toutefois décidé de maintenir le programme intact, sigle compris.

En guise de conclusion, mentionnons que Via Rail a confié à un bureau de consultants la tâche d'effectuer une étude sur l'image de Via Rail. Il n'est donc pas impossible que ces consultants recommandent à Via sinon de changer de nom (avec tout ce que cela impliquerait), tout au moins de tenter d'acheter les droits d'auteur sur le sigle Via français.

La société française a fait enregistrer son sigle en 1962 pour l'ensemble du territoire français.

Le sigle Via qu'utilise la société de chemins de fer canadienne est inutilisable en France, ce qui pose un problème pour les annonces publicitaires dans ce pays.

La Chambre de commerce opposée à la création d'une Régie des grains

par Paul POULIOT

ST-HYACINTHE — La Chambre de commerce de la province de Québec s'oppose catégoriquement à la création d'une Régie des grains par le gouvernement du Québec. Cette opposition ferme de la Chambre à un projet cher au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec, M. Jean Caron, a été exprimée sans ambages par le vice-président exécutif de la Chambre, M. Jean-Paul Létourneau, à la Conférence socio-économique sur l'industrie céréalière, à St-Hyacinthe. M. Létourneau, après avoir signalé que l'on retrouve dans l'Enoncé de politique économique «Bâtir le Québec», en page 300, le projet de créer une Régie des grains permettant de réglementer le commerce des grains au Québec. Selon cet administrateur, «c'est de la dynamite». Il s'objecte vivement à une telle initiative de la part de l'Etat provincial parce que cela implique une organisation qui contrôle la production, les prix et vente et de distribution. Il affirme que les acheteurs de ces produits vont tout mettre en oeuvre pour éviter ces contraintes et s'approvisionner ailleurs. «La création d'une Régie des grains nous apparaît, à priori, comme une solution technocratique et bureaucratique. C'est la réponse traditionnelle des administrations et nous croyons le moment venu d'innover dans le choix de nos outils de promotion d'un secteur de production de façon à pouvoir atteindre la sécurité qu'offre l'efficacité.»

Par ailleurs, le vice-président exécutif de la Chambre de commerce a déclaré à LA PRESSE que l'on peut accepter un certain niveau de contrainte pour encourager la production et la consommation de produits du Québec, mais il faut s'en tenir à des limites pour ne pas se lancer dans un gouffre économique avec des coûts de production injustifiables par rapport aux alternatives disponibles sur le marché libre.

De la prudence

Quant à l'autosuffisance et l'autoapprovisionnement, la Chambre y voit un objectif qui doit être envisagé avec une certaine prudence. En effet, l'autoapprovisionnement, tout en étant souhaitable, comporte un prix résultant de certaines composantes dont les relations entre les coûts de production et, d'une part, les coûts d'acquisition à partir de sources alternatives et, d'autre part, d'autres productions qui pourraient générer de plus grands bénéfices.

M. Létourneau, dans ses remarques confiées à LA PRESSE, insiste sur le fait que l'autosuffisance et l'autoapprovisionnement sont des formules économiques très complexes et, quand on les préconise, il est indispensable d'être très prudent, de ne pas lancer les producteurs agricoles du Québec sur de fausses pistes, mais plutôt encourager des productions qui seront les plus appropriées pour leurs sols. A ce propos, M. Létourneau, citant «Bâtir le Québec» où il fait mention d'une augmentation de 16.9 p. cent des superficies en céréales pour atteindre un approvisionnement de 38.8 p. cent en grains de provence, croit que cela exigera l'utilisation des meilleurs sols du Québec et il se demande si c'est vraiment la solution.

$
CANADIEN
2/25
84,25

Les Américains n'ont pas le choix, ils doivent remplacer le pétrole

par Jean POULAIN

Aucune des quatre sources d'énergie conventionnelles dont disposent les Etats-Unis ne peut fournir beaucoup plus qu'elles ne le font actuellement; le peuple américain fait donc face au choix suivant: accroitre ses importations de pétrole de l'OPEP — ce qui aggraverait encore une situation qui l'est déjà suffisamment — ou s'engager sincèrement et à fond vers une politique délibérée de conservation de l'énergie — sans douleur ni sacrifice (c'est là le point important) — tout en développant les possibilités actuelles du soleil, telles qu'on les connait aujourd'hui, c'est-à-dire sans technologie avancée ni coûteuse (à prévoir pour plus tard); en bref, commencer immédiatement, comme en Californie, à équiper les maisons de panneaux solaires comme énergie d'appoint, à utiliser le bois de chauffage, etc.: c'est cela épargner le pétrole arabe...

Comme souvent dans cette chronique, anticipons pour souligner que nous visons à démontrer, avec les auteurs de «Energy Future» (L'avenir de l'énergie), que si la cadence actuelle d'accroissement des importations américaines de pétrole de l'OPEP se poursuit, le coût en 1985 du pétrole supplémentaire (par rapport au volume actuel) sera au minimum de $35 le baril au lieu de rester à $15 (toutes autres conditions mises à part): le cheminement arithmétique est remarquable et ouvre les yeux au point qu'il convainc à lui seul du principe de la conservation.

Le raisonnement est simple mais sans faille: au rythme actuel de croissance des importations de pétrole des USA qui ont doublé entre 1973 et 1979, les 9 millions de barils par jour (mbj) deviendront 14 mbj en 1985.

Or, comme le prouverait une étude de l'OCDE, le choix énergétique américain influence directement celui des autres nations industrielles (par exemple, elles freinent le nucléaire depuis l'accident de Harrisburg).

En conséquence, l'équipe d'experts de la Harvard Business School qui est à l'origine de l'ouvrage, évalue la hausse des importations de cette partie du monde industrialisé à 5 mbj également.

Au total donc, l'OPEP ferait passer ses exportations de pétrole de 30 mbj actuellement à 40 mbj en 1985.

Cette pression sur leur capacité de production aurait, de son côté, pour effet de faire grimper les prix de 40 pour cent: de $15 US le baril livré aux raffineries américaines qu'il est actuellement, il passerait ainsi à $21 US.

En résumé l'addition de 5 mbj coûterait aux Etats-Unis: 5 mbj à $21, soit, pour 365 jours; $38 milliards; plus: hausse de prix sur les 9 mbj initiaux, soit 9 mbj à $6, un coût annuel de $20 milliards.

Ainsi, ajouter 5 mbj coûterait aux Etats-Unis $58 milliards supplémentaires, soit $32 par baril supplémentaire, ou plus du double du prix «de conservation» de $15 (quelles que soient les hausses décidées par l'OPEP pour d'autres raisons).

Mais là ne s'arrête pas l'intérêt d'économiser l'énergie: les $58 milliards supplémentaires qui iraient à l'OPEP seraient $58 milliards à retrancher du PNB des Etats-Unis, bien qu'il soit possible d'en récupérer.

Là, l'évaluation de l'impact est plus difficile: selon les auteurs, une augmentation rapide des prix OPEP aurait des effets beaucoup plus dommageables que si elle était lente. Ils calculent que le coût pourrait être de seulement $10 milliards dans le meilleur des cas (donc $48 milliards sur 58 auraient été récupérés, par exemple par des achats accrus de produits américains par l'OPEP, etc.) et aller chercher jusqu'à $100 milliards (cas de 1973 quand le quadruplement des prix s'est réalisé très vite).

Devant une marge si vaste — $10 milliards à $100 milliards — soit de $5 à $50 le baril, l'on réalise l'impact énorme d'une hausse de consommation qui ferait passer le coût du supplément, à un prix allant de $37 à $82 le baril... N'est-ce pas convaincant...

Il ne s'agit encore que d'une question de gros sous — de très gros sous, il faut l'avouer — mais il y a plus.

Une dépendance plus grande

Non seulement il faudrait payer beaucoup plus, mais la dépendance serait plus grande et tout arrêt ou embargo n'en prendrait que plus de gravité. Comme l'indiquent les auteurs, «compter sur des pays instables politiquement est un risque élevé tant pour les USA que pour les autres pays industrialisés: en trente ans, le Moyen-Orient a connu une demi-douzaine de guerres, une douzaine de révolutions, un nombre incalculable d'assassinats et de fréquentes disputes territoriales».

Une telle dépendance est grave. Mais il y a plus, pour les Etats-Unis. Comme le notait un ministre de l'Economie d'un grand pays européen: «Je considère les importations américaines de pétrole et la faiblesse du dollar, comme les deux côtés d'une même médaille.»

Sur ce point, les auteurs n'oublient pas de souligner que les Etats-Unis, comme plus gros importateur de pétrole (dont ils sont aussi les plus gros consommateurs), portent une grande part de la responsabilité de la hausse des prix mondiaux du pétrole: une surenchère pourrait se développer entre pays occidentaux pour obtenir le pétrole, ce qui endommagerait le système de sécurité allié, tout en mettant les Etats-Unis plus à la merci des nations arabes dans leur politique étrangère.

Quant à penser remplacer une partie du pétrole importé par des sources conventionnelles d'énergie disponibles aux Etats-Unis, les auteurs n'y croient pas, encore qu'ils sont d'avis qu'il faut les pousser pour au moins éviter leur déclin.

D'après eux, un effort sur les 4 sources disponibles: pétrole, gaz naturel, charbon et nucléaire, ne pourrait fournir au maximum que le tiers de l'excédent de consommation de 5 mbj anticipé pour 1985.

La conservation

La meilleure source d'énergie disponible aux Etats-Unis, et qui ne pollue pas, affirment les auteurs, c'est la conservation. Malheureusement, à part les fabricants de produits isolants, regrettent-ils, il n'y a pas «d'industrie de la conservation de l'énergie» comme il y en a par exemple dans l'aérospatiale, pour en promouvoir les intérêts.

Le résultat est que le citoyen américain qui conçoit le défi de l'énergie comme celui de la navette spatiale, se trompe lamentablement: l'ingénieur en conservation énergétique c'est avant tout lui, quand il baisse chaque soir son thermostat avant d'aller se coucher ou branche le petit rond sur la cuisinière électrique pour se faire cuire un oeuf.

Bref, pour les consommateurs, la conservation c'est monotone et ennuyeux, donc contraire aux grands défis du peuple américain: c'est pourquoi les autorités doivent se convaincre que c'est pourtant la seule issue.

Dans le cas contraire, l'avenir de l'économie mondiale sera entre les mains d'une nation de 5 à 6 millions d'habitants, l'Arabie Saoudite. Les décisions que l'on prendra à Washington auront moins de poids qu'à Ryad que l'on pourrait surnommer La Mecque plus ultra des capitales de l'avenir, sans compter un ensemble de contingences possibles comme une présence soviétique, un nouveau conflit israëloarabe, des tensions dans le golfe Persique, ou le renversement de chefs politiques.

Les Etats-Unis se sont mis au centre du problème mondial du pétrole, soulignent les auteurs, avec la perte d'influence qui en a découlé, et ils continuent d'adopter une attitude qui va drainer les ressources mondiales de pétrole.

Il faut qu'il soit clair pour les Etats-Unis, qu'une dépendance accrue du pétrole importé pose une menace à leurs intérêts économiques et politiques: il ne faut pas s'attendre à ce qu'un puits gigantesque de pétrole soit trouvé du jour au lendemain aux USA: CONSERVATION IS A MUST...

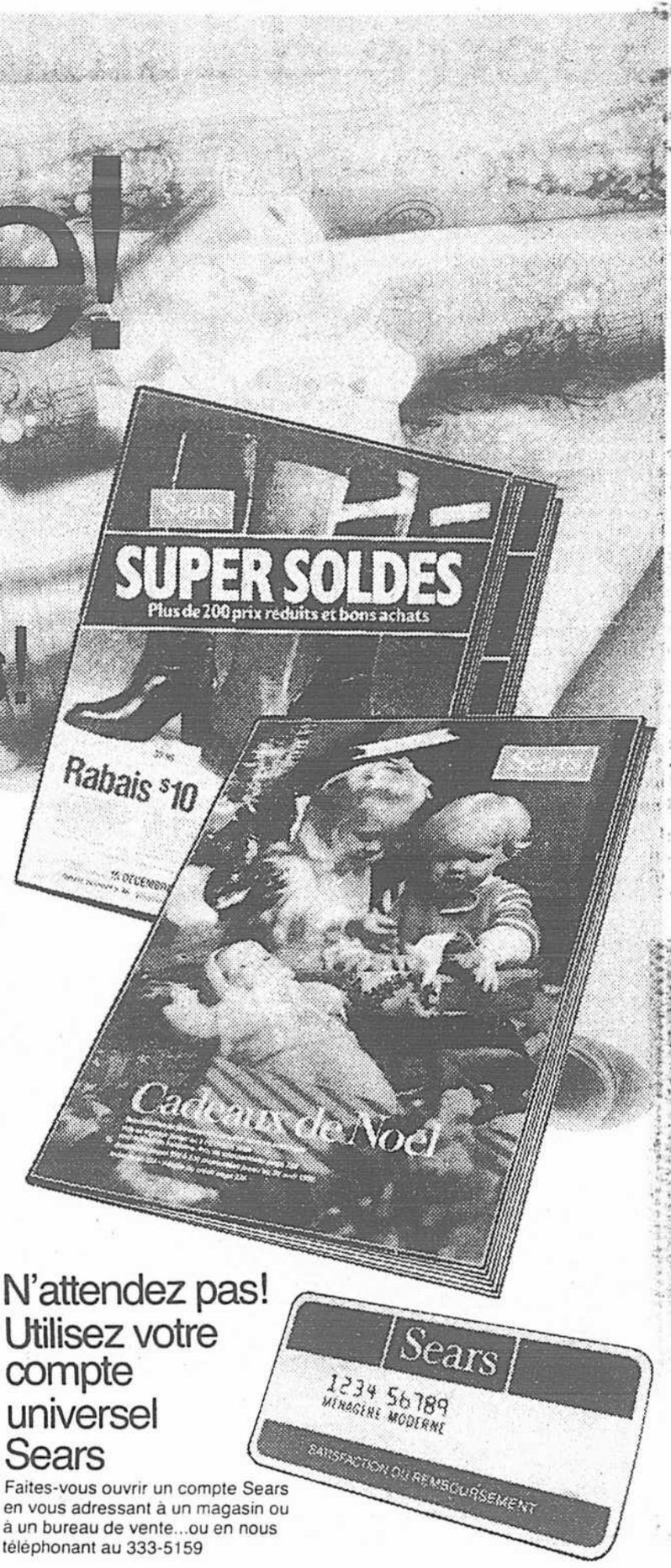
ENERGY FUTURE
Report of the Energy Project at the harvard Business School
sous la direction de
Robert Stobaugh et Daniel Yergin
publié en anglais par
Random House, New York, N.Y. 10022
353 pages — $12.95 (en dolalrs américains).

l'économie qui s'écrit

Sears

C'est très facile!

Des centaines d'idées Cadeaux à prix avantageux dans nos catalogues ...téléphonez-nous!



Les catalogues Sears fourmillent de bonnes affaires remarquables et de rabais. Profitez-en; vous y trouverez des cadeaux pour toute la famille. Passez votre commande tranquillement par téléphone, à votre gré, le jour ou la nuit. Un coup d'oeil au catalogue... un coup de fil à Sears. C'est très facile!

Bon achat!

Offrez une robe de chambre en molleton acrylique Orlon®

$25 Tailles courantes

Belle peluche acrylique Orlon® sur fond polyester. Col châle, taille froncée. Laver, sécher machine. Bleu. 10(P; pour 8-10), 14(M; pour 12-14), 18(G; 16-18). 386 888 064 A.

Aussi tailles 'Grande' pour 5'7" à 5'9". 10(P; pour 8-10), 14(M; pour 12-14), 18(G; 16-18). 386 888 065 A .. **$27.00**

(Cadeaux de Noël, page 50)

Rabais $5 Chaudes tenues d'hiver

2 pièces à laver et sécher en machine

34.97 Jeunes Rég. $39.99

32.97 Tout-petits Rég. $37.99

Tenues en nylon serré, doublées de nylon matelassé. Capuchon coulissé. Pantalon genre salopette.
Jeunes. TCS‡ 4,5,6,7(pour 6X).
Tout-petits. TCS‡ 2,3,4(pour 3X).
d-Modèle pour fille.
20(vert/roi) ou 70(rouge/roi).
Jeunes: 296 898 159 B.
Tout-petits: 296 896 752 B.
e-Modèle pour garçon.
50(brun/orange), 88(marine/rouge).
Jeunes: 296 897 802 B.
Tout-petits: 296 896 759 B.
‡Tailles Canada Standard
(Catalogue Super soldes, page 24)

N'attendez pas! Utilisez votre compte universel Sears

Faites-vous ouvrir un compte Sears en vous adressant à un magasin ou à un bureau de vente...ou en nous téléphonant au 333-5159

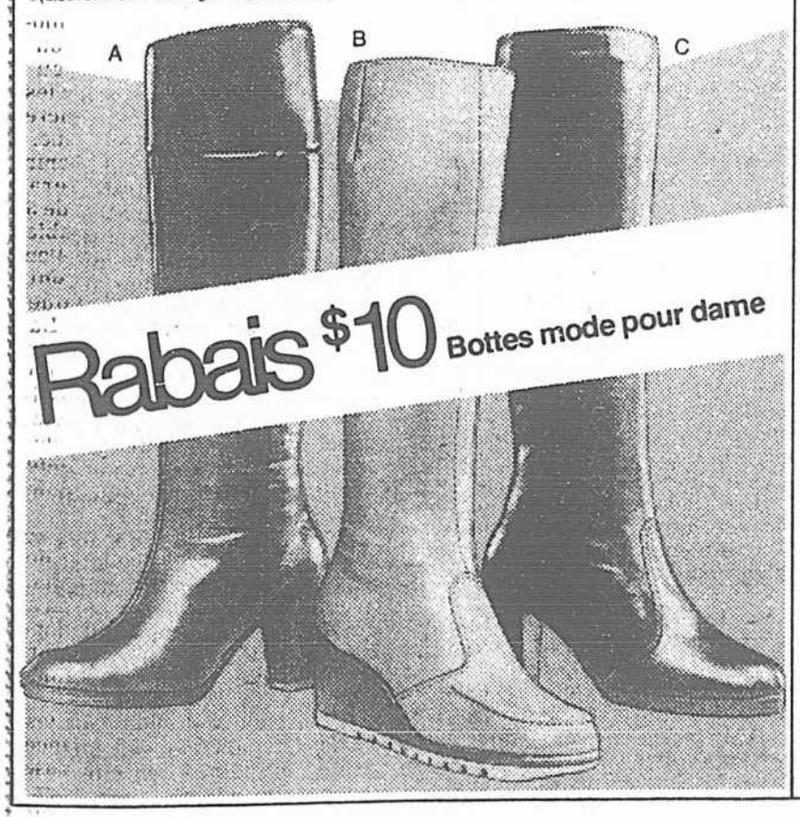
Bottes mode de 15", fourreau ou à glissière

a-Fourreau en uréthanne doublé jersey nylon. Semelle vinyle à léger relief; talon gainé de 3". 09(noir), 50(brun). Largeur B(moyen). Pointures dame: 6, 6½, 7, 7½, 8, 8½, 9, 9½, 10. 546 846 629 B. Rég. $43.99. La paire **$33.99**

b-Botte à glissière en uréthanne doublé de peluche. Semelle compensée en caoutchouc synthétique; talon 2". 09(noir), 55(tan). Largeur B(moyen). Pointures dame: 5, 6, 7, 8, 9, 10. Pour ½ pointure, prendre ½ pointure plus grande. 546 846 643 B. Régulièrement $41.99. La paire **$31.99**

c-Botte à glissière en cuir véritable doublé jersey nylon à envers mousse. Semelle vinyle; talon 2½". 09(noir), 50(brun). Largeur B(moyen). Pointures dame: 5½, 6, 6½, 7, 7½, 8, 8½, 9, 9½, 10. 546 846 557 B. Rég. $54.99. La paire **$44.99**

(Couverture du catalogue Super soldes)



Rabais $10 Bottes mode pour dame

Rabais sur 5 paires!

Chaussettes en laine mélangée, 3 hauteurs

5/9.95 10" haut $2.50 la paire

Fraîcheur permanente SANI-GARD®

Chaussette habillée chaude et durable en laine et nylon; haut élasthanne Lycra®. Laver et sécher machine. Unitaille pour 10-13. Un choix de 05(gris), 88(marine), 58(brun foncé), 38(beige) ou 09(noir).

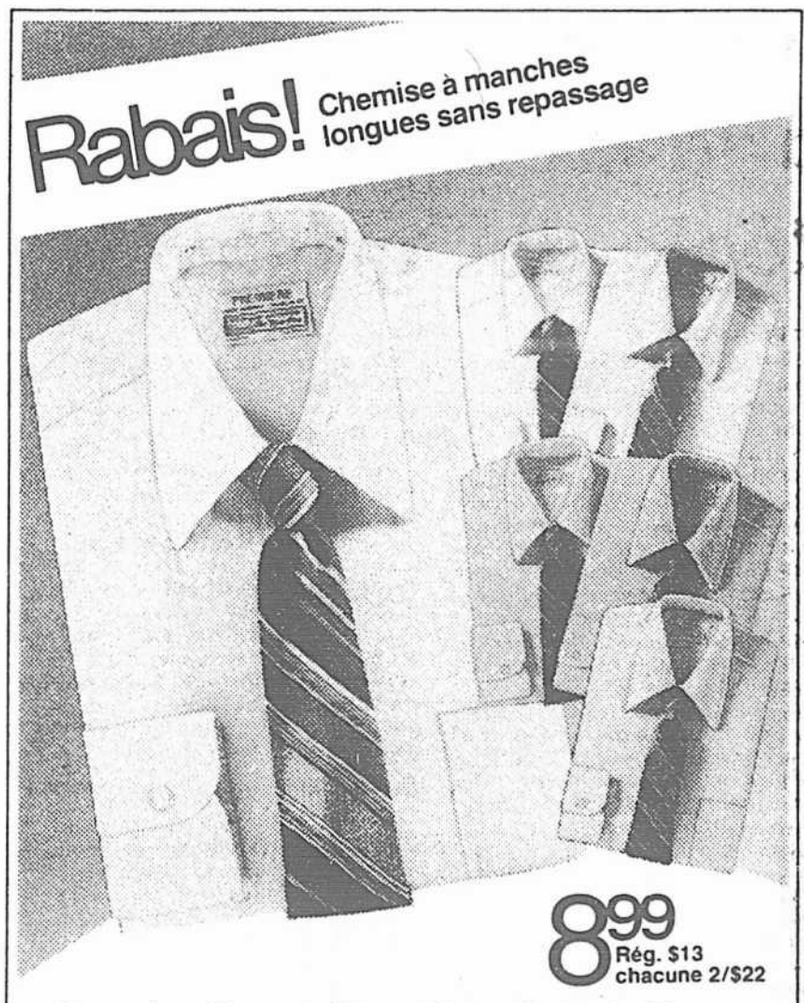
10" de haut. 336 850 091 C. La paire $2.50 ... **5/$9.95**

13" de haut. 336 850 092 C. La paire $2.75 .. **5/$10.49**

17½" de haut. 336 850 093 C. La paire $3 ..... **5/$11.49**

(Cadeaux de Noël, page 397)

Rabais! Chemise à manches longues sans repassage



8.99 Rég. $13 chacune 2/$22

Chemise Perma-Prest Première de Sears

En mélange polyester, coton. Col souple 3¾". Laver et sécher à la machine. 03(gris), 58(chocolat), 23(menthe), 55(tan), 95(blanc) ou 83(bleu poudre).

Tailles (encolure)	14½,15	15½	16, 16½	17"
Longueur de manche	32,33	32,33,34	33,34,35	34,35"

336 826 540 BG. Régulièrement $13 chacune; 2/$22. Chacune ... **$8.99**
Cravate polyester coordonnée. 58(chocolat), 88(marine).
336 863 780 C. Chacune **$4.99**

(Catalogue Super soldes, page 16)

Simpsons-Sears Limitée

Un coup de fil à Sears 333-5811 ou à votre bureau de vente

Vous trouverez la marchandise de cette page dans les catalogues Cadeaux de Noël ou Super soldes et dans la plupart des magasins Sears

NOMINATION ADT

Roger-P. Legault

Le directeur général des systèmes sécuritaires ADT, monsieur André-L. Raymond, est heureux d'annoncer la nomination au poste de directeur du marketing et de la mise en marché, région est du Canada, de monsieur Roger-P. Legault. Avec la venue de monsieur Legault, ADT s'enrichit de nombreuses années d'expérience en marketing et vente. Monsieur Legault agissait antérieurement comme directeur du Centre de formation des professionnels de la vente.

ADT est actuellement la compagnie la plus importante et la plus polyvalente du secteur de la sécurité au monde.

VANCOUVER

suite de la page A 13

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Cervn D	500	45	45	45	
Carder	1000	33	33	33	- 2
Carmic	3000	22	20	20	
Cpnt Lk	2500	65	60	60	
Casc Re	2000	27	27	27	+ 1
Catlna	3200	149	135	149	+ 14
Cherke	5500	42	38	42	+ 5
Clvtron	700	125	125	125	
Clear	500	60	60	60	- 4
Cld Ik res	1000	90	90	90	
Con Min	8200	42	40	42	+ 1
Crnwl	3500	144	142	144	+ 4
Crescn	16600	117	108	110	
Cusac	8689	155	145	155	+ 3
Cyclon	2200	35	35	35	+ 1
Decker	1000	290	290	290	
Denar	1500	75	75	75	
Dev Slv	7000	73	68	73	+ 7
Doneg	200	100	100	100	- 10
Egit	500	97	97	97	- 3
Edina	500	30	30	30	
El Coco	1150	375	340	340	
Eldor	10000	50	49	49	- 1
Electra	2000	69	68	68	
Farrah	4000	240	240	240	
Gavex	9000	27	24	25	- 2
Gillian	17000	60	50	57	+ 7
Gold cup	16000	30	27	30	+ 3
Gn Smrk	4000	39	37	37	+ 2
Grt Ctrl	2000	50	50	50	+ 4
Grt Wrld	68500	46	37	40	+ 5
Hat Crk	4500	42	37	42	+ 4
Hed mng	2500	45	45	45	- 5
Hesca	11300	190	170	180	+ 5
Himc Rs	92300	160	131	150	+ 25
Hoko	5500	67	64	64	
Icoast R	500	75	75	75	+ 1
I Graph	1000	80	80	80	
Island M	5000	54	47	54	+ 4
Julia	2000	34½	31	34½	
Kenver	10000	35	35	35	
Kerrv	2000	17	17	17	
Lansco	3500	80	72	76	+ 3
Lightig	2000	47	47	47	+ 2
Lincoln	4300	235	230	235	- 3
Lustre G	5300	95	95	95	
Mra mns	1000	200	200	200	
March	28400	145	137	142	
Mraus	4500	85	70	85	+ 10
Meridn	2000	40	40	40	+ 2
Mnarm	10650	250	245	250	
NCong	11600	40	35	40	+ 4
N Lights	9020	35	30	35	+ 1
N nuc en	1500	85	85	85	
Oliver	12200	65	63	64	
Orina	8000	39	37	37	
Panthr	2100	60	55	60	+ 5
Pron res	13500	90	78	85	+ 14
Pembtk	13000	37	34	37	+ 4
Penn E	1000	155	155	155	
Pntn	2500	36	35	35	- 1
Petrox P	4000	71	70	70	- 4
Philco R	1500	43	43	43	- 1
Poney	8500	54	49	50	- 3
Premir	7500	14	14	14	
Quinto	4769	62	60	61	
Rainbw	7845	46	45	45	
Rebel	3000	19	19	19	
Redld	500	65	65	65	- 1
Regis	1000	30	30	30	
Ronrco	500	150	150	150	
Ruskin	2000	70	67	70	+ 3
Sahqua	1500	43	43	43	+ 2
San Ant	3000	73	72	73	
Santa S	23400	165	155	163	+ 8
Sask wn	500	65	65	65	
Scheer	3500	52	45	52	+ 10
Symou	3000	85	85	85	
Shelter	4600	120	111	120	+ 5
Sibola	10600	28	27	28	
Sil Acrn	1000	80	80	80	
S Cloud	1000	55	55	55	- 2
Slvr Pcs	10600	149	140	149	+ 9
Stnhom	10000	39	39	39	
Statesd	15000	90	81	90	+ 10
Suntco	1500	110	110	110	
Synrgy	9000	75	70	70	
Tagus	35000	94	89	94	+ 5
Tally	5500	42	40	40	- 2
Tmpco	6000	24	23	23	+ 1
Tandm	3000	19½	19½	19½	
Taurus	4200	205	200	205	+ 5
Thndr	1000	65	65	65	- 3
Tormx	900	335	335	335	
Tracer	8400	84	83	83	- 2
Tr pac	55880	200	185	200	+ 10
Trio	10600	235	234	235	+ 5
Tuncgo	1100	85	85	85	
Tnk mn	39500	190	160	190	+ 40
Uke res	4500	63	61	62	- 2
Un Gunn	1000	50	50	50	
Val Dor	1000	120	120	120	+ 5
Velvet	4500	45	41	45	+ 5
Viscont	1000	67	67	67	
Warior	47700	275	215	256	+ 50
West pet	200	215	215	215	- 5
Westly	5000	115	110	110	- 9
Wst Tnd	16300	175	168	168	- 2
West en	21800	171	140	170	+ 23

Warrants and Rights

Dev st wt	6500	4	3	3½	+ ½
Eqt m w	1000	10	10	10	- 5
Him w	52500	74	21½	21½	+ 1½
Sien w	7000	7	7	7	- 2
Tblt wts	1000	10	10	10	- 2
Ts pac wt	3200	90	90	90	+ 5
W trnd w	5500	70	60	60	- 5

TOTAL VOLUME 3,069,008

les devises

(PC) — Voici les taux des devises tels qu'ils sont fournis par la **Banque de Montréal**. Les cotes sont en monnaie canadienne

Afrique du Sud	rand	$1.4330
Allemagne de l'O	mark	$0.6625
Arabie saoudite	rial	$0.3530
Australie	dollar	$1.2975
Autriche	schilling	$0.0922
Bahamas	dollar	$1.1950
Barbade	dollar	$0.5960
Belgique	franc c	$0.040900
Bermudes	dollar	$1.1950
Brésil	cruzeiro	$0.0654
Bulgarie	lev	$1.329
Caraïbes	dollar	$0.4410
Chine	renminbi	$0.7840
Colombie	peso	$0.0362
Danemark	couronne	$0.2245
Espagne	peseta	$0.01785
États-Unis	dollar	$1.1888
France	franc	$0.2820
Grèce	drachme	$0.0320
Hong Kong	dollar	$0.2360
Hongrie	forint	$0.03344
Indie	roupie	$0.1460
Irlande	livre	$2.4400
Italie	lire	$0.001435
Jamaïque	dollar	$0.6675
Japon	yen	$0.004920
Koweït	dinar	$4.2430
Mexique	peso	$0.0520
Norvège	couronne	$0.2360
N.-Zélande	dollar	$1.1480
Pays-Bas	florin	$0.5960
Pologne	zloty	$0.0382
Portugal	escudo	$0.0235
Roumanie	leu	$0.2576
Royaume-Uni	livre	$2.4870
Singapour	dollar	$0.5430
Suède	couronne	$0.2800
Suisse	franc	$0.7215
Tchécoslovaquie	couronne	$0.2385
Trinidad-Tobago	dollar	$0.4955
URSS	rouble	$1.7089
Venezuela	bolivar	$0.2664

les métaux

MARCHÉ DE LONDRES, PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (fils et barres)

comptant	957-959	
à terme	973.50-974	
ventes		13,300 tonnes

ETAIN (qualité ordinaire)

comptant	7530-7550	
à terme	7430-7440	
ventes		595 tonnes

ETAIN (qualité supérieur)

comptant	7530-7550	
à terme	7440-7450	
ventes		10 tonnes

PLOMB

comptant	575-576	
à terme	570-571	
ventes		7,500 tonnes

ZINC

comptant	332-333	
à terme	340.50-341	1,400 tonnes
ventes		

NICKEL

2780-2800

comptant	2815-2830	
à terme	162 tonnes	
ventes		

ALUMINIUM

842-844

comptant	801-802	
à terme	5,900 tonnes	
ventes		

ETAIN (qualité ordinaire)

comptant	7530-7550	
à terme	7430-7440	
ventes		595 tonnes

ETAIN (qualité supérieur)

comptant	7530-7550	
à terme	7440-7450	
ventes		10 tonnes

PLOMB

comptant	575-576	
à terme	570-571	
ventes		7,500 tonnes

ZINC

comptant	332-333	
à terme	340.50-341	1,400 tonnes
ventes		

NICKEL

2780-2800

comptant	2815-2830	
à terme	162 tonnes	
ventes		

ALUMINIUM

842-844

comptant	801-802	
à terme	5,900 tonnes	
ventes		

ALBERTA

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Acroll	1825	170	165	165	+ 5
Aquarius	1000	250	250	250	
Ashlu	1100	195	195	195	- 10
Baretta	1500	180	175	180	- 5
Barons	31600	55	50	55	+ 3
Bearcat	1000	350	350	350	
Bonn	10700	250	225	225	- 15
Cal West	1000	27	27	27	- 1
Cdn Bashaw	130	390	390	390	+ 5
Chipman	100	260	260	260	
Cinibar Pk	5000	65	60	65	+ 3
Clearport	900	260	260	260	
Concept	4100	$5⅝	5½	5½	
Cultus	900	37	37	37	+ 1
Flag	200	110	110	110	
Ft Norman	500	390	390	390	
Gascome	4750	512½	500	500	
Howe Snd	1000	45	45	45	
Tika	3000	140	128	128	- 7
Jupiter	16145	195	180	195	+ 15
Kelvin	200	245	245	245	- 10
Lariat	7900	112	105	105	+ 5
LCM Res	4700	149	142	149	+ 6
Loil	18705	118	114	114	
Mid-East	11000	39	37	39	+ 2
Missi	1100	155	140	140	- 15
Mt Jamie	4300	273	270	270	+ 5
Multiple	6800	109	100	105	+ 5
Nesbitt	200	130	130	130	- 25
New Domn	16900	675	650	650	+ 12
N Gateway	10050	295	275	285	+ 10
Newport	900	160	155	155	- 5
Newport wt	12000	85	80	85	+ 5
Nimrod	300	120	120	120	
North Cont	2500	22	20	20	
Norminco	4000	155	145	155	+ 10
Northstar	10550	562½	537½	562½	
Omega	900	587½	575	587½	+ 12
Orbit	900	512½	512½	512½	+ 12
Paramnt	100	625	612½	625	+ 12
Penstar	3600	65	60	60	
Peregrine	300	270	270	270	
QCTV	700	$7½	7¼	7½	- ¼
Radial	1000	35	35	35	
Ranchmns	400	$7¼	7	7¼	
Rangeco	300	$5¾	5¾	5¾	
Renabie	2700	290	270	270	- 10
Rio Alto	11300	200	195	195	+ 5
Rupertslnd	800	345	345	345	- 5
Savanna	500	70	70	70	
Seagull	4200	300	275	280	- 20
Sparrow	3247	110	110	110	
Strand	3300	415	360	360	- 40
Troy	1100	$7⅜	7½	7⅜	
Twin Richfd	1800	475	475	475	+ 5
Universl Ex	10300	265	260	260	- 10
XRG Inter	900	$7	6⅞	6⅞	- ⅛
Yvanex	1000	400	400	400	
Zephyr	4000	$8½	8	8½	+ ½
Nordex	1000	25	25	25	
NW Tst prA	130	$32	32	32	+ 2½
Surf	500	75	75	75	
Univ Uran	3700	205	205	205	

Total sales: 258 512.

l'or

Le prix de l'once d'or hier à Londres, était coté en dollars américains à $390.00 — à Paris à $399.32 — à Francfort à $389.75 — à Zurich à $390.00 — à Hong Kong à $389.52.

fonds mutuels

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Institute Members	
AGF Group	
Amer Grwth	6.44
Cdn Gs Eqy	6.47
Cdn Sec Gth	8.00
Cdn Trusteed	4.18
Corp Invest	6.75
Corp Inv Stk	8.90
Gwth Equity	14.76
Japan	12.54
nMMF 12.92b	10.00
Option Equity	4.65
Special	7.06
Bolton Tremblay	
Cda Cumul	9.36
Income Fnd	9.51
Internatnl	9.13
Pld Resourc	8.49
Taurus	10.78
Calvin Bullock Gr	
xdAcrofund	1.82
yBanner Fnd	4.70
CIF	5.32
yCIF Incm	10.12
Central Group	
yCam Gwth	8.20
yCompound	7.62
yDividend	7.85
yFund 4000	5.09
yIntl Energy	3.35
yIntl Gwth	5.19
yIntl Incom	3.90
yNat Res Gth	5.45
yNorthn Eqy	5.36
yRevenue Gth	4.47
yUnivest	6.58
CSA Mgmt Gr	
Goldfund	8.21
Goldtrust	3.87
Conted Group	
Dolphin Eqty	7.50
yDolphin Mtg	4.73
Cundill Group	
Security	9.70
Value	7.31
vnDynamic	12.85
Eaton-Bay Group	
Commwth	18.99
Dividend	4.74
Growth	14.31
Income	3.96
Internatnl	13.31
Leverage	6.39
Venture	6.31
Viking	7.37
Guaranty Trust Gr	
vnInv Equity	11.54
vnInv Income	4.16
vnMortgage	9.72
Guardian Group	
Enterprise	1.24
GIS Income	4.29
yGwth Fnd	15.53
North Amer	6.20
Mutual	6.50
Sec Income	9.36
World Equity	5.52
Investors Group	
yBond	4.52
yDividend	7.80
yGrowth	13.69
yInternatnl	7.76
yJapan	11.04
yMortgage	4.63
yMutual	6.47
yProvidt Stk	7.38
yRetiremnt	8.66
vnJones Hwrd	3.33
Principal Gr	
yCollective	9.86
yGrowth	6.22
yVenture	5.26
yBond	2.94
Prudential Gr	
Growth	8.24
Income	4.74
ySask Dev Fd	4.71
Scotiafund Gr	
Scotiafund	1.29
Scotiafnd Mtg	.97
Templeton Gth	7.02
United Bond Share	
RoyFund	9.37
RoyFnd Inc	4.81
Universal Group	
Equity	13.99
Income	4.42
Internatnl	5.25
Resource	6.61

Non-Members	
Altamira Fd	6.35
Assoc Inv	7.67
yBeaubran	5.15
Clag Inv Group	
vnCo-Opera	13.34
vnLdmk GF	15.16
Canagex Gr	
yBond	8.73
Fund	13.43
yMortgage	9.53
yCapital Grth	4.62
xChase	6.92
vnComCp Mtg	9.87
Desjardins Gr	
Actions	10.37
yHypotheq	4.04
yInternatnl	9.83
yObligatns	4.57
Quebec	5.27
nySpec	7.83
Dixon Krog Gr	
Dixon, Krog	12.31
Heritage	3.51
Vanguard	9.34
yDomin Comp	11.18
yDomin Equit	14.28
Dreyfus Group	
Inc	12.52
xInternatl	17.16
ynDynamic	
nExecutv Intl	1.39
xFid Trend	25.69
nFst Cdn Mtg	9.55
Fiscon Fund	6.07
nHarvard	9.33
Industrial Gr	
Indust Amer	3.02
Indust Div	6.83
Indust Eq	9.35
Indust Gth	6.34
Indust Incm	9.19
Indust Pens	31.87
Keystone Gr	
Cus K-2	5.51
Cus S-1	17.42
Cus S-4	5.93
Internatnl	3.66
xLex Rsrch	16.36
xManhatn	3.03
Maritime Eq	3.31
Marlborough	7.63
nNatrusco	17.20
NW Group	
Canadian	6.45
Equity	10.45
xOne Wm St	16.13
xOppenhmr	6.91
Pemberton Gr	
nPacific Div	7.28
nPacific Ret	5.29
nPacific US	5.97
PHN Group	
yBond	9.57
yCanadian	11.84
yDiv Income	10.29
Fund	16.68
vPooled	36.56
nyRRSP	17.51
PMF Managmnt	
nPension Mu	7.98
nXanadu Fd	5.57
nPutnam	11.26
Pret et Revenu Gr	
American	11.58
Canadian	8.32
Fonds R	4.66
Retraite	9.82
Sterling Group	
Equity	8.56
yMortgage	4.66
xTech	9.16
yTradex	18.98
Trans Canada Gr	
A	5.75
B	62.80
C	11.73
United Group	
yAccumula	5.35
yAccumul R	7.05
yAmerican	1.92
yCont Mortg	5.66
yHorizon	3.55
ySecurity	4.23
yVenture	3.89
yVenture Ret	7.80
Western Grth	7.17

l'argent

Les courtiers londoniens ont hausse hier le prix de l'argent de $00.061 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

VENDREDI: $16.393

MONTRÉAL — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent canadien à $19.394 l'once de Troyes.

NEW YORK — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent américain à $16.30 l'once de Troyes.

denrées agricoles

(PC) — Cours des denrées transmis à **Montréal** par le ministère **fédéral de l'Agriculture.**

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix s achat, no 92, $1.41; no 93, $1.42; prix de vente, $1.42; prix de gros moyen, aux détaillants, $1.50⅝.

Fromage cheddar: blanc, $1.42⅝, coloré, $1.43⅛.

Poudre de lait écrémé: no 1, sacs de 50 lb, $0.83½ à $0.85½; pour alimentation: $0.46½ à $0.47½; poudre de lait de beurre: $0.66 à $0.69; petit lait pour alimentation: $0.15 à $0.17; petit lait pour animaux: $0.13 à $0.14; lait évaporé: $20.85 pour 48 sachets de 385 ml.

Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, en boîtes d'une douzaine, A-extra-gros, $1.10⅝; A-gros, $1.03⅝; A-moyens, $0.95⅝; A-petits, $0.73⅝.

Prix de gros aux distributeurs, établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, $1.08; A-gros, $1.01; A-moyens, $0.93; A-petits, $0.71; A-très petits, $0.39.

Pommes de terre nouvelle (blanches), prix de gros: Québec, $1.50 à $1.75 pour 50 lb. $0.80 à $0.90 pour 20 lb; $0.45 à $0.50 pour 20 lb; I.P.E., $2.50 à $2.75 les 50 lb; $1.25 à $1.30 les 20 lb; $0.63 à $0.66 les 10 lb.

l'or à terme

MARCHÉ DE WINNIPEG

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Contrats de 400 onces:

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Janv.				396.00
Avril	416.00	417.00	412.00	412.00
Juil.				426.00
Oct.				443.00
Janv.				457.70

Volume de jeudi: aucun contrat

Contrats de 100 onces:

Déc.	391.00	395.50	391.00	391.40
Mars	406.80	411.50	406.80	407.00
Juin				423.00
Sept.				436.00
Déc.				449.70

Volume de jeudi: 7 contrats.

AMÉRICAINE

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Aeronca		15	2⅞	2⅞	2⅞	+ ⅛
Alask A	9	x30	5⅛	5	5	
Amdhl	12	271	21⅞	21	21½	+ ½
Anglo C	8	132	17¼	17	17⅛	
Apld Dv	17	65	4¼	4	4⅛	+ ⅛
Asamer		183	15⅝	15¼	15½	+ ⅛
Atco Ind		23	11-16	11-16	11-16	1-16
Auto Ra		26	2½	2¼	2½	+ ¼
Barnwl		1	11	11	11	
Baruch	49	57	8	7⅞	7⅞	+ ⅛
Beverly	8	47	7¼	7	7¼	+ ¼
Bic Pen	7	38	9⅛	8¾	9⅛	+ ⅛
Bink Mf	6	4	17½	17½	17½	
Bradf Cm	7	46	9⅜	9⅛	9¼	+ ⅛
Brascan	5	37	18⅜	18	18	- ⅛
Brwn F	10	605	32⅛	31⅞	32⅛	+ 1
Camco In	9	4	27¼	27	27¼	+ ⅛
Cdn Mar	7	14	12⅛	12	12⅛	+ ⅛
Chmp Ho		280	1¼	1⅛	1⅛	- ⅛
Comdint s	10	212	u35½	33⅞	35⅛	+ 1½
Condec		105 59	10⅝	10½	10½	+ ⅛
Con OG		8	17⅞	17¾	17⅞	+ ⅛
Cont Ma	4	x1	3¾	3¾	3¾	
Cook In	6	3	5⅞	5⅞	5⅞	- ⅛
Data Pd	13	93	17⅞	17¼	17¼	- ⅛
Delhi Oil	24	64	22⅞	22½	22⅝	+ ⅛
Dev Am	3	10	17½	17	17½	+ 1
Dur Tsta	10	8	9¾	9⅝	9¾	+ ⅛
Dynalec	68	1166	9⅝	9⅛	9½	+ ⅛
Edmos		10	1⅜	1¼	1¼	- ⅛
ElAudD	32	24	2⅜	2¼	2¼	- ⅛
Fed Re	22	31	6¾	6½	6⅝	+ ⅛
Fin Gen	8	1	17½	17½	17½	+ ⅛
Forest L		23	10⅝	10⅛	10¼	- ⅛
Front A	5	62	12⅛	11⅝	11¾	+ ⅛
Great Am	4	3	8⅛	8⅛	8⅛	+ ⅛
Hasbro	6	3	6	6	6	- ⅛
Imp Oil		708	35⅜	34¾	35	+ ⅛
Instr Sv	17	470	1⅛	1	1	- ⅛
IntCty G		410	15⅞	15⅛	15⅛	+ ⅛
Int Bnkn	5	43	2¼	2¼	2¼	-
Int Str		28	1⅛	1	1⅛	+ ⅛
Irow Bd	8	46	12¾	12⅜	12¾	+ ⅛
Jetronic	5	16	2⅛	2⅛	2⅛	
Jupiter	2	15	13⅛	12⅞	12⅞	- ⅛
Kais I .75c		10	1⅞	1⅞	1⅞	
Kin Ar	10	26	3⅜	3¼	3⅜	+ ⅛
Lake S g		4	3 5-16	3 5-16	3 5-16	
Landmk	39	273	10¼	9⅝	9¾	- ⅛
Lloyd we		43	2⅛	2	2⅛	+ ⅛
Lodge S	7	68	3	2⅝	2¾	+ ⅛
Loews wt		329	28⅛	27	28⅛	+ 1½
Marndg	6	46	1⅛	1 1-16	1 1-16	
McCul	28	589	7⅝	7⅜	7⅜	- ⅛
Mego Int	3	15	8⅝	8½	8⅝	- ⅛
Mite Cp	8	9	21⅝	21⅜	21⅜	
Nat Hlt	9	9	18¾	18½	18¾	+ ⅛
Nt Pat		146	7⅛	7	7	+ ⅛
Newb En		12	10	9⅞	10	
Norin	3	1	9¾	9¾	9¾	- ⅛
NCdn O g	9	23	400	15⅞	15½	+ ½
OOkien		20	2800	41½	40	41½ + ⅜
Phoenix			10	2⅛	2⅛	+ ⅛
Plant In		21	67	8⅛	7⅞	8⅛ + ¼
Poloron		2	3	1⅛	1⅛	
Prairie	g	17	7	18¾	18⅜	18⅜ - ¼
Ranger	g		317	34⅜	33⅞	34 + 1
Rath			10	4⅛	4⅛	4⅛
Res Ctl		8	87	14⅞	13¾	14⅞ + ⅞
Resrt A		4	895	27⅜	26⅝	27⅛ + ⅝
Rest Asc		6	68	2¾	2¾	2⅝ + ⅛
Rexnor		8	34	6⅝	6⅝	6½
Salem C		9	7	15⅞	15⅞	15⅞ + ⅛
Scur R g		9	28	52¼	51	51½ + 1¼
Shelir		4	34	2⅞	2¾	2⅞ + ⅛
Solitron		12	113	4⅞	4¾	4¾
Sonder		9	65	27⅜	27⅛	27⅜
Soundsn		3	9	7¼	7½	7½
Sundnc		186	341	39⅛	37¾	39⅛ + 2
Susqhan		6	38	3¼	3⅜	3⅜
Synl.30b		11	15	6	5¾	6
Syntex		9	x688	33⅛	32¼	33¼ + 1⅛
Syst En		10	49	13⅜	13¼	13¼
Telefix		9	53	22½	21¾	22½ + ⅝
Terra C			107	8	7⅞	7⅞ + ⅛
Twin Fr		6	15	4¼	4⅛	4⅛
UNat C			169	4⅜	4¼	4⅜ + ⅛
UNat C	wt		3	1-16	1-16	1-16 +
Vernit		105	38	6¾	6½	6¾ + ⅛
Wackht		8	22	6⅞	6⅝	6⅞ - ⅛
Wainoco		38	247	21½	20⅛	21⅛ + 1⅛
Wstburn			69	19⅝	19¼	19⅝ + ⅛
Work W		6	29	9⅜	9⅛	9⅛
Wr Har	g		11	1⅛	1 1-16	1 1-16

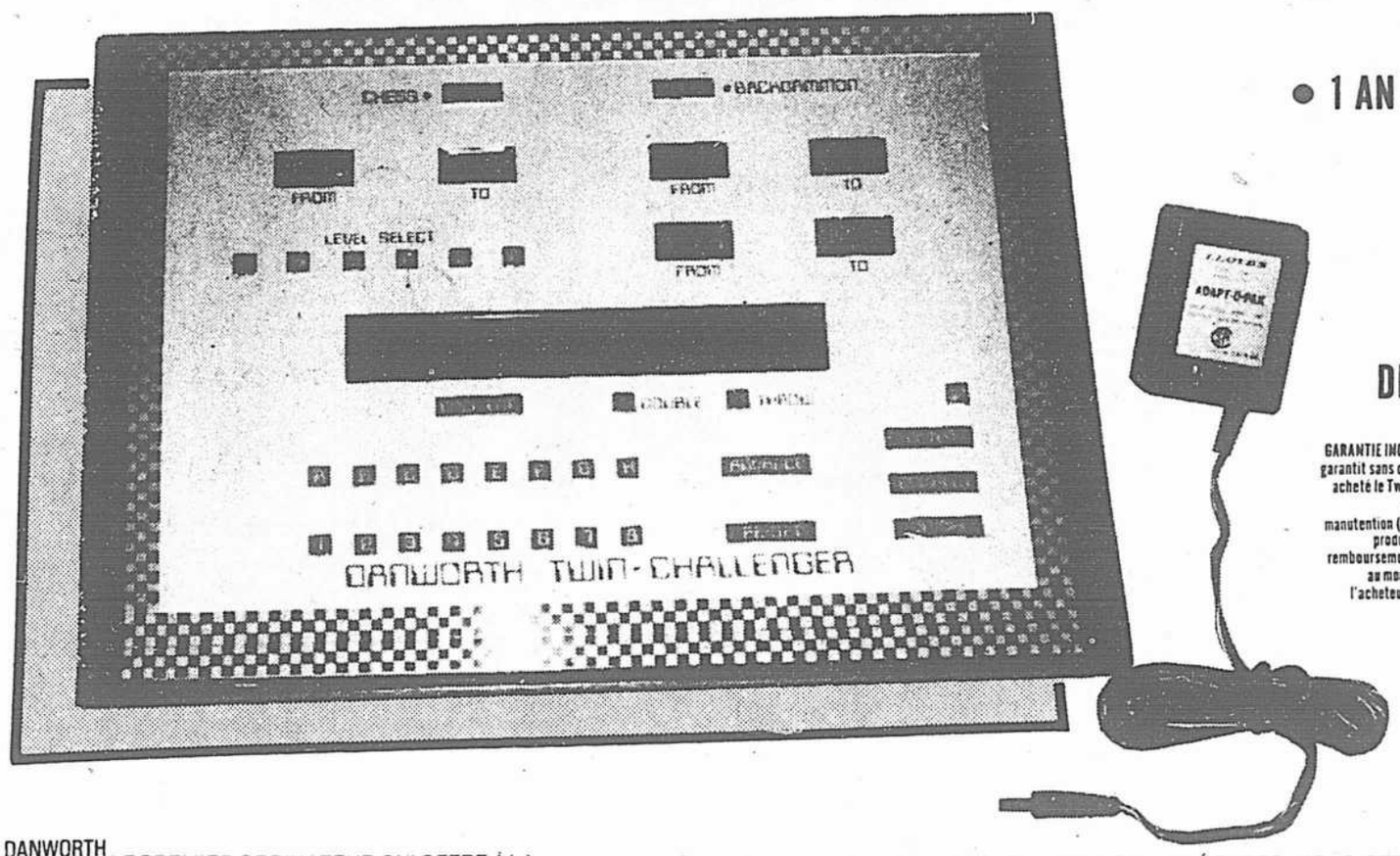
titres au comptoir

Valeurs	Ventes	Haut	Bas
A-1 S Resources	3000	11	11
Arrowhead	2000	28	28
Bras d'Or	1000	300	300
Brominco	100	120	120
Bunker Hill	10000	10	10
Dalhousie Oil	64	40	40
Gold Hawk	5000	25	25
Kewagama	500	100	100
Multi-Minerals	1500	$12½	12½
Redcon Gold	3000	57	55
St Lucie Expl	7000	13	13
St Mary Expl	6000	63	62
Tagami Mines	6000	12	12
Turbo 8¾ pr	1000	$20⅛	20⅛
Warren Expl	2500	225	215
Yorbeau	2000	40	40

dividendes

	TAUX		PAIEMENT	ENREG.
Seaway Food Town Inc.	0.16	trim	29-11-79	23-11-79
Arvin Industries	0.28	trim	15-12-79	21-11-79
ASA Ltd.	0.60	trim.	30-11-79	19-11-79
ASA Ltd. (spec.)	1.10	trim.	30-11-79	19-11-79
Cincinnati Milacron	0.20	trim	10-12-79	23-11-79
Denison Mines	0.35	trim	14-12-79	30-11-79
Homestake Mining Co	0.35	trim	10-12-79	26-11-79
Homestake Mining (spec.)	0.30	trim	10-12-79	26-11-79
Normick Perron	0.15	trim	20-12-79	05-12-79
Struthers Wells	0.07½	trim	31-12-79	14-12-79

L'ORDINATEUR VOUS LANCE UN DÉFI AU BACKGAMMON et aux ÉCHECS



L'ORDINATEUR À 6 NIVEAUX DANWORTH

POUR LE BACKGAMMON ET LES ÉCHECS VOUS PERMET DE JOUER SEUL

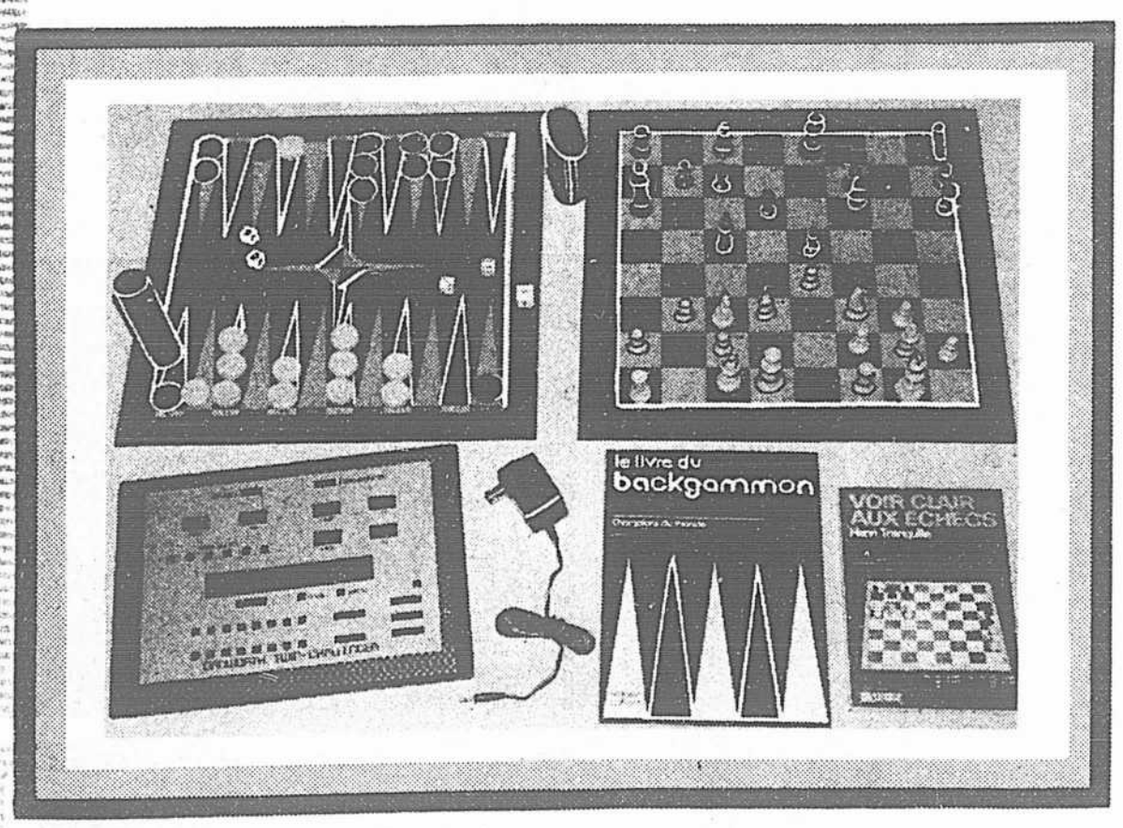
Caractéristiques de l'appareil: 11½ po. x 8½ po. x ¾ po. Poids de l'envoi, incluant les tables de jeu, les livres, l'adaptateur, les pièces et la boîte à double résistance: 4 livres et 11 onces.

- 1 AN DE GARANTIE COMPLÈTE (TEMPS ET PIÈCES)
- GARANTIE INCONDITIONNELLE DE 30 JOURS OU ARGENT REMIS

GARANTIE INCONDITIONNELLE. La compagnie Danworth Electronics garantit sans condition de rembourser tout client non satisfait ayant acheté le Twinchallenger selon l'offre ci-jointe. Le remboursement rapide et complet du prix d'achat ($59.95) et frais de manutention ($2.50) seront effectués dans les 10 jours du retour du produit a la compagnie Danworth Electronics. La période de remboursement est en vigueur pour une durée de 30 jours, débutant au moment de la prise de possession d'un Twinchallenger par l'acheteur. Ce dernier peut conserver, sans frais, les deux livres inclus à titre de prime.
Danworth Electronics

VOICI LE TOUT NOUVEAU TWINCHALLENGER DE DANWORTH, LE PREMIER ORDINATEUR QUI OFFRE À LA FOIS LE BACKGAMMON ET LES ÉCHECS DANS UN MÊME COMBINÉ. VOUS VOUS MESUREZ DIRECTEMENT AU TWINCHALLENGER: VOUS JOUEZ UN COUP, C'EST AU TOUR DU TWINCHALLENGER. L'ORDINATEUR ANALYSE VOTRE POSITION ET VOUS DONNE SA RÉPONSE SUR L'ÉCRAN. LE TWINCHALLENGER VOUS OFFRE 6 NIVEAUX DE COMPÉTITION TANT POUR LE BACKGAMMON QUE POUR LES ÉCHECS, ALLANT DU DÉBUTANT JUSQU'AUX JEUX DE TOURNOIS INTERNATIONAUX. TRIOMPHEZ DU TWINCHALLENGER ET PASSEZ À UN NIVEAU PLUS DIFFICILE. LE TWINCHALLENGER VOUS DONNE MÊME SES COMMENTAIRES ET DES CONSIGNES SUR SON ÉCRAN DE LECTURE PRINCIPAL (PLUS 300 COMMENTAIRES INTERCHANGEABLES SE RAPPORTANT À TOUS LES ASPECTS DES DEUX JEUX). DONC CHOISISSEZ VOTRE JEU ET VOTRE NIVEAU ET LAISSEZ LE TWINCHALLENGER VOUS LANCER DES DÉFIS DURANT D'INNOMBRABLES HEURES DE DIVERTISSEMENT.

DÉBUTANT OU EXPERT AU BACKGAMMON OU AUX ÉCHECS, VOUS SEREZ SURPRIS ET RAVI PAR LE TWINCHALLENGER. C'EST LE SEUL APPAREIL SUR LE MARCHÉ QUI VOUS OFFRE À LA FOIS LE BACKGAMMON ET LES ÉCHECS ET À UN PRIX AUSSI ABORDABLE QUE $59.95. LE TWINCHALLENGER EST UN MICRO-ORDINATEUR TRANSISTORISÉ, PRÊT À ÊTRE UTILISÉ. LES TABLES DE JEU DE 14½ PO., LES PIÈCES DE JEU, LES DÉS, LES GOBELETS, LE DÉ DE DOUBLAGE AINSI QUE DEUX LIVRES DE CONSIGNES POUR LE JEU SONT INCLUS DANS LE PRIX D'ACHAT. UN ADAPTATEUR LLOYDS, ÉGALEMENT INCLUS DANS LE PRIX D'ACHAT, VOUS PERMET D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE DES PILES. VOUS POUVEZ L'APPORTER PARTOUT OÙ VOUS ALLEZ. IL SUFFIT D'INSÉRER 4 PILES AA ET LE TWINCHALLENGER VOUS SUIT DANS VOTRE PROCHAIN VOYAGE EN AVION, UNE RANDONNÉE À LA CAMPAGNE, UNE RENCONTRE D'AMIS. OÙ QUE VOUS SOYEZ, LE TWINCHALLENGER VOUS PERMETTRA DE PASSER DE LONGUES HEURES DE DIVERTISSEMENT.



OFFRE COMPLÈTE seulement $59.95

COMMANDEZ DÈS AUJOURD'HUI
Complétez le coupon ci-dessous et faites-le parvenir à:
Danworth Electronics, 1867 Yonge St., Suite 600, Toronto, Ontario

+ $2.50 (frais de manutention et d'expédition)
Total $62.45

Je suis intéressé à votre offre de garantie inconditionnelle de 30 jours ou argent remis. Veuillez me faire parvenir l'ensemble complet du TWINCHALLENGER, au montant de $59.95 plus $2.50 de frais de manutention et d'expédition. Si je ne suis pas entièrement satisfait je peux vous retourner le TWINCHALLENGER pour un remboursement complet et rapide, y compris $2.50 pour les frais de manutention et d'expédition. J'ai 30 jours, à partir de la réception du TWINCHALLENGER, pour en faire l'essai et si je ne suis pas satisfait, je vous retourne le TWINCHALLENGER mais je peux conserver les deux livres à titre de prime.

Veuillez donc expédier la commande à:

NOM_____

ADRESSE_____

VILLE_____ PROV.:_____

CODE POSTAL_____

MODE DE PAIEMENT: ☐ Chèque ci-joint ☐ Mandat-poste ci-joint ☐ Carte Visa (Chargex)

S'il vous plaît, portez la commande de mon TWINCHALLENGER à mon compte Visa (Chargex)

Numéro_____

Date d'expiration_____

Signature_____

ALLOUER 4 SEMAINES POUR LA LIVRAISON

LES DÉTENTEURS D'UNE CARTE VISA PEUVENT APPELER, SANS FRAIS, LE

1-800-268-6362

ET DEMANDER LE POSTE 677

OPÉRATRICES DISPONIBLES 24 HEURES PAR JOUR 7 JOURS PAR SEMAINE

CARACTÉRISTIQUES DU JEU D'ÉCHECS:

1) 6 niveaux de jeu (débutant à compétition) 2) vous jouez les noirs ou les jaunes 3) écrans numériques lumineux 4) vous pouvez changer de niveau à n'importe quel moment de la partie 5) vous pouvez enlever ou ajouter des pièces à n'importe quel moment de la partie 6) vous créez des situations de partie et continuez le jeu 7) horloge digitale pour les parties de tournoi 8) écran de lecture pour les commentaires et les consignes 9) interrupteur pour le son 10) aucun coup illégal n'est permis 11) permet la promotion de pion à reine ou à toute autre pièce 12) permet le Roque et « En passant » 13) mémoire pour vérification de la position 14) vous pouvez changer de côté du jeu à n'importe quel moment de la partie 15) toutes les célèbres ouvertures de défense: sicilienne, Gambit de la reine, Lopez, etc. 16) l'ordinateur analyse plus de 3 millions de possibilités avant de répondre 17) temps de réponse: 12 secondes au niveau 1 et 4-5 minutes au niveau 6 18) bouton d'ajout manuel pour augmenter les variations.

CARACTÉRISTIQUES DU JEU DE BACKGAMMON

1) possibilité de jeu classique ou moderne 2) 6 niveaux de jeu 3) choix de vos dés ou de dés électroniques 4) pointage cumulatif pour partie de tournoi (même lorsque débranché) 5) vous créez des situations de jeu et continuez la partie 6) écrans numériques lumineux 7) écran pour commentaires et consignes avec commutateur 8) interrupteur pour le son 9) mémoire pour vérification de la position 10) possibilité de diversification et de duplication 11) réponse au hasard de l'ordinateur pour varier chaque partie 12) boutons d'ajout et d'entrée de code manuels afin d'assurer au joueur le contrôle de la partie.

Les élections partielles

Candidat libéral dans Maisonneuve

La veille de l'annonce de sa candidature, Georges Lalande était membre du PQ

par Pierre GRAVEL

Le candidat libéral à l'élection partielle de mercredi prochain dans Maisonneuve, M. Georges Lalande, était, jusqu'au 21 septembre dernier, membre en règle du Parti québécois.

Il détenait la carte de membre numéro 121-37648 valide jusqu'à la fin de lété 1980 qu'il s'est procurée en août 1977 grâce à une contribution de $19 correspondant à sa cotisation pour trois ans et à une contribution de $10 à la caisse du parti. C'est le 21 septembre dernier, veille de l'annonce de sa candidature à l'investiture libérale dans Maisonneuve, qu'il a fait parvenir une lettre officielle de démission au Parti québécois.

Interrogé hier soir par *LA PRESSE*, M. Lalande n'a pas nié qu'il a été membre du PQ tout en précisant qu'il détenait également dans les semaines précédant le 21 septembre une carte de membre du Parti libéral. Il n'a pas été possible de vérifier hier soir la date de l'adhésion de M. Lalande au parti de M. Ryan.

«Je n'ai jamais caché mes sentiments nationalistes», a-t-il déclaré tout en admettant qu'il ne s'est jamais vanté, au cours des dernières semaines, de son appartenance jusqu'à tout récemment au Parti québécois qu'il combat maintenant avec fougue. Et il est un fait que, lors de ses rares discours publics de même qu'en entrevues avec des journalistes, M. Lalande n'a jamais fait mystère de ses convictions qu'il qualifie de «nationalisme réaliste» et qu'il n'a jamais caché le fait que deux de ses frères militent encore activement pour le Parti québécois.

Désespoir

En ce qui a trait à la présence de son frère Claude dans le comté, aux côtés du péquiste Jacques Desmarais et à la révélation de sa propre adhésion passée au Parti québécois, Georges Lalande y voit des tactiques de désespoir qui illustrent bien, selon lui, la déconvenue du PQ face à un adversaire qu'on ne soupçonnait pas aussi coriace.

Georges Lalande

Abordant plus particulièrement la question relative à son frère, M. Lalande a expliqué qu'il perçoit cette démarche comme une sorte de «baiser de Judas» qui compliquera singulièrement l'atmosphère des réunions familiales à l'occasion de Noël.

De son côté, le trio formé de Claude Lalande, Jacques Desmarais et Robert Burns a poursuivi hier la tournée des maisons et des commerces du comté pendant que le candidat libéral Georges Lalande, flanqué du député fédéral Jean-Claude Malépart, continuaient la leur.

POTINS

La souveraineté-association... selon Boisvert

Après deux mois de campagne électorale, le candidat péquiste dans Beauce-Sud, Raymond Boisvert, a fini par se trouver une définition personnelle de la souveraineté-association. Qui ne se souvient pas que, l'été dernier, ors d'une conférence de presse à Montréal, celui-ci s'était fait prendre «les culottes baissées» par les journalistes à ce sujet, allant jusqu'à dire qu'il privilégiait pour le Québec une forme de statut particulier ou encore de fédéralisme renouvelé. Depuis ce temps, Raymond Boisvert s'était montré plutôt discret sur les questions constitutionnelles, se contentant de dire qu'il avait été mal interprété et qu'il appuyait sans réserve la politique officielle du Parti québécois. Cette semaine, Raymond Boisvert a décidé d'expliquer au public de la Beauce comment il conçoit la souveraineté-association. «Quand j'avais 15 ans, raconte-t-il, j'ai quitté la Beauce pour aller travailler dans le vêtement à Montréal. J'ai monté tous les échelons jusqu'au poste de contremaitre et, un jour, j'ai averti mon patron que je voulais le quitter pour aller ouvrir ma propre usine par chez nous. Ne fais pas ça, a répondu le patron, tu manques d'expérience, tu vas te casser la gueule, tu ne réussiras pas et jamais je ne t'aiderai. Or, poursuit Raymond Boisvert, j'ai fait à ma tête car je croyais à mes chances de succès et je n'ai pas cédé à la peur. J'ai ouvert ma propre entreprise et, six mois plus tard, mon ancien patron me demandait de collaborer avec lui en acceptant des sous-contrats. La souveraineté-association, c'est ça», conclut M. Boisvert qui soutient désormais avec ferveur qu'un partenaire respecte toujours quelqu'un qui sait se tenir debout.

Les libéraux changent de tactique

Quatre jours avant l'élection partielle, les libéraux de Beauce-Sud ont décidé de changer de tactique et d'enlever des ondes du poste de radio local tous leurs messages publicitaires portant sur la «séparation» du Québec. Les nouveaux messages du candidat Hermann Mathieu se terminent désormais sur le simple thème de la fierté d'être Beauceron, Québécois et Canadien. En réponse, les péquistes ont commencé à diffuser aujourd'hui une série de cinq messages enregistrés par des personnalités locales et n'insistant pas plus qu'il faut sur la question de l'indépendance et de la souveraineté-association. Quoi qu'il en soit, la campagne électorale de Beauce-Sud aura constitué une guerre des ondes d'envergure entre les deux partis, ceux-ci allant jusqu'à diffuser chacun plus d'une vingtaine de messages par jour. En prévision du discours de M. Ryan, demain soir, à Saint-Georges, discours qui mettra en quelque sorte un terme a la campagne libérale du parti dans le comté, les libéraux ont acheté deux heures de diffusion au prix de $750.

Une visite incertaine

Dans le camp péquiste, on ignorait toujours hier soir si le premier ministre Lévesque viendra faire n petit tour dans le comté, d'ici mercredi prochain, pour encourager son candidat. En fait, à ce chapitre, on a assisté à une valse-hésitation toute la semaine, apprenant un jour que M. Lévesque viendrait dimanche, et se faisant dire le lendemain qu'il ne pourrait pas venir. S'il y a quelque stratégie électorale sous cette histoire, les organisateurs péquistes se sont bien gardés d'en parler, expliquant simplement que la visite de M. Lévesque en Beauce était très problématique tant en raison du risque de grève, la semaine prochaine, dans le secteur parapublic qu'à cause de la conférence sur l'énergie qui doit avoir lieu, lundi, à Ottawa. Il pourrait bien y avoir aussi une autre explication à cette valse-hesitation: peut-être veut-on attendre à la dernière minute avant d'annoncer la venue du premier ministre de façon à ce que celui-ci n'ait pas à affronter une manifestation hostile de la part des employés des secteurs public et parapublic.

Beauce-Sud

Les placoteux s'en donnent à coeur joie

par Pierre-Paul GAGNÉ
envoyé spécial de LA PRESSE

SAINT-GEORGES DE BEAUCE — «Savais-tu que les libéraux s'en viennent ici avec deux autobus remplis de monde de Québec pour la fin de semaine?»

«Savait-tu que ça ne va pas aussi bien que ça dans les entreprises de Raymond Boisvert?»

«Savais-tu que le frère de Hermann Mathieu, qui est curé, fait campagne pour le Parti libéral en même temps qu'il ramasse sa dime?»

«Savais-tu que c'est même pas vrai que Boisvert possède dix «business», que ses affaires vont tellement mal qu'il veut se faire élire à Québec pour se trouver un prétexte pour les vendre à des Américains?»

À quelques jours des élections partielles dans Beauce-Sud, les placoteux politiques de Saint-Georges s'en donnent à coeur joie dans les comités centraux de chaque parti, comités situés presque l'un en face de l'autre, sur la rue Principale. En tendant le cou, on peut quasiment voir à partir d'un des comités ce qui se passe dans l'autre. Les placoteux de la tabagie sont encore plus favorisés puisqu'ils sont à mi-chemin des deux comités.

«As-tu remarqué, demande un organisateur libéral, qu'il n'y a pratiquement jamais personne au comité péquiste?»

«Nous autres, répond-on de l'autre côté de la rue, on n'a pas besoin de remplir notre comité avec du monde qui vient d'en dehors du comté.»

«On dirait qu'il ne se fait rien du côté du PQ», reprend le placoteux libéral.

«Dis-le pas à personne, mais on garde nos meilleures affaires pour les derniers jours de la campagne. Surveille bien ce qui va se passer en fin de semaine...», rétorque son vis-à-vis péquiste. De placotage en placotage, les journalistes qui suivent régulièrement le déroulement de la campagne électorale dans le comté de Beauce-Sud finissent par se rendre compte que, plus les choses vont, plus les attaques deviennent vicieuses, plus les stratégies se raffinent, plus l'on se surveille de près.

Raymond Boisvert

Hermann Mathieu

Que ce soit par stratégie ou par confiance, personne ne veut s'arrêter aux résultats du sondage CROP publié par LA PRESSE, lundi dernier, sondage démontrant une nette avance du candidat libéral Hermann Mathieu sur son adversaire péquiste Raymond Boisvert.

«Une élection en Beauce, lance un vieux créditiste converti momentanément au péquisme, ça se gagne dans les dernières quarante-huit heures. Avant ça, même les sondages les plus scientifiques ne veulent rien dire.»

«Rien n'est encore gagné» lance avec conviction un organisateur libéral qui ne veut pas «démotiver» ses troupes.

«Il n'y a absolument rien de perdu. Regarde, les sondages donnaient tous Fabien Roy perdant aux dernières élections», répond-on de l'autre côté de la rue.

En attendant, la politique étant ce qu'elle est, on continue de se promettre des bouts d'asphalte et de se faire des promesses en soutenant solennellement que ce ne sont pas des promesses électorales. La dernière astuce de Raymond Boisvert, c'est de faire annoncer à la radio une partie de hockey entre les Condors et les Cheminots, partie dont il est le commanditaire.

«C'est pas grave, répond-on au Parti libéral, on va préparer des nouveaux «spots» publicitaires qui vont complètement «les» prendre les culottes baissées...»

Le journaliste de LA PRESSE retraverse la rue, pour la vingtième fois, pour se faire répondre: «Tu penses qu'on avait pas prévu ça, toé...»

Et, pendant ce temps, au salon de barbier, les placoteux bourrent à nouveau leur pipe en multipliant les gageures tant sur le match de hockey de ce soir entre le Canadien et Saint-Louis que sur l'issue du vote de mercredi prochain, tandis que les filles commencent à se préparer pour aller danser...

Prévost

Thivierge se plaint d'être ignoré

par Jacques BOUCHARD

ST-JÉRÔME — François Thivierge, le candidat défait de justesse par Pierre Harvey à la convention péquiste en vue des complémentaires de Prévost, prétend qu' il a été systématiquement ignoré depuis le début de la campagne électorale par les conseillers et les organisateurs de celui qui tente de battre la candidate libérale Solange Chaput-Rolland, le 14 novembre.

En décrivant cette situation, M. Thivierge, qui était prêt à travailler auprès de M. Harvey dans cette campagne, souligne qu'il a lui-même discuté de cette situation avec ce dernier, mais que ses propos sont restés lettre morte.

Cette situation se retrouve aussi auprès d'une quarantaine de supporteurs ou organisateurs de M. Thivierge qui se sont vus confier une participation «insignifiante et sans risque» pour M. Harvey dans cette campagne électorale. Dans l'entourage de ce dernier, on craint et on fuit tout ce qui a pu être de près ou de loin relié avec M. Thivierge, considéré dans le milieu comme étant «un peu trop à gauche».

C'est cette situation qui a amené une certaine démobilisation des troupes péquistes dans le comté de Prévost après le coup de forcedes hautes instances du parti qui ont réussi à imposer M. Harvey comme candidat. Ce manque d'enthousiasme et d'ardeur au travail dans l'organisation a été soulevé par Mme Marie Harvey, lors d'une récente réunion à huis clos. Pour pallier cette lacune, les organisateurs ont même été obligés de prendre des militants des comtés voisins, soit de Terrebonne et de Laurentides-Labelle.

Visiblement, «en réserve de la République» pour la prochaine occasion, M. Thivierge se dit toujours confiant que M. Harvey va remporter la victoire, même s'il est manifeste qu'il n'y croit plus. Et c'est en bon militant qu'il a accepté le seul rôle qu'on a bien voulu lui consentir dans cette élection, soit d'être le représentant du PQ le jour du vote dans un bureau de scrutin de la ville de Prévost, où il habite.

Déplorant sans le dire explicitement le genre de campagne décousue du candidat Harvey, M. Thivierge est toujours persuadé qu'il aurait pu faire le lien à l'intérieur du comté entre les différentes couches de la population et faire une meilleure campagne que celui qui a été désigné à la convention.

Même la candidate libérale, Mme Solange Chaput-Rolland, reconnait au cours des conversations qu'elle aurait sans doute eu beaucoup plus de mal à remporter une victoire contre M. Thivierge, un véritable gars du comté, que contre M. Harvey considéré comme un parachuté de Montréal, même s'il a une résidence secondaire dans le comté depuis maintenant 15 ans.

Le réveil des nationalités en URSS

Hélène Carrère d'Encausse: celle qui inquiète le Kremlin

par Jules NADEAU

La succession de Brejnev venait à peine de commencer qu'une spécialiste française des affaires soviétiques a lancé un débat tout à fait explosif en Union soviétique: celui du réveil des nationalités. Selon sa thèse, l'explosion démographique dans le «Tiers monde de l'URSS» finira par affecter notamment les futurs approvisionnements en pétrole, le recrutement dans l'armée, la planification économique et les relations avec la Chine.

Parlant couramment le russe, Hélène Carrère d'Encausse, cette Française de 49 ans, petite, blonde, douce, dérange et inquiète les dirigeants du Kremlin mais ceux-ci sont obligés de répliquer avec politesse: les sources officielles de cette universitaire sont inattaquables.

Très prochainement, les Américains vont prendre connaissance du dossier puisque les éditions Newsweek vont diffuser en anglais son livre qui a déjà connu un grand succès en France et en RFA.

Il y a quelques semaines, un membre influent du PC soviétique a publié un long article dans la *Pravda* pour dire que selon le président Brejnev, il n'y avait pas de problème de nationalités en URSS et il a minimisé les idées etranges de certains spécialistes occidentaux.

Aller au fond

A Moscou, cet été lors d'un congrès de sciences politiques, des collègues de Mme Carrère d'Encausse lui ont dit: «Ce qu'il y a de bien avec votre livre, c'est qu'on va pouvoir vous injurier et comme ça, aller au fond du problème...»

La Voix de l'Amérique a lu des extraits du livre dans ses émissions vers l'URSS et il s'en est suivi une ruée pour se procurer «L'empire éclaté» que reste officiellement interdit en Union soviétique. Toutefois, le texte circule en Pologne et des chapitres ont filtré à travers la frontière.

La soviétologue qui se base essentiellement sur le recensement de 1970 estime que ce débat aurait dû éclater il y a dix ans.

Autre réaction des Soviétiques, voyant que cette révélation était une arme redoutable, ils ont décidé de faire «le coup de l'empire éclaté» à la Chine. Sous la signature du journaliste chevronné Victor Luis, ils ont fabriqué un pamphlet prédisant l'éclatement de l'empire chinois sous le poids de ses minorités. Les éditions Time ont acheté le texte.

Tous ces détails, Hélène Carrère d'Encausse les livre avec beaucoup de minutie et dans un débit rapide. «Je suis sage, je réponds aux questions. Une entrevue, c'est fait pour ça!», dit-elle en toute simplicité entre deux gorgées de thé. Un peu comme s'il s'agissait de sa première entrevue, elle s'enthousiasme pour chaque sujet.

Au sujet de l'actualité, comment voit-elle la succession de Brejnev? C'est commencé depuis qu'il est malade, opine-t-elle, et ce sera long. Celle de Lénine a duré sept ans et dans le cas de Staline et de Khrouchtchev, on peut parler de deux à cinq ans.

Les équipes en présence proposeront des changements au chapitre des nationalités et de l'économie mais il ne faut pas s'attendre à ce que l'URSS effectue des reculs en politique étrangère, déclare Carrère d'Encausse en substance.

Dissidents

Les dissidents? Contrairement à l'analyse habituelle, la soviétologue place leur problème au 3e rang après celui des nationalités et ceux de l'économie. Et comme la plupart des dissidents sont russes, la question et le sort des 50 millions de musulmans par exemple ne les intéresse pas. Ils misent sur le nationalisme russe et méprisent parfois tout le reste.

Ses prochains travaux? Tous les matins, de 5 heures à 11 heures, elle travaille à un ouvrage sur le pouvoir en URSS, en d'autres termes, ce qui fait tenir le pays ensemble malgré les forces de dislocation.

Hélène Carrère d'Encausse

photo Pierre McCann, LA PRESSE

Pourquoi entreprendre une grève illimitée au moment où tant de vos demandes sont déjà satisfaites?

Voici des demandes précises, faites par le front commun des employés des secteurs public et parapublic, qui ont été satisfaites depuis le 12 septembre dernier.

LE RÉGIME DE RETRAITE (12 septembre).
L'essentiel des demandes syndicales est accepté. L'admissibilité à la retraite est portée à 60 ans, quel que soit le nombre d'années de service, avec pleine réduction actuarielle si la somme de l'âge et des années de service est inférieure à 90.

LES CONGÉS DE MATERNITÉ (16 octobre).
Dans tous les cas de maternité, le congé payé de la mère est porté à vingt (20) semaines. De plus, celle-ci peut prendre jusqu'à deux ans de congé sans solde, sans perdre son emploi.

LES ACQUIS NORMATIFS (30 octobre).
La partie patronale a éliminé, le plus souvent sans contre-partie, la quasi totalité de ses demandes touchant les clauses normatives de toutes les conventions. Demeurent prioritaires et évidemment ouverts à la négociation, moins de 10 points dans presque tous les cas.

LES PRIMES D'ÉLOIGNEMENT (6 novembre).
Les demandes d'augmentation des primes d'éloignement, de l'ordre de 60%, sont accordées.

LA SÉCURITÉ D'EMPLOI RÉGIONALE (7 novembre).
Aucun employé des Affaires sociales et de l'Éducation ne sera tenu d'accepter une affectation à plus de 50km de son lieu de travail actuel.

LA TÂCHE DES ENSEIGNANTS (8 novembre).
La tâche globale d'un enseignant demeure la même. Les « proportions » maître-élève de la convention actuelle sont maintenues ou améliorées.
La convention comportera un nombre maximum d'élèves par classe pour chaque groupe, à chaque niveau.

LA PROTECTION INTÉGRALE DU REVENU.
Le Gouvernement s'est engagé à assurer la protection intégrale du revenu de chacun contre l'inflation. Il garantit ainsi qu'aucun employé ne verra son pouvoir d'achat diminuer, pendant la durée de la convention.

et si on poursuivait les négociations!

Gouvernement du Québec

1980
mazda GLC
MIEUX ÉQUIPÉE
MOINS CHÈRE

Également en stock

MAZDA 626 1980
MAZDA RX 7 1980
COMMANDEZ VOTRE 626 DÈS MAINTENANT
POUR LIVRAISON DÉBUT DÉCEMBRE

JACAUTO LTÉE
3612, boul. SAINT-JEAN
DOLLARD-DES-ORMEAUX 626-8120
(Au nord du centre commercial Fairview)
J-0275

Les victimes identifiées par l'examen des squelettes

Peter Cocullo et Linda Fournier ont été assassinés

Les examens pathologiques des squelettes humains découverts samedi dernier, dans un bois de Saint-Damien-de-Brandon, dans le comté de Berthier, ont non seulement permis l'identification des victimes, mais également établi qu'il s'agissait de meurtres.

Selon les enquêteurs de la Sûreté du Québec, les restes découverts sont ceux de deux adolescents, Peter Cocullo, 17 ans, et Linda Fournier, 16 ans, portés disparus le 20 mai 1978.

C'est à l'aide de radiographies des ossements et d'analyses de la dentition que les experts ont réussi à identifier les deux victimes. Ces derniers ont pu aussi établir que le jeune homme avait été atteint d'une balle à la tête.

Linda FOURNIER
Disparue depuis le 20 mai 1978.

C'est donc à partir de ces maigres indices que les enquêteurs de la Sûreté du Québec, de concert avec la police de la CUM, vont tenter de remonter jusqu'aux assassins, dont on ignore évidemment les raisons d'avoir posé ce geste.

Entre-temps, l'agent André Turcotte, qui pilote le dossier à la SQ, est surtout intéressé à connaître les allées et venues des adolescents dans les heures qui ont suivi leur disparition. Ils avaient été vus pour la dernière fois, le 18 mai 1978, aux abords de l'école Calixa-Lavallée, au 4444 est rue Henri-Bourassa, à Montréal-Nord.

À l'époque, ce sont les parents des deux adolescents qui, soucieux de leur absence prolongée, avaient, deux jours plus tard, communiqué leur signalement à la police de la CUM. Une enquête avait permis, le 9 juin suivant, de localiser la voiture de Peter Cocullo, abandonnée à l'angle des rues De La Roche et Beaubien, dans le centre-ville. Le dossier en était resté là depuis.

Le prix n'en vaut pas la...

TEL-AVIV (AFP) — L'homme qui cherchait par la presse une jeune femme pour lui donner un enfant ne lui proposait en échange que $3,000: c'est ce qui ressort de nombre de «lettres négatives» reçues par «Maariv», écrites par de jeunes femmes qui déclarent répondre aux qualifications exigées.

Elles estiment toutes que cette somme est dérisoire. Elle met en effet le mois de grossesse à quelque $300, ce qui, au cours actuel, ne va pas très loin.

Skiez en Utah avec American.

$475 et plus, billet aller-retour inclus.
8 jours, 7 nuits, départ en semaine.
Le forfait comprend: le prix par personne, à deux personnes par chambre, le transport entre l'aéroport et l'hôtel désigné, un billet de remonte-pentes interchangeable valable pour 6 jours, l'emballage gratuit des skis et un livret de coupons. Ne sont pas inclus: les taxes, pourboires, repas et autres frais divers et personnels. Ce tarif est un tarif Supersaver. Les places sont limitées et vous devez réserver au moins 30 jours avant le départ. Appelez votre agent de voyages ou American Airlines en mentionnant le forfait ITAA-GSTUS7.
American
American Airlines, américaine par excellence.

L'Arizona d'American.

$407 et plus, billet aller-retour inclus.
8 jours, 7 nuits, départ en semaine.
Le forfait comprend: le prix par personne, à 2 personnes par chambre, le transport entre l'aéroport et l'hôtel désigné. Ne sont pas inclus: les taxes, pourboires, frais de service et frais personnels. Ce tarif est un tarif Supersaver. Les places sont limitées et vous devez réserver au moins 30 jours avant le départ. Appelez votre agent de voyages ou American Airlines en mentionnant le forfait ITAA-PHXH56.
American
American Airlines, américaine par excellence.

CORRECTION

Veuillez noter les modifications ci-dessous dans notre section «**SOUHAITS**» publiée dans La Presse cette semaine:

Par suite de difficultés rencontrées par le manufacturier, le flash électronique (en page 25) «Q-Light» ne sera pas disponible avant environ 2 semaines; les accessoires de table «Country Kitchen» (salière et poivrière avec beurrier couvert assorti), annoncés en page 29 ne sont pas disponibles.

Nous vous prions également de noter que les serviettes-éponge «Coronation» en bouclé ne sont pas disponibles en ton brun (page 30).

Par suite de difficultés d'approvisionnement rencontrées par le maniufacturier, le télécouleur 14'' Candle avec fini veiné simili noyer de la page 32 n'est pas disponible.

Il sera remplacé par un télécouleur 14'' de valeur identique, avec boitier blanc — pour le même prix de $369.99.

Nous regrettons les inconvénients qui auraient pu en résulter pour notre clientèle.

Bonimart

La Californie avion/voiture d'American.

$479 et plus, billet aller-retour inclus.
7 jours, 6 nuits, départ en semaine.
Le forfait comprend: le prix par personne, à 2 personnes par chambre à l'hôtel désigné et la location d'une voiture pour six jours. Ne sont pas inclus: taxes, pourboires, frais de service, repas et frais personnels. Ce tarif est un tarif Supersaver. Les places sont limitées et vous devez réserver au moins 30 jours avant le départ. Appelez votre agent de voyages ou American Airlines en mentionnant le forfait ITM-EST-LX6.
American
American Airlines, américaine par excellence.

demain dans
Dimanche-Matin
le dernier
SONDAGE
sur les élections partielles dans
BEAUCE-SUD
PREVOST et
MAISONNEUVE
(REALISE CETTE SEMAINE)

REALISE PAR
L'IQOP
Institut québécois d'opinion publique

LE DIMANCHE MATIN EXIGEZ Dimanche-Matin RIEN D'AUTRE

Mgr Hubert a maintenant... deux fils!

par Jules BÉLIVEAU

«Thành et Thanh. Le premier avec l'accent grave, l'autre sans accent. Leur nom de famille est Dinh Chi et se dit, en vietnamien, avant les prénoms. Cela fait: Dinh Chi Thành et Dinh Chi Thanh. Mais on les appelle ici André et Pierre, d'après les noms chrétiens qu'ils ont reçus à leur naissance. André a 23 ans et parle français. Pierre, 19 ans, ne connait que le vietnamien...»

Les présentations ont duré, comme cela, pendant plusieurs bonnes minutes avant que Mgr Bernard Hubert, l'air ravi, ne prenne place sur un divan entre ses deux filleuls. «Ça me fait tout drôle», dit-il. Et après un moment de silence, il ajoute: «C'est vraiment une impression chez moi comme s'ils étaient... comme si j'étais père de famille!»

L'évêque de Saint-Jean-de-Québec n'en revient tout simplement pas. C'est peut-être la première fois que ses collaborateurs le voient dans cet état. Lui qui, généralement, sait d'un seul coup présenter dans le vocabulaire le plus précis les sujets les plus complexes, il semble soudain chercher ses mots.

Il en attend trois autres!

Il faut dire qu'un évêque déjà quinquagénaire risque bien, en effet, de perdre jusque son latin lorsqu'il se retrouve du jour au lendemain responsable («comme un deuxième père») de deux grands jeunes hommes. Et on ne sait plus dans quelle langue Mgr Hubert parlera lorsqu'il recevra dans peu de temps, directement d'un camp de réfugiés du Sud-Est asiatique, les trois derniers rejetons de sa nouvelle famille!

Pour le moment, avec Thành et son frère Thanh, Mgr Hubert s'initie à son nouveau rôle, qu'il doit mener de front avec ses fonctions épiscopales dont il ne s'est évidemment pas départi. Il fallait le voir, l'autre soir, s'efforcer de lier des phrases en vietnamien pour encourager le plus jeune dans son étude du français!

Les emplettes d'un certain samedi...

S'il est un épisode des dernières semaines de Mgr Hubert que l'on voudrait pouvoir décrire dans ses moindres détails, c'est celui de ce samedi, à peine 24 heures après sa première rencontre avec Thành et Thanh, où il les a accompagnés dans un magasin de vêtements et de divers autres articles.

«Pratiquement tout ce qu'ils possédaient, explique Mgr Hubert, ils le portaient sur leur dos. Il fallait donc leur procurer tout ce dont un homme a besoin: un rasoir, des chaussettes, des chemises, etc.» Où ont-ils fait leurs emplettes? L'évêque de Saint-Jean hésite un moment et finit par

photo Yves Beauchamp, LA PRESSE

Avec Thành (à gauche) et Thanh, l'évêque de Saint-Jean-de-Québec s'initie à un rôle tout nouveau pour lui.

dire en riant: «Est-ce qu'on peut faire de la publicité? Nous sommes allés dans un magasin de Longueuil, un LaSalle, où ça ne coûte pas trop cher... Mais c'est quelque chose! Ça nous fait prendre conscience de ce que c'est pour un père de grands enfants.»

Ce «quelque chose» dont parle Mgr Hubert, c'est tout probablement la facture de ses emplettes de ce fameux samedi. «Ça a coûté environ $300», a-t-il finalement avoué, non sans ajouter: «Mais je ne sais pas si on peut dire ça!»

Mgr Hubert semble bien savoir, cependant, que bien d'autres choses peuvent être dites. Il mentionne notamment que les gens d'ici, face à la détresse des réfugiés, sont et seront de plus en plus confrontés à un très concret devoir de justice. «Ce n'est pas facile à vendre», fait-il remarquer. Et il enchaîne en parlant de tous ces étrangers nouvellement reçus dans un pays d'accueil.

Étendre l'accueil à tous les immigrants

«Les étrangers qui arrivent chez nous, signale-t-il, ont tellement besoin de notre présence. Un certain nombre sont parrainés par des paroisses ou divers organismes. C'est le cas, par exemple, des réfugiés qui ont déjà été accueillis ou qui seront reçus par une cinquantaine de groupes du diocèse de Saint-Jean. Mais les autres, les étrangers que personne ne parraine, qui ne parlent souvent ni français ni anglais et qui ont vraiment tout à apprendre — des choses qui, à nous, sont des évidences — comment se tireront-ils d'affaire? Les jours et l'hiver vont leur paraître longs!

Je souhaite que le genre d'accueil réservé à un bon nombre de réfugiés soit étendu à tous les immigrants, poursuit Mgr Hubert. Ce n'est pas une ville ou un quartier qui peut vraiment accueillir des étrangers, mais des familles. C'est là tout le sens du parrainage.»

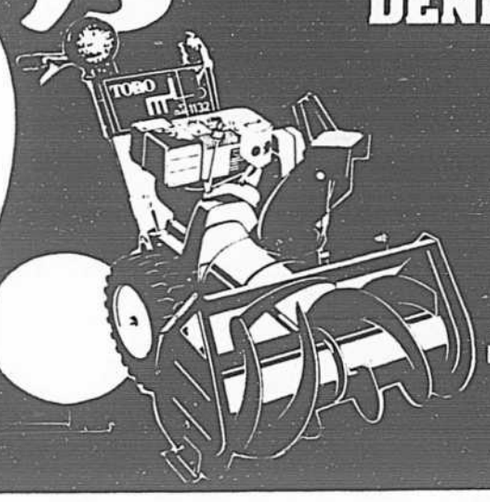
Une présence non incommodante

Si André et Pierre (Thành et Thanh) ne vivent pas, faute d'espace suffisant, dans la résidence de l'évêque de Saint-Jean mais plutôt dans une maison d'appartements de Longueuil dont certains logements tiennent lieu de grand séminaire diocésain, Mgr Hubert entend bien, pour sa part, ne pas priver de sa présence ses deux jeunes protégés. Soit dit en passant, le plus âgé, qui a déjà complété deux années d'études théologiques au Vietnam, se destine à la prêtrise.

Je considère que, sans être paternaliste, je dois être présent dans leur vie. Pas achalant ni incommodant, je l'espère, mais présent,» conclut-il.

Votre 'Pro' Toro est là pour vous servir...

29.95



MISE AU POINT DENEIGEUSES TORO

- Changer la bougie
- Changer l'huile du moteur
- Verifier l'huile de la transmission
- Graisser la machine
- Verification de l'intensite du feu
- Ajuster le carburateur
- Verifier l'air dans les pneus
- Verification de la transmission
- Verifier et ajuster les courroies
- Verification de l'etat general de la deneigeuse

N.B. Pieces et ouvrage supplementaires seront a vos frais.
Cette offre se termine le 22 nov. 1979.
Transport en surplus.

PRO TORO

CHEZ LES «PROS» TORO PARTICIPANTS

AUTEUIL DANIEL CHARTRAND AUTO ENRG. 200, BOUL. STE-ROSE EST 514-625-3743	CHATEAUGUAY LES PROD. RÉCRÉA. GILBERT LTÉE 101, BOUL. D'ANJOU 514-691-4880	LAFONTAINE, ST-JEROME ARTICLE DE SPORT CARMAT INC. 2392, BOUL. LABELLE 514-438-8789	MARIEVILLE GARAGE LÉONIDE JODOIN 388, BRANCHE DU RAPIDE 514-658-5333	MONT-ROYAL MODELECTRIC HARDWARE 2453, ROCKLAND 514-731-6871	ST-CONSTANT ST-PAUL AUTO ELECTRIC ENR. 204, BOUL. 9C 514-632-6026	ST-JEROME DESJARDINS SPORTS 2075, BOUL. LABELLE 514-438-8225	SOREL G. GABOURY SPORT MARINE INC. 228, RUE PROVOST 514-742-2620
BEDFORD LES GONDOLIERS LTÉE 191, RUE PRINCIPALE 514-248-3977	CHENEVILLE GARAGE TEXACO LAROCQUE 59, PRINCIPALE 819-428-3282	L'ANNONCIATION F. DAUDELIN & FILS INC. 135, RUE PRINCIPALE 819-275-2694	MASCOUCHE ROLAND ROBERT ENR. 2940, STE-MARIE 514-474-2761	MONT ST-HILAIRE LUC ARPIN INC. 103, BOUL. WILFRID LAURIER 514-464-5117	ST-DONAT ST-DONAT MARINE INC. 687, PRINCIPALE, C.P. 267 819-424-2288	ST-LAURENT SAVARD G.H.R. INC. 980, ROY 514-747-4719	TERREBONNE GARAGE HERVÉ SANSCARTIER ENR. 602, ST-PIERRE 514-471-6408
BELLEFEUILLE BELLEFEUILLE SPORTS 940, BOUL. LA SALETTE 514-436-6758	COTEAU LANDING SYLVAIN ST-PIERRE INC. 158, AVE. DU COMTÉ 514-267-3705	LAPRAIRIE LES SERVICES MARINS ENRG. 575, STE-ROSE (ENTREPÓT) 585 - (Bureau) 514-659-1393	MONTREAL ALBERT DYOTTE INC. 7348, RUE ST-HUBERT 514-273-8301	NAPIERVILLE EQUIPEMENT DESFORTS INC. 436, ROUTE 219 514-245-7837	ST-ESPRIT RÉGINALD MARSAN EQUIPEMENT 164, RIVIÈRE NORD 514-564-5574	ST-MARC MARCEL VARY 669, BOUL. RICHELIEU 514-584-2078	VALLEYFIELD YVON LEROUX RÉPARATION ENR. 1, RUE ARMAND 514-373-0866
BELOEIL R. ST-AUBIN 171, ST-JEAN-BAPTISTE 514-464-0798	COWANSVILLIE COWANSVILLE HARDWARE INC. 610, RUE SUD 514-263-2545	LASALLE ALVIN EQUIPEMENT CO. 1003, 90e AVENUE 514-364-2600	MONTREAL DUBOIS EQUIPEMENT-76 ENR. 3597, HOCHELAGA 514-527-1227	PIERREFONDS ENTREPRISE JACQUES CARTIER INC. 13905, BOUL. GOUIN OUEST 514-626-5575	ST-EUSTACHE NADON SPORTS INC. 62, ST-LOUIS 514-473-2381	ST-MICHEL EUGÈNE LEMIEUX & FILS 514-454-3939	VARENNES COOPÉRATIVE AGRICOLE VARENNES 2097, MARIE VICTORIN, C.P. 668 514-652-2772
BOIS DES FILIONS LES ENTREPRISES POLYSPORT INC. 563, RUE CHAPLEAU 514-621-3300	DORVAL QUINCAILLERIE BOYER 707, BORD DU LAC 514-631-3538	L'ASSOMPTION COOPÉRATIVE L'ASSOMPTION 701, L'ANGE GARDIEN 514-589-4785	MONTREAL JEAN GUGLIA & FILS 10318, DE LAROCHE 514-387-0871	POINTE-CLAIRE EQUIPEMENT DANYCO INC. 113, RUE CARTIER 514-695-4422	ST-FRANCOIS, LAVAL GASTON CONTANT INC. 6310, BOUL. DES MILLES ILES 514-666-6676	ST-MICHEL DES SAINTS NORMAND CHARETTE 590, BROSSARD 514-833-6260	VAUDREUIL GARAGE GEORGES LAVIGNE & FILS INC. 786, BOUL. HARWOOD 514-455-2115
BOUCHERVILLE GILLES DESROCHERS MOTEURS ENR. 651, CHEMIN DU LAC 514-655-6067	DRUMMONDVILLE EQUIPEMENT DOMESTIQUE R.M. INC. 1250, BOUL. ST-JOSEPH 819-478-0629	LAVAL OUEST BEAUDOIN EQUIPEMENT ENR. 1850, BOUL. SAUVÉ 514-627-0960	MONTREAL LES ENTREPRISES S. & F. BOUTIN INC. 1309, BEAUBIEN EST 514-277-1227	RAWDON GERMAIN DUBÉ 935, QUEEN 514-834-2464	ST-GABRIEL DE BRANDON C. TURENNE & FILS ENR. 85, COHEN 514-835-2362	ST-PAUL L'ERMITE ST-PAUL BICYCLES & SPORTS 391, LACOMBE 514-581-0251	VAUDREUIL LUCIEN MALLETTE INC. 5445, BOUL. HARWOOD R.R. #1, HUDSON 514-458-5654
BROSSARD EQUIPEMENT CHAMPLAIN ENR. 5625, GRANDE ALLÉE 514-678-1540	GRANBY POIRIER SPORT 192, DENISON EST 514-372-3466	CHOMEDEY, LAVAL EQUIPEMENT DE SPORTS & JARDINS LAVAL INC. 2190, BOUL. DES LAURENTIDES 514-667-4866	MONTREAL PAUL LAVIGNE AUTOMOTIVE INC. 3095, DÉSORMEAUX 514-351-4210	ROSEMERE CENTRE DE JARDIN PINKERTON 393, GRANDE CÔTE 514-621-1870	ST-HUBERT CLAUDE STE-MARIE SPORT INC. 5250, CHEMIN CHAMBLY 514-678-4700	STE-GENEVIEVE PRESTIGE MARINE ENR. 15538, BOUL. GOUIN OUEST 514-626-4230	VERCHERES COOPÉRATIVE AGRICOLE VERCHÈRES 95, CALIXA LAVALLÉE 514-583-3971
BROSSARD MARINE & SPORT J.G. LEBLANC INC. 2505, LAPINIÈRE 514-676-5550.	GRENVILLE MARTIN L. LOWE ENR. R.R. #1 819-242-3306	LAVAL PONT-VIAU MOTORCYCLE & SPORTS INC. 450, DES LAURENTIDES 514-668-4110	MONTREAL PIGEON MARINE 6767, HENRI BOURASSA EST 514-325-1010	ST-ALPHONSE STATION SERVICE ANDRÉ PERREAULT 135, ROUTE 42 514-883-5211	ST-HYACINTHE EQUIPEMENT DOMESTIQUE R.M. INC. 8630, DES CASCADES EST. 514-773-5098	STE-JULIE GARAGE BENOIT BLAIN INC. 1486, RUE PRINCIPALE 514-649-1297	VERDUN J.A. COUSINEAU LTÉE 4752, AVENUE VERDUN 514-768-0930
BUCKINGHAM LANDRY HARDWARE 530, MAIN CTÉ GATINEAU 819-986-3712	IBERVILLE BON AIR SPORT (1979) ENR. 865, D'IBERVILLE 514-347-3940	LAVAL QUINCAILLERIE GOYER LTÉE 1533, BOUL. LABELLE 514-681-3328	MONTREAL CHEZ VOTRE MAGASIN SIMPSON LE PLUS PRÈS	ST-BLAISE ETHIER & FRÈRES ENR. 514-658-6231	ST-ISIDORE GIRARD & BELLEFLEUR CIE LTÉE 687, ST-RÉGIS 514-454-9642	STE-THERESE MAURICE CLOUTIER INC. 42, RUE TURGEON 514-430-2450	VILLE ST-LAURENT BOND MACHINE SHOP LTD. 2875, RUE JASMIN 514-336-3660
CHAMBLY MOTO SPORTS DEMERS 692, SALABERRY, 514-658-4452	LACHINE REAL MOTO INC. 500, RUE VICTORIA 514-634-4161	LAVAL QUINCAILLERIE ST-FERDINAND INC. 3009, BOUL. DAGENAIS 514-622-2328	MONTREAL CHEZ VOTRE MAGASIN EATON LE PLUS PRÈS	ST-BRUNO CENTRAL SPORT INC. 1681, MONTARVILLE 514-467-0851	ST-JANVIER-MIRABEL FERRONNERIE ST- JANVIER 13817, ROUTE 117 514-435-3074	LE GROUPE "PRO" TORO DU QUÉBEC	
CHARLEMAGNE LES MATÉRIAUX DE CONST. LEBEAU INC. 147, NOTRE-DAME 514-581-3010.	LACHUTE NADON SPORTS INC. 280, BÉTHANIE 514-562-2272	LONGUEUIL MOTO SPORT RIVE SUD INC. 1307, STE-FOY 514-679-5150	MONTREAL NORD FERRONNERIE CHARLEROI 4690, CHARLEROI 514-322-2031	ST-CESAIRE D. CHAGNON & FILS INC. 660, ROUTE 112, C.P. 780 514-469-2496	ST-JEAN STATION LUIGI INC. 328, CHAMPLAIN 514-348-4343		

AVIS

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

ÉLECTIONS PARTIELLES DANS LES DISTRICTS ÉLECTORAUX DE MAISONNEUVE ET DE PRÉVOST LE 14 NOVEMBRE 1979

À TOUTE PERSONNE AYANT L'INTENTION DE VOTER SANS DROIT

Conformément à l'article 410 de la Loi électorale,

"toute personne qui, dans une élection, vote ou tente de voter sachant qu'elle n'a pas le droit d'y voter, ou induit une personne à voter ou la fait voter, sachant que celle-ci n'a pas le droit d'y voter, se rend coupable d'un acte illicite et encourt une amende de cent à cinq cents dollars ainsi qu'un emprisonnement de six mois à deux ans et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement additionnel de trois mois à un an."

Pierre-F. Côté, C.R.
Directeur général des élections

photo René Picard, LA PRESSE

Près de 400 chauffeurs de taxi s'étaient rassemblés, hier après-midi, à l'église Sainte-Catherine-Labouré, à LaSalle, en banlieue ouest de Montréal, pour rendre un dernier hommage à leur collègue Fernand Giroux, décédé mercredi des suites des blessures que lui auraient infligées, le 23 octobre dernier, «par vengeance», trois Amérindiennes de la réserve de Caughnawaga. La cérémonie funèbre terminée, le long cortège formé de plusieurs landaus de fleurs et quelque 150 voitures-taxi, a accompagné la dépouille au cimetière de la Côte-des-Neiges.

Les trois Amérindiennes sont accusées de meurtre

Les trois jeunes Amérindiennes, qui avaient comparu la semaine dernière devant la Correctionnelle sous l'accusation d'avoir enlevé, séquestré et tenté d'assassiner le chauffeur de taxi Fernand Giroux, de LaSalle, ont été ramenées devant le juge André Chaloux, jeudi après-midi.

A la requête de la Couronne, l'accusation de tentative de meurtre a été remplacée par celle de meurtre au premier degré contre Barbara Norton, Sherley Desliles et Katy McComber, à la suite du décès de la victime.

Devant le tribunal, les avocats de la défense, sans expliquer leur point de vue, ont tenté d'obtenir que la poursuite motive son retrait de l'accusation de tentative de meurtre, en soutenant qu'elle n'avait pas de preuve à offrir dans ce cas.

Il n'y aura donc pas d'enquête devant le coroner, et l'enquête préliminaire des prévenues pourrait s'instruire dès le milieu de la semaine prochaine, si les conditions sont revenues à la normale au Palais de Justice. Mais rien, présentement, ne laisse présager un tel «retour».

Aux cellules depuis leur comparution à Montréal, même si elles avaient été élargies par un magistrat de Valleyfield pour les incidents survenus à un autre chauffeur de taxi de cette ville, les prévenues n'ont évidemment pas renouvelé leur demande de cautionnement que le juge Chaloux avait rapidement rejetée.

NOUVEAUX TAUX D'INTÉRÊT

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

12,00% Pour une période d'un an et sept mois, du 1er novembre 1979 au 1er juin 1981.

11,00% Pour une période d'un an, du 1er juin 1981 au 1er juin 1982.

10,50% Par la suite, du 1er juin 1982 jusqu'à l'échéance des obligations.

Les succursales au Québec des banques et les caisses populaires pourront fournir prochainement les informations nécessaires relatives aux montants à payer lors de l'encaissement des obligations.

Informations additionnelles: Ministère des Finances (418) 643-5756

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

VEUILLEZ PRENDRE NOTE DE CETTE

½ HEURE SUPPLÉMENTAIRE

POUR VOS EMPLETTES
TOUS LES LUNDIS, MARDIS ET MERCREDIS

À PARTIR DU LUNDI 12 NOVEMBRE
JUSQU'AU MERCREDI 5 DÉCEMBRE
SIMPSONS EN VILLE OUVERT DE 9H À

6H DU SOIR

Simpsons MD

DANS LA PRESSE D'AUJOURD'HUI

Consultez le cahier «Simpsons pour un Noël spectaculaire» de 44 pages

Rempli de merveilleuses idées-cadeau — vêtements mode, articles pour le foyer, articles de sport et plusieurs autres pour rendre vos emplettes des Fêtes plus agréables. Commandez dès maintenant.

composez 842-7221 jour et nuit.

ERRATA

Veuillez prendre note des corrections suivantes:

Page 4 — articles E, K, L. La description E correspond à l'illustration L; la description K correspond à E; la description L correspond à K.

Page 18, article A. Les pointures devraient se lire 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Page 19, article D. La description devrait se lire 12" de hauteur. Les bottes ne seront pas disponibles avant le 13 novembre.

Page 36, article C. Ensemble dînette 4 pces. Devrait se lire ensemble 5 pces (1 table et 4 chaises).

Page 38, article B. Veuillez allouer 1 semaine pour la livraison.

Page 38, article C. Veuillez allouer 4 semaines pour la livraison.

Page 38, article E. La description devrait se lire hêtre massif et non tel qu'indiqué.